

idées

Points de vue sur le terrorisme en Allemagne fédérale

Les enfants perdus

par BERTRAND RENOUVIN (*)

ILS étaient devenus fous. Ils ont tué. Ils sont morts comme ils avaient vécu : dans la haine, dans le plus absolu.

Foutait, c'est trop. Trop de haine. Trop de joie. Trop de discours sur la « fierté allemande » et sur la « victoire de la démocratie ». Je n'exécute rien. Je ne justifie rien. Je ne justifie rien. La stratégie du groupe Baader était démente. La prise d'otages est un acte odieux. L'exécution de sang-froid du pilote de la Lufthansa est un crime abominable. Mais ce n'est pas une raison pour cracher sur les cadavres des terroristes. Mais les chants de la foule allemande sont obscènes, et parfaitement écœurants les congratulations des chefs d'Etat. Car il faut être sans honneur pour pléier les vaincus, sans dignité pour insulter les cadavres de ses enfants perdus.

Oh ! bien sûr, M.M. Schmidt et Giscard peuvent avoir bonne conscience : ils ont sauvé des innocents, ils ont défendu l'ordre et la civilisation, ils ont droit désormais à l'estime universelle, pour leur fermeté et pour la solidarité manifestée. Mais est-ce ordinaire aussi barbare que le désordre dont il vient de triompher. Mais cette civilisation est aussi nihiliste que la subversion qu'elle menaçait.

sible de défendre cette civilisation. Il ne sera bientôt plus possible de croire en sa liberté.

La liberté, ce n'est tout de même pas le « vote et l'absence de notre moderne « démocratie ». Ce n'est tout de même pas le droit au confort programmé, ou celui d'acheter des revues érotiques pour se distraire d'un travail dépourvu de sens : autant de hochets qu'on distribue aux hommes pour qu'ils oublient leur solitude, leur déracinement, leur angoisse d'être jetés dans un monde qui n'est plus à leur mesure. On comprend la colère et la révolte de quelques-uns. Un jour, ils descendent dans la rue, agitent des drapeaux rouges ou noirs, font des barricades. On leur répond avec des matraques et des grenades lacrymogènes. Puis on leur explique qu'ils sont des enfants gâtés, et qu'ils ont bien de la chance de ne pas connaître, comme les Soviétiques, l'enfer concentrationnaire.

Mais les enfants gâtés ont deviné que les sociétés occidentales sont également totalitaires, mais de façon plus insidieuse : ce n'est pas par les camps et par la propagande obsessionnelle qu'elles lavent les cerveaux, détruisent le passé, programment le travail, les loisirs et les loisirs, mais par la séduction qu'elles exercent et par le confort qu'elles procurent.

Alors certains s'évadent, en quête d'un paradis. C'est le retour à la terre, ou la drogue, ou la violence pure. Ils ont pris de mauvais chemins ? Ils ont choisi les pires idéologies ? C'est certain. Mais ils ne méritent pas qu'on les traite comme des chiens, qu'on les enferme dans des prisons à la cruauté scientifique, qu'on les pousse au suicide — ou qu'on les assassine froidement.

Ce sont nos enfants perdus. Nous n'avons pas su leur parler. Nous n'avons pas su les écouter. Plutôt que de fuir avec les loups, nous nous sommes maintenus à préparer les révolutions nécessaires contre le totalitarisme, contre le désordre établi et contre le nihilisme de notre prétendue civilisation.

(*) Directeur politique du bi-mensuel *Royauté*.

POUVOIR ET VIOLENCE

par PETRU DIMITRIU (*)

LE calcul des terroristes était de pousser l'Etat à dévoiler son fascisme latent. Que penser de ce calcul devant le refus de tous les partis politiques, à l'exception de rares conservateurs, de réintroduire la peine de mort, interdite d'ailleurs par la Constitution même de cet Etat ? Même M. Drogger, un des leaders de l'aile droite chrétienne-démocratique, a pu faire publiquement preuve de modération en répudiant la peine de mort. L'idée d'interdire trois des quatre partis communistes d'Allemagne fédérale, lancée par les chrétiens-démocrates, a des chances d'être rejetée par la Diète fédérale ou la Haute Cour constitutionnelle. Et les partis au pouvoir refusent même d'envisager l'application, contre les terroristes, de tel article de la Constitution qui permet la suspension des libertés de parole, de s'exprimer, de manifester, et du secret de la correspondance, lorsque des citoyens en abusent contre ces mêmes libertés — article fait contre les nazis et utilisable en cas de haute trahison.

L'élément le plus puissant de la société allemande, ce sont les syndicats. Ils se sont solidarisés de manière solennelle avec le gouvernement de M. Schmidt et avec leur concitoyen Hans-Martin Schleyer et les autres victimes de l'agression. Il faut rappeler que la charte venant d'attaquer en Haute Cour fédérale, comme inconstitutionnelle, la loi sur la participation paritaire des salariés aux conseils de surveillance des

entreprises avec plus de trois mille salariés, et ceci sous la présidence de M. Schleyer. Il est permis de s'attendre à un rejet de ce projet. Entre-temps, les syndicats refusent de participer à « l'action concertée » habituelle avec les patrons et le ministre de l'économie. Le conflit reste entier, c'est la haine la plus dure entre syndicats et patronat, depuis que la République fédérale existe.

Il n'y avait qu'un seul terrain commun où les adversaires pouvaient se rencontrer : celui du consensus constitutionnel, celui des droits démocratiques de la personne humaine. Les terroristes les ont forcés à se placer sur ce terrain.

Il n'y avait qu'un seul terrain où Heinrich Böll et Günter Grass auraient pu se rencontrer avec M. Franz-Josef Strauss, et ce dernier avec M. Willy Brandt et Werner : celui du refus de la violence. Elle est la négation de toute politique, a dit M. Werner. Elle ouvre la voie à la plus sombre réaction, a dit M. Brandt. Les assassinats de M. Buback, Ponto, le détournement du Boeing et l'extinction de M. Schleyer, ont forcé les intellectuels et les sociaux-démocrates à faire front commun avec les conservateurs. Même les communistes, fidèles à Lénine dans leur refus de l'action individuelle, se sont associés plus ou moins explicitement.

allemande pour les trente-deux années de 1945 à 1977...

A la fin de la guerre, l'Allemagne était détruite. La guerre froide rendit opportun et urgent le rééquipement de son industrie, avec un outillage démodé, l'ancien étant soit pulvérisé, soit démantelé.

L'occupation américaine, anglaise et française imposa à l'Allemagne de l'Ouest la démocratie parlementaire. L'expérience malheureuse de la République de Weimar la mit en garde contre les effets funestes de la représentation proportionnelle et d'un pouvoir central excessif et indépendant du Parlement. Enfin, la prépondérance américaine colla le tout d'une Constitution fédérale qui libéra les énergies régionales. Il ne faut pas ignorer qu'aujourd'hui encore l'Etat fédéré de Bavière s'appelle, officiellement, l'Etat libre, *Freistaat*, de Bavière, et que Brême et Hambourg sont des Etats, avec leurs Parlements. Il ne faut pas oublier non plus que les Hanséatiques sont plus différents des Bavares que les Lillois ne le sont des Niçois. L'allemandique des Souabes et le dialecte mi-hollandais mi-

anglais des Frisons sont mutuellement aussi incompréhensibles que l'occitan et le bas-breton.

Ils ont eu de la chance : ils étaient trop ruinés pour se permettre des temps morts. Des syndicats unitaires, dont celui des métallurgistes à lui seul six millions de salariés, mirant jusqu'en 1969 la croissance avant les salaires, ensuite les salaires avant la cagnotte. A présent qu'ils ont obtenu les salaires les plus élevés du monde, ils exigent la participation parfaite. Mais toujours sans grève. Le pays dépendait trop de ses exportations, les patrons préféraient s'incliner à temps, les syndicats pensaient à l'avenir... Ils ont eu de la chance.

Demièrement, le climat politique souffrait de la polarisation. La gauche, les intellectuels, étaient alliés à la République de Bonn depuis le début : bourgeois, technocrates, néoconservateurs, voire indifférents en morale, sinon même amoraux, *wertrlos*. Les technocrates scientifiques, économiques, politiques n'avaient pas eu ni voulu donner un sens à l'ensemble.

Le vrai problème

Les terroristes l'ont fait à coups de mitraillette. Les élites politiques et intellectuelles, de droite et de gauche, ont été forcées à serrer les rangs, à se reconnaître, à se justifier devant elles-mêmes, la nation et les voisins. Les jeunes gens à mitraillette leur ont rendu un signalé service.

Le vrai problème de l'Allemagne fédérale n'est ni la fascisation ni le terrorisme. C'est la participation, la réforme de l'entente, la semaine de trente ou trente-cinq heures ; c'est la technocratie, la bureaucratie, la concentration économique ; ce sont les empiétements de l'Etat fédéral sur les Etats fédérés et de ceux-ci sur les communes — voire la prétendue réforme administrative de Basse-Saxe, refusée par les électeurs de droite et de gauche, et imposée par des technocrates du parti libéral.

Il s'agit peut-être aussi d'une réforme morale d'esprits et d'âmes desséchées par le culte exclusif de l'efficacité en tout et marqué par des philosophies justifiant la violence. Dans les contextes les plus divers, de Hegel à Marx, de Marx à Bloch, de Nietzsche à Spengler, de Stirner à Marcuse. Il serait difficile de trouver chez un groupe comparable de philosophes français ou anglo-saxons des mêmes époques la même proportion d'excuses à la violence.

La langue même met au jour cet état de choses. *Bewirgen*, *bewältigen*, *abzwängen* sont des mots plus « forts », avec un arrière-goût de violence plus prononcé que « valence », « surmonter » et « dépasser ». Et le même terme sert pour exprimer la notion de pouvoir légitime et celle de violence illégitime : *Gewalt*. On dit *richtige Gewalt* pour « pouvoir judiciaire » et *Gewalt* pour « acte de violence ». Ces métaphores inconscientes se retrouvent dans une discussion d'idées, dans le jargon politique et administratif, dans le marketing et dans le reportage sportif. Il ne faut sans doute pas les prendre trop littéralement : mais le fait est que, là où l'Anglo-Saxon dit *publishing* et *hypocritism*, pour le pouvoir de disposer, comme pour en atténuer le caractère de contrainte, l'Allemand dit *Verfügungsgewalt*, et cela sonne bien autrement.

Les terroristes actuels n'ont aucun programme explicite à proposer sur tous ces thèmes qui constituent le vrai problème de l'Allemagne fédérale. Quant à leur ramède, c'est la *Gewalt*. L'Allemagne fédérale devra trouver la solution en elle-même, et y mettre beaucoup de bonne volonté, même si la chance ne l'abandonne pas, ce que personne ne lui souhaite.

(*) Ecrit allemand d'origine roumaine. Auteur d'*Inconnu*.

Innocents et unanimes

Pour la première fois depuis 1933, les Allemands se sont sentis innocents et unanimes.

Et comme on estime les terroristes à quelques centaines et leurs sympathisants à quelques milliers — sur soixante et quelques millions, — la grande peur a un petit motif. La blessure est cuisante, mais c'est une plaie qui se guérit. L'histoire, c'est un abcès de fixation. L'Allemagne est vaccinée contre la violence, qui, jadis, l'a menée au précipice. Une fois de plus, elle a bénéficié de sa chance phénoménale depuis la guerre.

On donne souvent en exemple, la performance allemande. Sans nier le moins du monde les qualités d'énergie et de persévérance des Allemands, évidentes aussi en Allemagne socialiste, ni même leur sagesse politique ou plutôt le fait qu'ils ont eu une chance aussi extraordinaire que leur rétablissement et leur essor. Et aussi, troublants, soit dit en passant, que la différence entre le grand nombre de prix Nobel allemands et juifs allemands pour les trente-deux années de 1901 à 1933, et le petit nombre de prix Nobel

Bonne conscience

par JACQUES MADAULE

SI les membres de la Fraction Armée rouge s'étaient donné pour tâche d'entretenir la bonne conscience de la bourgeoisie dirigeante, en Allemagne et ailleurs, ils ne s'y prendraient pas autrement qu'ils n'ont fait jusqu'ici. Je ne sais ce que la suite nous réserve, et mon propos n'est pas d'essayer de l'imaginer. Mais il y a longtemps que je réfléchis sur les effets peu remarquables de la bonne conscience. Elle est aussi nécessaire à la cohésion des groupes humains que la discipline à la force des armées. C'est là son côté positif. Si l'on veut ébranler une société, il faut s'attaquer à sa bonne conscience, la faire douter de son bon droit. C'est ce qu'ont fait Marx et les marxistes avec un certain succès depuis plus d'un siècle à présent. Rares sont aujourd'hui les bourgeois qui ne doutent pas, peu ou prou, de leur régime.

Mais la bonne conscience a aussi des effets négatifs, qui font plus que balancer son côté positif. On peut affirmer qu'il n'y aurait pas de conflit inexplicable entre groupes si les deux antagonistes n'avaient également bonne conscience. Avez-vous remarqué qu'à peine un conflit a-t-il éclaté chacun des combattants accuse l'autre d'atrocités ? On a besoin que l'ennemi soit atroce pour avoir du cœur à la combattre et pour fermer les yeux sur les crimes qu'il vous arrive aussi de commettre. On dirait que le crime couvre le crime. La source inépuisable de la bonne conscience, ce sont les crimes de l'autre. Comme on se sent bon, juste et généreux quand on voit comment les autres se conduisent ! Tel est le sentiment qui éprouve la peuple allemand, tous partis confondus, à l'exception d'une infime minorité qui travaille dans l'ombre, quand il se compare à ces misérables. Que dis-je, le peuple allemand ? Il s'agit en réalité de toute la communauté internationale qui applaudit unanimement, même si quelques braves sont un peu gênés, l'heureuse conclusion du drame et qui flétrit les terroristes qui s'en prennent à des innocents, comme si jamais aucun bombardement d'avion, aucune bombe atomique n'avait été lancée par un gouvernement respectable sur une foule d'innocents.

Je condamne comme tout le monde le terrorisme aveugle de la FAR, mais je ne me sens pas justifié pour autant de tous les crimes commis par la communauté à laquelle j'appartiens. Car enfin la violence — et la violence inhumaine — n'est aucunement le monopole des terroristes quels qu'ils soient, mais tout Etat organisé y a plus ou moins recours lorsque son existence est mise en cause. La raison d'Etat a toujours provoqué des crimes d'Etat. L'histoire en regorge à toutes les époques. S'il y a eu quelques progrès accomplis au cours des deux dernières siècles, c'est que la conscience publique y est devenue plus exigeante. Mais en ce siècle-ci nous sommes témoins d'une inquiétante régression. D'une part, la violence se banalise, pour toutes sortes de raisons. Mattin et soir nous recevons en pleine figure celle du monde entier, et le cinéma en rajoute, qui se voudrait imaginaire, mais ne parvient pas à égaler la réalité. Et puis il y a cette exigence de l'excès : cette prééminence du or, de la déchirure sur le discours continu. Tout doit éclater comme une détonation pour être senti.

Dans de pareilles conditions tout est possible, et il suffit qu'une chose soit possible pour qu'elle se réalise. C'est pourquoi l'homme est aujourd'hui saisi en présence de l'homme d'une crainte mortelle, et il a sans cesse besoin de se rassurer sur les autres et sur lui-même. C'est là un usage inattendu et relativement nouveau de la bonne conscience, qui ne voit qu'une telle attitude de terreur de terrorisé terrorisant ouvre la porte à tous les crimes collectifs, couverts par la bonne conscience et par l'horrible repoussoir que nous fournissent les raptures de bain ?

Il est temps, je crois, de nous recueillir et nous ne voulons pas succomber au vertige, car c'en est un, où la bonne conscience

SCÈNES DE CHASSE EN BAVIÈRE

SCÈNES de chasse en Bavière : ce film était prémoniteur. Mais, une fois de plus, la fiction paraît bien timide en regard de la réalité.

La chasse à l'homme qui vient de commencer, en Allemagne et ailleurs, fait partie du pire des cauchemars : le cauchemar historique. On se demande jusqu'où ira le dé-

lire collectif, quand on voit un de nos confrères parisiens publier en page une les photos de six jeunes femmes accusées d'appartenir au groupe de terroristes allemands, « Rote Aarmee », dit le titre, qui s'étale sur huit colonnes. Que s'agit-il de conception les collaborateurs de ce journal se font-ils de leur métier ?

FRANÇOIS BOTT.

D'Entebbe à Mogadiscio

par PAUL GINIEWSKI (*)

PLUSIEURS jours ont passé, et M. Kurt Waldheim n'a toujours pas eu, vis-à-vis du gouvernement de Bonn, la réaction qui fut la sienne au lendemain de l'opération d'Entebbe vis-à-vis de celui de Jérusalem.

On se souvient qu'alors le secrétaire général des Nations unies avait dénoncé l'opération de l'armée d'Israël, faisant écho aux gouvernements arabes et à la protestation de plusieurs pays africains. Les commandos de Bonn, dans des circonstances similaires, ont fait exactement la même chose. Leur action ne devait-elle pas, logiquement, entraîner la même réaction ? Ou bien M. Waldheim utilise-t-il deux langages, selon qu'il s'adresse à Jérusalem ou aux autres capitales ? Pèse-t-il de deux poids différents les mêmes faits et méfaits, selon qu'ils ont pour auteurs ou victimes des Juifs ou des non-Juifs ?

On l'a dit si souvent qu'on voudrait n'avoir pas à réactualiser la formule : on traite Israël en juif des Etats, dans l'arène internationale. On est si habitué à cette préface qu'elle paraît à presque tous aller de soi et ne choque plus.

Le pape, par exemple, qui a eu raison, mille fois, de se proposer en otage à la place de ceux du Boeing allemand, n'avait pas pu ce geste quand il s'agit de terroriser palestiniens et de leurs victimes juives, placés dans une situation similaire. Ce même pape avait exprimé sa profonde sympathie aux victimes du raid israélien sur Beyrouth, au cours duquel treize appareils arabes furent détruits, sans

qu'on versât une goutte de sang. Mais il n'avait pas condamné les aides arabes contre Israël, qui avaient fait des morts, et en particulier, pas l'attentat qui avait décollé les représentants israéliennes ! Tout cela est navrant, choquant, et permet de poser par anticipation la question de savoir quelle sera l'attitude des gouvernements qui ont si chaleureusement applaudi à l'action de M. Schmidt, dans l'hypothèse où les Arabes seraient à nouveau impliqués dans un détournement ou une prise d'otages, Israël étant la cible du chantage.

Est-ce leur faire un procès d'intention ?

Déjà, dément.

Mais le seul moyen de désarmer les velléités des terroristes de demain consiste, pour les gouvernements, à se lier les mains fortement, par l'engagement de protéger désormais toutes les catégories de victimes et de traquer toutes les familles de terroristes.

Dans la mesure où le terrorisme se dit politique, en pareil cas politique aussi.

La solitude d'Israël aboutissant à Entebbe et la solidarité de tous conduisant à Mogadiscio sont, en réalité, deux aspects d'une même donnée de fait : la situation singulière d'Israël, individu juif ou collectivité nationale, dans la famille humaine et dans le concert des nations.

La fin de la bande à Baader a-t-elle réellement modifié cet état des choses ? Qui oserait l'affirmer aujourd'hui ?

Mais pitié au ciel que la question restât longtemps sans réponse !

(*) Journaliste et écrivain.

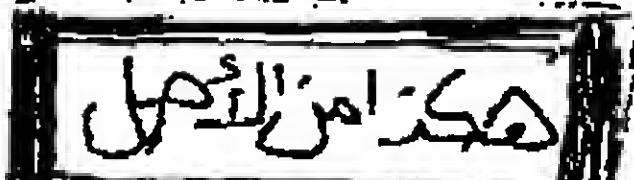
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général :
Jacques Favre, directeur de la publication.
Jacques Sauvage.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-13

1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5767.



APRÈS L'ASSASSINAT DE HANNS-MARTIN SCHLEYER

Le commandant de bord du Boeing de la Lufthansa, le capitaine Jürgen Schumann, assassiné à Aiden par le commando terroriste, a été inhumé vendredi 21 octobre à Baden-Baden, près de Francfort, en présence de très nombreuses personnalités et de délégations de pilotes étrangers, dont des Français. Le président de la République fédérale, M. Walter Scheel, a décidé de lui attribuer la croix de Mérite fédéral à titre posthume. Tous les drapeaux des édifices publics avaient été mis en berne.

M. Scheel a également décidé que des funérailles nationales seraient organisées pour Hanns-Martin Schleyer (nos dernières éditions datées du 22 octobre), comme cela avait déjà été le cas pour les deux autres personnalités ouest-allemandes tuées par des terroristes depuis le début de l'année : le procureur général Buback, en avril, et Jürgen Ponto, président de la Dresdner Bank, en juillet. Les obsèques du président du patronat auront lieu mardi 25 octobre, à Stuttgart, en présence du chef de l'Etat fédéral et du chancelier Schmidt.

L'enquête sur le meurtre de l'industriel se poursuit activement en R.F.A. et en France. A Genève, M. Denis Payot, l'avocat qui avait servi d'intermédiaire entre les ravisseurs et les

autorités, a indiqué dans une conférence de presse, nous signale notre correspondante Isabelle Vichniac, que les lettres, bandes vidéo et enregistrements que les terroristes lui avaient fait parvenir, provenaient de Paris. M. Payot a ajouté que ces documents étaient à la disposition de Bonn, et il s'est déclaré « très déçu et bouleversé » par l'assassinat de Hanns-Martin Schleyer.

Les enquêteurs poursuivent d'autre part leurs investigations à la prison de Stuttgart-Stammheim, où Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe sont morts le 18 octobre dernier. Ils avaient déjà trouvé un réseau rudimentaire de communication en Morse entre les cellules des terroristes emprisonnés (« le Monde » du 22 octobre). Ils ont fait une seconde découverte : 270 grammes d'explosifs ont été retrouvés dans l'enceinte de la prison. Selon la police, ces explosifs étaient enveloppés dans de la matière plastique et dissimulés derrière une poutre, dans une cellule désaffectée. Il a, d'autre part, été confirmé qu'il existait dans les murs des cellules de Baader et de Raspe des caches suffisantes pour que l'on ait pu y placer un revolver.

M. Hans-Jochen Vogel, ministre fédéral de la justice, a déclaré vendredi soir que « des

fautes grossières » avaient été commises à la prison, la récente loi sur l'isolement des terroristes incarcérés n'ayant pas été appliquée intégralement. M. Klaus Bölling, porte-parole du gouvernement, a toutefois démenti que Gudrun Ensslin ait, la veille du triple suicide de Stammheim, adressé trois lettres au secrétaire d'Etat à la chancellerie par l'intermédiaire d'un ami du prisonnier.

Le mort d'Andreas Baader et de deux de ses compagnons continue de provoquer, dans différents pays d'Europe, manifestations et attentats.

A Paris, si l'on n'a pu encore établir de lien précis entre l'explosion d'une bombe avenue Victor-Hugo, qui a fait un mort et un blessé vendredi matin, et les suites de l'affaire Schleyer, plusieurs véhicules immatriculés en R.F.A. — cars de touristes ou voitures particulières — ont été endommagés ou détruits. Une tentative de manifestation à la gare Saint-Lazare a donné lieu, vendredi soir, à de très nombreux contrôles d'identité.

A Toulouse, nous signale notre correspondant, un groupe Andreas-Baader a revendiqué par téléphone, auprès de différents organes de presse, les attentats commis depuis

jeudi. Vendredi, deux nouvelles tentatives d'incendie ont eu lieu. A Guéret (Creuse), une alerte à la bombe a provoqué l'évacuation des locaux de la société ouest-allemande Bosch.

A Genève, une centaine de manifestants ont parcouru les rues sans incident pour protester, selon les termes de leur communiqué, contre « les assassinats des membres de la Fraction armée rouge » et l'« extermination des prisonniers politiques en Allemagne fédérale ».

A Milan, une nouvelle manifestation, plus violente, a également eu lieu.

L'ensemble de ces démonstrations anti-allemandes a provoqué, de la part du gouvernement fédéral, une démarche auprès de divers pays d'Europe, aux autorités desquels Bonn a demandé d'assurer la sécurité de ses établissements.

Les six derniers otages du Boeing de la Lufthansa, qui étaient demeurés quelques jours à Mogadiscio après leur libération en raison des soins immédiats que requerraient leur état de santé, ont regagné Francfort, vendredi après-midi. On a d'autre part appris que M. Ulrich Wegener, chef du commando antiterroriste qui a opéré cette libération, avait assisté aux préparatifs du raid israélien sur Entebbe le 4 juillet 1976.

« Un pays entier à la recherche de seize assassins »

Francfort. — Les Allemands savent maintenant tout sur le terrorisme. Tout, tout et plus que tout. Depuis plusieurs jours, les chaînes de télévision et de radio s'y emploient. Vendredi 21 octobre au soir, la troisième chaîne présentait ainsi à ses téléspectateurs un documentaire sur « l'entraînement militaire intensif suivi dans des camps par les Palestiniens et des terroristes comme Baader et ses compagnons ».

Durant les journaux télévisés, d'heure en heure, professeurs, criminologues et sociologues se sont succédé pour mieux aider le grand public à pénétrer les arcanes d'un monde marginal et pourtant omniprésent... celui du terrorisme.

Volontairement ou non, la presse audiovisuelle démontre de la sorte sans discontinuer la résolution des « ennemis de la société capitaliste ». En regard, elle insiste sur la puissance des moyens policiers mis en œuvre pour les éliminer.

Douter de l'organisation de la police allemande est du reste impossible aujourd'hui pour qui vit dans les grandes villes. Dès la confirmation de l'assassinat du « patron des patrons », allemand, Hanns-Martin Schleyer, le Bundeskriminalamt (office criminel fédéral), dont le siège est à Wiesbaden, a, en effet, déclenché une opération d'information sans précédent et proprement militaire. Un tract de deux pages, recto verso, présentant les photos d'identité de seize terroristes, a ainsi été tiré et diffusé à trois millions d'exemplaires (le Monde du 21 octobre).

Rédigé en six langues (non compris l'allemand), ce tract est destiné à toute la population résidant en Allemagne. Il invite fermement les Allemands à collaborer avec la police : « Toute information peut être

De notre envoyé spécial

donnée de manière confidentielle, selon votre volonté, et sera transmise au Bundeskriminalamt à Bonn-Bad-Godesberg, tél. 022-21-35-20-41. » Des voitures de police munies de haut-parleurs ont puissamment relayé cette invite, particulièrement jeudi 20 octobre, en répétant inlassablement : « Il faut mettre un terme au terrorisme. S.V.P., si vous êtes en possession d'éléments, veuillez téléphoner (...). »

Vingt-quatre heures après le début de cette opération, quelque dix-sept mille appels ont été recensés. 80 000 marks serviront de récompense aux personnes d'ont les renseignements auront été déterminants. En composant le 022-21-11-92 ou 11-96, tout le monde peut, d'autre part, entendre tout ce que les terroristes ont dit le commando Hauser, voici un ultimatum... La police et de la police ont surtout été orientées vers les villes importantes, dans les grandes agglomérations modernes. Un tract rédigé par la police et diffusé à la télévision explique, en effet, que les terroristes jouent de préférence des appartements possédant des garages en sous-sol, auxquels on peut accéder sans sortir de l'immeuble.

La mise en place rapide et le succès de l'opération menée par l'office criminel fédéral ont incité la gendarmerie au problème du terrorisme, après l'assassinat du commandant de l'avion de la Lufthansa et d'Hanns-Martin Schleyer, est considérable. L'Allemagne moyen se sent directement interpellée et concernée. La réaction d'une jeune étudiante en sciences politiques à l'université Albert-Ludwigs de Fribourg-en-Brisgau (Baden-Württemberg) est immédiate : « L'attitude des ter-

roristes qui consiste à prendre des otages innocents, et non plus des hommes politiques ou des grands patrons, est écoeuvante. C'est un chantage intolérable. On atteint le point de rupture. »

A Francfort, après avoir beaucoup réfléchi et hésité à répondre, un jeune homme nous a dit, pourtant effrayé de la tournure prise par l'affaire Schleyer : « La police et certains journaux veulent faire croire à la recherche unanime des ter-

ristes par la population, ajoute-t-il, mais c'est un climat de peur et de délation qui s'installe progressivement. Si l'on n'est pas contre les terroristes, on même si l'on réprouve l'opération de la police, on devient aux yeux de tous un sympathisant, un membre de la Fraction armée rouge ! »

Vendredi 21 octobre, le quotidien à sensation Bild, édité à Francfort, titrait : « Un pays entier à la recherche de seize assassins. »

LAURENT GRELSAMER.



(Dessin de CHENEZ.)

Les policiers tentent de reconstituer l'itinéraire de l'Audi 100 retrouvée à Mulhouse

Les résultats de l'autopsie du corps de Hanns-Martin Schleyer ont conduit M. Jean Reynaud, procureur de la République à Mulhouse, à prendre, vendredi 21 octobre, de nouvelles mesures « afin que l'information soit menée contre X... pour homicide volontaire et complicité ». Dans un premier temps (le Monde du 23 octobre), le parquet s'était contenté d'ouvrir une information pour rechercher les causes de la mort du président du patronat ouest-allemand.

Tandis que des centaines de policiers continuent de quadriller l'Alsace et de surveiller étroitement les frontières franco-allemandes, l'enquête menée tant en France qu'en R.F.A. a permis de reconstituer une partie de l'itinéraire de l'Audi 100 verte dans le cadre de laquelle ont été retrouvés le corps de l'industriel. Acheté d'occasion le 15 octobre dans un garage de Bad-Hombourg, près de Francfort, elle a parcouru 900 kilomètres avant de parvenir rue Charles-Péguy, à Mulhouse (nos dernières éditions datées du 22 octobre). La distance séparant ces deux villes étant de 300 kilomètres, elle a donc parcouru par ailleurs, en France ou en Allemagne fédérale, quelque 600 kilomètres avant de parvenir à destination.

Ses occupants se sont, d'autre part, arrêtés, mardi matin 18 octobre, dans une station-service de Mulhouse pour faire le plein d'essence — le complice, dont l'iden-

tité est tenue secrète, a été entendu par les policiers... ce qui pourrait indiquer que Mulhouse n'était pas forcément le terme du voyage. Mais on doit observer que l'heure à laquelle le complice se fit coincer à peu près avec l'heure présumée de la mort de M. Schleyer, telle qu'elle a été établie par l'autopsie, l'emploi de la station-service affirme pour sa part que l'industriel allemand se trouvait dans la voiture à ce moment-là.

Il a, en revanche, formellement identifié le conducteur sur les photographies qui lui ont été présentées. Il s'agit de Willy...

A son propos, les policiers ont recueilli le témoignage d'un certain « Roland », qui déclare avoir rencontré en compagnie de deux autres terroristes, Angelika Speidel et Rolf Heister, il y a un mois à Colmar. Ils lui auraient demandé des indications sur les Vosges et l'Alsace, et auraient manifesté beaucoup d'intérêt pour une ferme isolée à Labaroche, à une vingtaine de kilomètres de Colmar. Les policiers se montraient toutefois réservés, ce samedi 22 octobre, à propos de ce témoignage. Le même Christian Klar aurait, d'autre part, été aperçu, mardi matin 18 octobre, par un gardien d'école, près de Bâle, en Suisse.

J. PIEKALKIEWICZ

Israël a le bras long

de Jéricho à Entebbe, les dessous de la "marmite du diable" : les services secrets israéliens.

Fascinant !

Collection : "C'étaient des hommes".

Titres parus : "LE 11^{er} GROUPE", Michel LEPART : "LES OUSTACHES", J.P. PUELLE : "LES PILOTES DE CHASSE", J.J. ANTIER : "LES SOUS-MARINIERS".

Jacques GRANCHER - Editeur

68, rue de Valenciennes - 75019 Paris

Portrait d'un incendiaire

Après la mort d'Andreas Baader, des explosions et des incendies se sont produits en série à Paris et en province, dans la nuit du 19 au 20 octobre. Représailles organisées ? Actions concertées ou manifestations de colère spontanées ? Au cours de cette nuit-là, une seule personne a été arrêtée sur les lieux de l'un de ces attentats : M. Christian Guillaume, vingt et un ans, qui avait tenté, place Maubert, à Paris (5^e), de mettre la feu à un autocar de touristes ouest-allemands, vide de ses occupants. Il comparait, le 21 octobre, en audience de flagrant délit devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris. Mais, sur la demande de son défenseur, l'examen de son cas a été renvoyé au 28 octobre. Apparemment désemparé par le rituel judiciaire, il s'est contenté de déclarer : « J'expliquerai mon geste... »

Dans un modeste appartement de banlieue, Mme Guillaume, sa mère, interrompt son ménage, elle aussi, d'expliquer tout ça. « Je ne comprends pas, dit-elle, il était venu dîner chez nous avec son amie, comme d'habitude, puis il a regardé avec son père le match de football à la télévision. Et il nous a dit qu'il rentrerait chez lui. Ce n'est que vingt-quatre heures plus tard que j'ai appris ce qui était arrivé quand les policiers sont venus faire une perquisition... »

Martine, son amie, inquiète de ne pas le voir rentrer, a connu la nouvelle quand elle a été convoquée par la police, le lendemain matin. « D'après ce qu'on nous a dit, il aurait acheté deux bidons d'essence dans une station-service. Puis, en vélo-moteur, il aurait tourné en rond dans Paris. Passant place Maubert, il a jeté l'essence et y a mis le feu. Je crois qu'il a été maladroit, son pistolet avait commencé à brûler. Il a été aussitôt arrêté par une patrouille de police. »

Depuis trois ans, après un échec au baccalauréat, Christian Guillaume, inscrit dans une agence de travail temporaire, a été successivement employé comme coursier dans diverses entreprises. Il habite avec Martine, employée de bureau, dans un petit studio, non loin de l'immeuble de M. et Mme Guillaume. La mère de Christian précise : « Ils tirent le diable par la queue. Ils ne gagnent pas plus de 2 000 F chacun, dont une grande partie sert à payer leur loyer. Ils ont eu plusieurs périodes de chômage. Nous les avons aidés comme on a pu. » Mme Guillaume ajoute : « Il avait ses idées bien sûr, plutôt d'extrême gauche — alors que nous, nous serions plutôt de gauche, — mais il ne pouvait pas avoir beaucoup d'activité politique. Il n'avait pas l'occasion de voir grand monde. Tous les soirs, il vient chez nous avec Martine. Et le dimanche nous allons ensemble au jardin ou faire une petite promenade. C'est une vie tranquille, on s'entend bien. »

Timide, réservée, Mme Guillaume déclare qu'elle n'entend pas grand-chose à la « politique ». Elle sait que Christian et son père avaient souvent des « discussions ». Au moment du détournement du Boeing de la Lufthansa, ajoute-t-elle, Christian disait qu'il n'était pas d'accord avec les terroristes. Mais il a été accablé par la mort de Baader. Il disait que ça ressemblait à « un assassinat légal ».

Mme Guillaume redit : « Je ne comprends pas pourquoi il a fait ça. Je n'approuve pas du tout. Mais nous ne l'abandonnerons pas. » Puis, après un silence, elle remarque : « Il n'était pas organisé. Ça l'a pris comme ça. Sinon, il ne se serait pas fait prendre. » Et, après un autre silence, elle déclare, pensive : « Il est certain que les jeunes ne veulent pas vivre comme nous avons tout accepté. »

FRANCIS CORNU.

MANIFESTATION GARE SAINT-LAZARE

Les forces de police quadrillaient, vendredi soir 21 octobre, le quartier de la gare Saint-Lazare où un rassemblement était prévu à 19 heures, à l'appel d'un groupe de soutien à la Fraction armée rouge, l'Assemblée parisienne des groupes autonomes, jusqu'alors inconnue.

A 19 h. 15, tout était encore calme, mais des groupes de C.R.S., casque au côté, arpentaient la cour de la gare et les trottoirs avoisinants, contrôlant de nombreux jeunes gens. Peu après, les C.R.S. chargeant dans la rue Saint-Lazare, un groupe d'une

cinquantaine de manifestants qui partent en direction de la rue Lafayette, poursuivis par les policiers. Ils reviennent cependant « Baader, Baader », les mains nues, sans casque ni foulard pour se protéger des grenades lacrymogènes. Les policiers chargent à nouveau et interpellent une vingtaine de personnes.

Selon la police, le nombre des manifestants n'a pas dépassé une centaine, les sympathisants et participants affirmant, pour leur part, qu'ils étaient environ trois cents, répartis dans les rues environnantes.

UNE « CONVENTION POUR L'EUROPE »

Il n'y a pas d'alternative

par JEAN LECANUET (*)

Pourquoi sommes-nous, depuis plus de vingt ans, des partisans résolu de la construction d'une communauté européenne ? La réponse est simple. Parce que cette communauté est nécessaire. Nécessaire à l'avenir de la France. Nécessaire au développement économique, et donc au progrès social de notre pays. Nécessaire à l'équilibre et à la paix du monde. Nécessaire à la consolidation de nos régimes démocratiques, à la sauvegarde et au rayonnement de nos valeurs communes de civilisation. Nécessaire, en définitive, pour sauver, en ce siècle de fer, une certaine idée de l'homme.

En cette fin du vingtième siècle, il n'y a plus, pour aucun Etat européen, de « subterfuge isolément ». L'isolement serait mortel. L'organisation politique de la Communauté n'a pas fait suffisamment de progrès pour qu'elle paraisse une seule voix dans les grands débats internationaux. De ce fait, l'influence de l'Europe reste très en deçà de ses capacités techniques et économiques et de son capital culturel.

Cependant l'adoption d'une position commune au Moyen-Orient est un premier pas encourageant. Et la Communauté européenne a maintenant à son actif une importante réalisation : la convention de Lomé exemplaire, de rapports nouveaux de coopération entre les pays industrialisés et le Tiers-Monde.

Sur le plan politique, on peut donc parler d'un demi succès de l'entreprise européenne : la concertation est utile. Elle a ses limites.

Voici que la crise mondiale remet en cause la réussite économique de la Communauté. Face aux défis de l'inflation et du chômage, de la crise monétaire et de la crise énergétique, face au désordre du commerce mondial et à l'aggravation de la concurrence internationale, les Neuf se sont, jusqu'à présent, révélés incapables d'organiser leur solidarité. L'acquis important du Marché

commun — libre circulation des produits industriels, politique agricole commune, — devenu indispensable à l'économie française (qui écoulait 50 % de ses exportations industrielles et les deux tiers de ses exportations agricoles dans l'Europe des Neuf), est aujourd'hui sérieusement menacé.

Ici ou là, la tentation naît d'un retour au protectionnisme, aux agglomérations provinciales, à l'affrontement des nationalismes. Le malaise qui vient d'affecter les relations franco-allemandes est un signe parmi d'autres d'une évolution régressive dont on peut, à bon droit, s'inquiéter. Il n'est pas trop tard. Mais il est temps que les Européens se réunissent, prennent conscience de leurs intérêts communs, et mobilisent leurs énergies pour un nouveau départ. La relance de la construction européenne requiert un large consensus national et social. La conscience et la volonté des citoyens et des peuples peuvent seules le rendre possible.

Rien n'importe donc plus que de les amener à comprendre cette vérité incontestable : la solidarité européenne n'est pas moins nécessaire en 1977 qu'elle ne l'était en 1950. Il n'y a pas d'alternative.

Les problèmes économiques et sociaux qui se posent à nos pays sont des problèmes communs. Le rétablissement de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, la lutte contre la pollution, la recherche de nouvelles formes de participation dans les entreprises, le contrôle des sociétés multinationales exigent des solutions communes ou harmonisées. L'interdépendance de nos économies nous conduit désormais à rechercher le progrès social dans la voie de la solidarité européenne. Les défis du futur appellent un effort commun d'innovation.

Qui pourrait croire que les répercussions aux mutations de l'économie mondiale — renchérissement des prix de l'énergie et des matières premières, redistribution de l'activité industrielle entre l'Europe, les Etats-

Unis, le Japon et les pays à bas salaires — soient à la mesure de la « France seule » ? La recherche d'un nouvel ordre international, économique et monétaire — peut-elle aboutir si l'Europe ne s'en fait pas le protagoniste actif et persévérant ?

Dans de nombreux domaines — monnaie, énergie, technologie et industries de pointe, etc., — l'Europe constitue la nouvelle dimension hors de laquelle il ne peut plus y avoir, pour aucun de nos pays, d'indépendance réelle. Leur degré d'indépendance se mesurera à leur degré d'unité.

Divisées les nations européennes ne pourront subir les événements. Elles en seront qu'un enjeu, demain peut-être une proie. Unies et solidaires, elles seront maîtresses de leur destin.

L'Europe se trouve à la croisée des chemins. Le choix est clair : elle évoluera ou elle se désintégrera. Pour avancer, elle a besoin d'un supplément de volonté politique, d'efficacité, de démocratie.

Vingt ans après la signature du traité de Rome, l'Europe est venue fonder la Communauté européenne sur une assise populaire. L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, prévue par les traités, donnera sa pleine efficacité au contrôle démocratique indispensable aux institutions de la Communauté. Le Parlement européen sera le lieu où se forme une conscience européenne commune. Il deviendra une force d'entraînement pour la réalisation de l'union européenne, dans tous les domaines, et l'évolution dynamique de ses institutions.

En un mot, l'élection du Parlement européen au suffrage universel, même si elle ne donne pas de « solution miracle » aux difficultés actuelles de l'Europe, lui offre la promesse d'un nouvel élan. C'est une chance qu'il nous faut saisir et exploiter : une vaste campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique.

(*) Président du Centre des démocrates sociaux.

En marche vers le socialisme

par PIERRE MAUROY (*)

Le déreglement du système capitaliste mondial, aggravé par la crise pétrolière de 1974, a profondément déséquilibré les économies européennes secouées par une moindre croissance, l'inflation et le chômage. Alors que des interrogations quant aux choix de société se multiplient, le capitalisme tente d'imposer ses réponses. La France en connaît une des versions les plus dures et les plus classiques : le plan Barre, qui marque la volonté de préserver sur l'ensemble des salaires des profits pour le capital.

Dans cette tourmente, l'Europe est restée absente et, souvent même, cruellement inexistante. Certes, les institutions ont continué à fonctionner. Certes, quelques hauts fonctionnaires de la Commission de Bruxelles ont débattu avec talent et conviction des projets qui auraient mérité d'être retenus. Mais la technique ne peut se substituer à une ambition politique, dont l'absence a progressivement détourné l'opinion de l'entreprise européenne. Ainsi, la grande idée s'épuise comme à bout de souffle.

La Marche commune, d'abord outil efficace pour accélérer le mouvement d'accumulation du capital, a été abandonnée par le capitalisme lui-même. Celui-ci se développe aujourd'hui très largement hors du champ devenu trop étroit de l'Europe des Neuf. Et l'instauration des parités flottantes — ce non-système des paiements internationaux — condamne à une mort prochaine le dernier acquis tangible de la construction européenne : sa politique agricole commune. L'Europe des marchands n'a plus de raison d'être puisque celui-ci — mieux à faire sur des territoires plus vastes.

Pourtant, l'Europe, si elle n'est pas moins de ses réussites, l'est encore moins de ses échecs. L'est encore d'espoir. Et nul ne propose, nul ne souhaite la disparition de la Com-

munauté européenne, les socialistes encore moins que les autres. Il est symbolique que le choix européen des socialistes ait été confirmé à Bagnolet en 1973 par une motion adoptée à l'unanimité qui s'intitule : « Pour une Europe en marche vers le socialisme ».

Il faut relancer l'Europe, qui reste une nécessité. Les deux grandes puissances mondiales — Etats-Unis et U.R.S.S. — à la fois complices et adversaires dans leur rôle contestable de gendarmes de l'univers, font alterner périodes de tension et de détente. Leur récent accord sur un règlement au Moyen-Orient démontre, à l'évidence — même sans porter de jugement de valeur sur son opportunité — l'absence de l'Europe sur la scène mondiale. Celle-ci doit pouvoir s'affirmer en tant que force politique souveraine et comme facteur d'équilibre dans les relations internationales. Facteur de détente, l'Europe devrait aussi être à l'avant-garde de la solidarité avec les pays en voie de développement. Il reste par exemple à prolonger les accords de Lomé en faveur d'échanges plus équilibrés tenant mieux compte des intérêts des partenaires.

Cette Europe, acteur véritable dans le jeu de la diplomatie mondiale, ne se réalisera que dans la mesure où elle saura sauvegarder son indépendance, économique et monétaire. Il faut répondre au défi des entreprises multinationales et aux privilèges pernicieux du dollar-roi.

Aucun pays européen n'a la capacité de mener par lui-même seul une politique réellement autonome. Certains ont cru pouvoir lutter contre le gigantisme supranational par le repli national. Quelle erreur ! La seule ligne de défense, c'est bien de combattre l'entrisme des firmes multinationales à l'échelle même où elles

se développent. Ne nous trompons pas de champ de bataille.

L'Europe libérale se meurt. Il reste à inventer une Europe qui soit socialiste. Les solutions que nous proposons pour notre pays sont transposées au niveau européen, les seules qui puissent provoquer l'indispensable élan populaire vers plus de justice et de démocratie vraies.

Rien ne se fera sans la force politique d'un large mouvement de masse.

La construction européenne doit être relancée sans délai. Certes, les socialistes savent que l'Europe, qui ne sera viable que si elle est socialiste, ne sera pas bâtie en un jour. Mais ils choisissent de participer dès aujourd'hui à son édification avec une préoccupation essentielle : entamer le long chemin qui nous conduira vers l'Europe des travailleurs, vers l'Europe des citoyens.

Le chômage traverse les frontières et les luttes sociales sont aujourd'hui à la dimension de l'Europe. Des conflits du type de celui de Montefiore le démontrent : l'Europe des travailleurs s'imposera peu à peu et l'institution européenne constituera parallèlement l'instrument politique par lequel l'Europe des citoyens apprendra à être indépendante et à jouer son rôle.

La campagne qui doit s'ouvrir pour l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel nous offre l'occasion de développer ces idées, et de leur faire prendre racines dans la réalité politique et sociale des peuples européens. A partir d'un objectif commun, celui de la constitution de l'Europe des travailleurs et des citoyens, les socialistes ont cru pouvoir lutter contre le gigantisme supranational par le repli national. Quelle erreur ! La seule ligne de défense, c'est bien de combattre l'entrisme des firmes multinationales à l'échelle même où elles

Les conditions de l'espérance

(Suite de la première page.)

Nous avons à relever d'abord trois défis économiques et sociaux. Le premier concerne les produits industriels qui exigent beaucoup de main-d'œuvre. Pour le textile, c'est clair, les chemises importées d'Extrême-Orient sont vendues 30 francs alors que les chemises françaises, un peu plus soignées, certes, dans la vitrine voisine coûtent plus de 100 francs. On avance l'expression de « concurrence sauvage ». Allons donc ! C'est de la concurrence tout court. Contre celle-ci on peut établir des barrières protectionnistes, droits de douane accrus ou contingents réduits, mais cela ne sera pas durable. D'abord nous faisons partie de l'Europe et c'est la Communauté européenne qui doit définir ces relations et puis on sait fort bien qu'il est facile de tricher, grâce à un transit par un pays

de l'Est ou même par un pays occidental. Si l'on veut que les chemises du Sud-Est asiatique atteignent nos conditions de vie, nous avons cent fois le temps de périr tranquillement avant que l'objet de cette attente se réalise même partiellement.

Le second défi se rapporte à des industries qui n'exigent pas une technologie ultramoderne, mais qui ne peuvent être le fait des pays sous-développés. Un bon exemple est la sidérurgie. Il est bien clair que c'est le Japon qui fabrique à meilleur compte dans ce domaine. A qui commande-t-on la construction des bateaux ? Au Japon pour plus des trois quarts. Les tôles japonaises se vendent chez nous, tous frais compris, un tiers meilleur marché que nos produits similaires. Les motos japonaises gagnent toutes les principales courses et se vendent

très largement ; les voitures japonaises connaissent un grand succès, les camions du Sud-Est asiatique classique, de l'optique, de l'électronique, et de bien d'autres sortes de produits.

Le troisième défi concerne les industries de pointe, quatre exemples que l'on cite en général : l'aéronautique, l'espace, le nucléaire et l'informatique avancée sont précisément les chasses gardées des Américains. Ils feront tout pour conserver, dans ces grandes avenues de la technique moderne, leur primauté mondiale. N'ayons pas d'illusions là-dessus.

Alors que faire pour assurer l'avenir de notre activité industrielle ? Il y a bien l'Europe verte qui nous permet de participer à un important marché protégé. Mais, devant les trois défis nous aurons beaucoup d'efforts à faire et de contraintes à accepter si

nous voulons seulement exister. Or nos discussions, exacerbées par le jeu politique, nous empêchent de voir la réalité et d'associer nos efforts.

Et la foi ?

Même si nous parvenons à vivre, comme maintenant, il apparaît clairement que notre voix n'est plus guère entendue dans le concert mondial — voir le Liban et le Proche-Orient, l'Asie du Sud-Est, — que nous sommes devenus trop petits, que nous avons perdu notre élan généreux et prestigieux et même que nous finissons par ne plus résister aux contagions étrangères, celle des Etats-Unis en particulier.

La dimension, on la trouve dans la Communauté européenne qui représente plus de deux cent cinquante millions d'habitants avec un potentiel scientifique, technique, culturel, industriel, commercial considérable. Mais la foi ?

Si nous avions la foi, nous construirions l'Europe politique. L'action de la France en ce sens pourrait être déterminante. Nous appartiendrons à la Communauté européenne, mais notre action s'élèvera souvent dans des discussions d'experts et de technocrates.

Une relance politique est indispensable. Aussi la grande tribune qui sera constituée par le nouveau Parlement européen élu au suffrage universel, même si elle ne dispose pas de plus de pouvoirs que l'actuelle assemblée, permettra d'aborder, avec des élus responsables devant les peuples, les grands problèmes de l'Europe. Elle pourra accélérer l'étude des dossiers par la commission et le conseil des ministres. Elle apportera à l'Europe trop technocratique actuelle un levain nouveau. Elle donnera plus de crédibilité à l'identité et à l'indépendance de l'Europe vis-à-vis du monde extérieur, renforçant par exemple la position des représentants de la communauté dans les grandes négociations internationales.

Envers l'Europe, notre attitude doit être positive, constructive et réaliste. La pire des positions est de nous considérer comme éternellement victimes de nos partenaires, comme des brimés permanents. Nous pouvons presque tout si nous jouons le jeu de la compréhension, de l'amitié, si notre foi est assez grande — et elle a tant de raisons pour l'être ! Voyez l'exemple de Jean Monnet.

Si nous nous résignons avec énergie, persévérance, en parti-

cipant sans réticence à la construction de l'union européenne, nous échinerons pour devenir exaltants. La domination du dollar n'engendrera pas un ordre véritable, une solidarité réelle entre les nations. Le colonialisme soviétique non plus.

Chaque peu ple a ses racines, ses traditions, et cherche de plus en plus à vivre pleinement en développant son potentiel économique naturellement, mais dans le constant souci de maintenir sa personnalité. L'expression « authenticité » n'a jamais connu tant de vogue. Elle reflète l'aspiration à une réelle indépendance qui ne tiennent pas uniquement à une civilisation technologique anonyme. La culture originale et le développement sont actuellement les deux pôles des pays du tiers-monde et même de ceux qui, partiellement industrialisés, se cherchent une âme.

C'est dans cette direction que nous pouvons apporter les éléments d'une sagesse à l'échelle mondiale. Notre faiblesse économique nous aide dans ce grand dessein, si paradoxal que cela paraît. Trop puissants, nous susciterions la méfiance. Encore faut-il que nous ne soyons pas trop fragiles, que nous n'ayons pas à la dérive, d'où la primordiale nécessité de renforcement économique.

LOUIS LEPRINCE-RINGUET.

TÉMOIGNAGE

ASSOCIER LA JEUNESSE

Comment ne pas être scandalisés, nous étudiants, de n'avoir pas été informés des divers problèmes européens pendant nos études scolaires et supérieures ? Ne sommes-nous pas appelés à devenir des citoyens européens ? C'est tout à fait par hasard qu'un directeur de marketing de notre école, fervent européen, en vient, lors d'un cours, au problème de l'élection des futurs députés. Avant lui, à ce propos, la chance d'avoir fait un voyage au Parlement européen à Luxembourg et à l'Académie européenne de la Sarre, nous nous sommes aperçus qu'il existait de réelles institutions européennes et un projet sur la relance de l'Europe par l'élection du Parlement européen.

Il est inconcevable d'enseigner la vie économique et politique d'une société d'un pays

Cette élection peut aussi transformer en profondeur la vie des institutions européennes. Il est évident qu'elle confère une autorité plus grande à l'Assemblée européenne, même si les compétences de cette dernière ne sont en rien modifiées. Aussi sera-t-elle plus difficile à la Commission de Bruxelles et au Conseil d'ignorer les avis ou d'échapper au contrôle de représentants élus, dont l'existence est le fondement même de toute démocratie.

Les difficultés ne manquent certes pas sur notre route, et notamment les différences d'attitude, d'opinion, de situation qui nous séparent de partis socialistes comme ceux de l'Allemagne et de Grande-Bretagne. Mais, il faudra bien que nous trouvions avec eux, qui ont la confiance de la majorité des salariés de leur pays, les moyens d'avoir raison ensemble. Nous en discuterons et nous en discuterons encore, en particulier au sujet des réglementations et des instruments de contrôle, de la planification à mettre en place dans le vaste champ économique d'échanges ouvert qu'est aujourd'hui l'Europe, ainsi que de la forme de l'autorité politique qui aura à mettre en œuvre cette politique nouvelle.

Parce que, nous socialistes, nous devons répondre à la crise qui secoue les économies occidentales, nous savons que l'Europe est une dimension essentielle de notre projet. L'Europe socialiste reste à construire.

* Secrétaire national du parti socialiste.

tel que la France, sans lui donner la dimension européenne qui s'impose aujourd'hui. Comment les jeunes peuvent-ils s'intéresser à la construction de l'Europe dès lors qu'ils n'y sont pas associés ? C'est pourquoi nous avons créé dans le cadre de notre école, l'IDRAC (Ecole supérieure de marketing et de gestion), le Cercle d'études européennes de l'IDRAC (I). Son but principal est de créer un échange réciproque d'informations concernant les problèmes européens entre le milieu étudiant et les institutions communautaires. Les jeunes, appelés en 1978 à voter pour un Parlement européen, doivent, de ce fait, savoir, dès aujourd'hui pourquoi l'Europe les concerne.

ASRAUD VANKER-MORBAU, président du Cercle d'études européennes.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● CINQ OFFICIERS, faisant partie de l'escorte du président Hugo Banzer, ont été tués le vendredi 21 octobre, à Camiri, dans le sud-est du pays, à bord d'un avion militaire qui s'est écrasé au décollage. — (Reuter.)

Brésil

● LE MATO-GROSSO A ETE SOUDAIN pour des raisons d'efficacité administrative. Cet Etat, grand comme trois fois la France, compte deux millions d'habitants. La ville de Campo-Grande en est devenue la capitale du Mato-Grosso-du-Sud, tandis que Cuiabá demeure la capitale de la nouvelle entité dite Mato-Grosso. — (Reuter.)

Equateur

● MM. JOSE CHAVEZ ET CESARIO VALENZUELA, deux importants dirigeants syndicaux, ont été arrêtés le vendredi 21 octobre en raison de leurs prises de position sur les sanglants incidents de la sucrerie Azuara de Guayaquil (le Monde du 21 octobre). La police contrôle étroitement la sucrerie et a dispersé une manifestation de paysans protestant contre l'intervention des forces de l'ordre. — (A.F.P.)

Italie

● QUARANTE MILITANTS D'EXTREME DROITE ont été inculpés pour « reconstitution du parti fasciste » (interdit par la Constitution), vendredi 21 octobre à Rome, à la suite d'une enquête de la préfecture de police. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a invité les dirigeants nationalistes rhodésiens et le premier ministre de Salisbury, M. Ian Smith, à participer à une série de consultations séparées avec le commissaire-résident britannique désigné, Lord Carver, à annoncer, vendredi 21 octobre, un porte-parole du Foreign Office. Lord Carver doit se rendre à Salisbury le 2 novembre prochain. Il sera accompagné du général Peter Chand, représentant spécial de l'ONU. — (A.F.P.)

Syrie

● LA NOMINATION D'UN NOUVEL AMBASSADEUR IRAKIEN EN SYRIE a été annoncée vendredi 21 octobre à Damas. Son prédécesseur avait été rappelé en février 1976. Depuis lors, la mission diplomatique irakienne à Damas était dirigée par un chargé d'affaires. Les divergences entre les deux pays, gouvernés chacun par des

groupes rivaux du parti Baas, étaient à l'origine de la mise en sommeil de leurs relations diplomatiques. — (A.F.P., Reuter.)

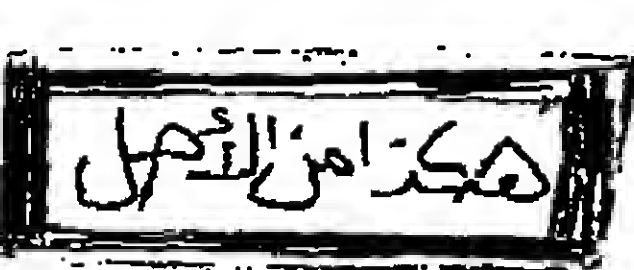
Tchécoslovaquie

● M. JOSEPH NOVAK, l'ingénieur français condamné le 21 septembre dernier à quinze mois de prison par un tribunal de Prague sous l'accusation de « mise en péril des secrets économiques tchécoslovaques », sera libéré et expulsé mardi 25 octobre. Employé par la firme Air Industries, spécialisée dans la peinture automobile, il avait été arrêté le 2 février dernier au cours d'un voyage d'affaires. — (A.F.P.)

● L'EPOUSE DU CHEF DE L'ETAT et du P.C. tchécoslovaque, Mme Viera Husak, est décédée jeudi 20 octobre dans un accident d'hélicoptère, près de Bratislava, capitale de la Slovaquie. L'accident serait dû à un épais brouillard. — (A.F.P.)

Union soviétique

● LE COLONEL EN RETRAITE LEY OVSECHER, a récupéré les dix-sept médailles qu'il a reçues durant ses vingt et une années de service dans l'armée rouge. Les autorités soviétiques persistent à lui refuser depuis cinq ans le droit d'émigrer en Israël avec sa famille. Il a quitté l'armée il y a seize ans. — (A.F.P.)



EUROPE

Espagne

« Programme commun » à Madrid

(Suite de la première page.)

Pendant le week-end, M. Suarez et ses collaborateurs recevront les représentants des syndicats ouvriers et des syndicats patronaux pour leur exposer les accords qui ont été conclus, et pour les négocier, a précisé le ministre des finances.

Une bonne partie des conversations de vendredi ont été consacrées au problème de l'ordre public. La loi antiterroriste, d'abord prévue par le ministre de l'Intérieur, a été écartée. En revanche, il a été convenu que des unités de police se spécialiseraient dans la lutte contre les « bombes », mais que leur activité serait soumise à un contrôle judiciaire : seuls les juges pourront, en cas d'urgence, accepter que soient suspendues certaines des garanties accordées aux prévenus ordinaires, lorsque les personnes arrêtées appartiennent à des organisations dangereusement subversives.

La loi d'ordre public sera modifiée dans ce sens, mais à titre temporaire, en attendant la promulgation d'une nouvelle Constitution. En outre, il a été convenu de démanteler l'action des divers corps de police et de gendarmes : celle-ci sera désormais soumise à l'appréciation de la justice ordinaire, non des tribunaux militaires. La capacité « punitive » de l'administration sera notablement réduite. En résumé, la politique de répression devrait offrir plus de garanties aux citoyens, tout en étant plus efficace contre les activités terroristes. Au nom de l'alliance populaire, M. Fraga Iribarne a refusé d'accepter ces diverses mesures, qu'il juge de nature à « affaiblir » les forces de l'ordre. Pour être définitivement adoptée, la réforme de la loi d'ordre public devra d'abord être débattue au Parlement.

En fin de compte, le programme économique, gouvernant et opposé, sont convenus que le mal numéro un de l'économie espagnole était l'inflation. Pour y faire face, ils ont décidé de diminuer considérablement la croissance de la masse monétaire, de restreindre les dépenses de l'Etat de façon que celles-ci n'augmentent pas plus vite que les autres dépenses et de plafonner le pouvoir d'achat des salariés à son niveau actuel. L'objectif est de réduire le taux d'inflation de 30 %, à la fin de cette année, à 15 %, à la fin de 1978.

Portugal

Menacés d'être exclus du P.S.

DES MEMBRES DE FRATERNITÉ OUVRIÈRE ENVISAGENT DE FONDRE UN PARTI

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Les relations se détériorent entre la direction du P.S. portugais et les membres de ce parti, qui se sont efforcés à l'association la Fraternité ouvrière animée par M. Lopes Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture et qui appartient à la gauche socialiste.

Judi 20 octobre, les amis de M. Lopes Cardoso ont, dans une conférence de presse, diffusé leur réponse à une lettre qui leur avait été adressée et qui fixait un délai de huit jours pour choisir l'une des deux organisations ; l'adhésion à la Fraternité ouvrière a été jugée « incompatible » avec l'appartenance au P.S. par la commission nationale des conflits du parti.

« Nous nous refusons à une telle option, qui est le résultat des pratiques autoritaires et stalinisantes introduites au sein du P.S. », disent-ils dans un long communiqué signé par quatre députés, plusieurs dirigeants syndicalistes et des conseillers municipaux. Ils accusent la direction du parti de vouloir provoquer une « rupture sans le moindre respect des règles démocratiques » et demandent la convocation d'un congrès extraordinaire pour débattre « des problèmes extrêmement graves qui se posent aujourd'hui ».

Selon la Fraternité ouvrière, la plupart des militants socialistes sont démobilisés en raison de la politique du gouvernement, « qui écarte du projet constitutionnel, s'écarter du projet constitutionnel, s'écarter du projet constitutionnel ».

Si les mesures d'exclusion se confirment, certains membres de la Fraternité ouvrière envisagent de fonder un nouveau parti politique « afin », dit-on dans les milieux proches de M. Lopes Cardoso, d'opposer le programme du P.S. opposé au cours du congrès qui a eu lieu en décembre 1974. — J. R.

Yougoslavie

IL SERAIT REPROCHÉ À Mme BROZ-TITO D'AVOIR MANŒVRÉ POUR FAIRE NOMMER DES SERBES A DE HAUTES FONCTIONS

Belgrade (U.P.I.). — Selon des bruits qui circulent à Belgrade, il serait reproché à Mme Jovanka Broz, épouse du président Tito, de s'être rendue coupable de « manœuvres nationalistes » : elle aurait manœuvré pour faire désigner des Serbes à de hautes fonctions, alors que des postes auraient dû normalement être attribués à des Croates. Sept officiers supérieurs serbes seraient l'objet des mêmes accusations. Un rapport aurait été présenté à la Ligue des communistes et le maréchal Tito, rentré vendredi 21 octobre de son voyage en France, au Portugal et en Algérie, se prononcerait très bientôt sur les suites qu'il convient de donner à cette affaire.

Mme Jovanka Broz n'a participé à aucune manifestation publique depuis le mois de juin. Cependant son nom a été mentionné dans un message de condoléances publié le 5 octobre par la presse de Belgrade. Le 11 octobre, un porte-parole du gouvernement précisait que Mme Broz-Tito n'était pas malade et qu'elle séjournerait à la résidence présidentielle de Belgrade.

CHARLES VANHECKE.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La politique nucléaire de M. Carter n'est soutenue ni par le Congrès ni par la conférence de Washington

Washington. — La conférence d'organisation du programme d'évaluation du cycle nucléaire, ou IN.E.C.E. (1), a terminé ses travaux, vendredi 21 octobre, dans les locaux du département d'Etat, à Washington. Les résultats n'ont causé aucune surprise, les quarante délégations ayant ratifié pour l'essentiel le mandat préparé par les sept pays du « sommet » de Londres.

Huit groupes de travail commenceront sous peu leurs études, soit à Vienne, siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui prêtera son concours, soit dans les pays

qui assumeront la coprésidence de ces groupes, deux ou trois selon les cas. La France a été nommée coprésidente du second groupe, qui traitera de l'enrichissement de l'uranium. Un comité technique de coordination se réunira tous les six mois, probablement à Vienne, et la conférence plénière sera convoquée une nouvelle fois dans un an. C'est en principe dans deux ans que ce travail d'évaluation doit prendre fin. Ses conclusions seront alors portées à la connaissance des gouvernements, qui prendront éventuellement des décisions à leur sujet.

De notre correspondant

tée en ce qui concerne le cycle nucléaire, ni la coopération internationale ni les accords et contrats visant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, pourvu que soient appliquées les mesures de sauvegarde mutuellement agréées.

Le but poursuivi par tous est de « réduire le danger de la prolifération des armes nucléaires », mais « sans mettre en péril les fournitures d'énergie au développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques ».

Huit groupes de travail

Le même libéralisme a présidé à l'organisation de la conférence et du programme. Tous les pays représentés à Washington pour participer au groupe de travail de leur choix sans limitation de nombre, et d'autres Etats pourront se joindre, dans l'avenir, à leurs activités, s'ils le désirent. De même, les conclusions seront mises à la disposition de tous les gouvernements et institutions internationales qui en manifesteront l'intérêt. La répartition du travail s'est faite selon le schéma présenté par les « pères fondateurs » de Londres : à ceci près que le groupe « Stockage et gestion des déchets » a été scindé en deux. Gestion du combustible irradié, d'une part, qui sera présidé par l'Argentine et l'Espagne ; Gestion et évacuation des déchets, d'autre part (Suède, Finlande et Pays-Bas).

D'autre part, le groupe « Recyclage de l'uranium » (par d'autres moyens que le retraitement) a été fusionné avec le groupe « Cycle avancé et autres conceptions de réacteurs », que présideront les Etats-Unis, la Corée du Sud et la Roumanie.

Les autres groupes traiteront des ressources en combustible et en eau lourde (compensé par le Canada, l'Egypte et l'Inde), de l'enrichissement (France, Irlande, R.F.A.), des garanties de fourniture de technologie à long terme (Australie, Philippines, Suisse), du retraitement du combustible irradié (Japon et Royaume-Uni) et des surrégénérateurs (Belgique, Italie, U.R.S.S.). La France, qui, comme chaque pays, ne pouvait participer qu'à une coprésidence, a finalement préféré l'enrichissement, après avoir été candidate pour le groupe du retraitement.

Les Etats-Unis, qui n'ont guère trouvé d'adhésion à la politique très restrictive du président Carter, se consolent en constatant qu'un bon nombre de pays réfractaires au traité de non-prolifération (France, Argentine, Israël, Brésil, Pakistan, Inde, etc.) avaient choisi de se faire représenter à Washington, ce qui témoigne à leurs yeux d'une prise de conscience des dangers de la situation. Chacun sera libre de poursuivre sa politique comme il l'entend, mais les Etats-Unis espèrent qu'un consensus se dégagera sur les grandes questions au terme de l'étude. « Si nous devons penser à la politique de l'uranium, faisons en sorte que celui-ci soit plus sûr », a dit avec philosophie M. Smith aux journalistes, vendredi soir, après avoir remarqué qu'une des tâches du programme relèvera de « l'éducation » des gouvernements et du public.

Aussi bien, nombre d'officiels américains se rendent compte du caractère irréaliste des mesures préconisées au début de l'année par le président et préparent une reconversion discrète à une attitude moins négative. Ces milieux, parmi lesquels certains observateurs rangent le ministre de l'Energie lui-même, M. Schlesinger, sont encouragés dans cette voie par l'attitude du Congrès. Ce dernier, probablement sous la pression des industriels et malgré l'avis des écologistes, se montre, en effet, beaucoup moins regardant que l'administration à propos de projets pourtant très controversés tels que les surrégénérateurs. Après un va-et-vient entre les deux Chambres, le Sénat a voté, jeudi 20 octobre, un projet de loi débouquant 80 millions de dollars pour la construction d'un

surrégénérateur de Clinch River, à Oak Ridge, dans le Tennessee. Ce chiffre est un compromis entre les 150 millions de dollars demandés par la Chambre des représentants et les 75 millions précédemment votés par le Sénat, mais il est fort loin des 35 millions que le président avait demandés et qui ne devaient servir qu'à éponger les pertes dues à l'entrepreneur de ce projet, jugé peu compatible avec le combat lancé par la Maison Blanche sur la scène internationale contre le plutonium.

Mieux encore, la Chambre a voté mercredi à une large majorité une disposition rattachant la centrale de Clinch-River à un paquet de dépenses beaucoup plus importantes (8 milliards de dollars), ce qui aurait pour effet de rendre un veto présidentiel beaucoup plus difficile.

Si cette dernière disposition est confirmée par le Sénat, M. Carter se trouvera devant un dilemme d'autant plus complexe qu'il a plus que jamais besoin du concours des législateurs pour faire adopter un programme énergétique acceptable. Comment d'ailleurs pourrait-il à la fois convaincre le public des dangers de la surconsommation de pétrole importé et lutter contre une expansion de l'énergie nucléaire ?

MICHEL TATU.

(1) International Nuclear Fuel Cycle Evaluation.
(2) Deux pays que nous avons cités comme participants dans « Le Monde » du 21 octobre ne figurent pas sur la liste officielle des participants : la Grèce et de l'Arabie Saoudite.

DIPLOMATIE

Le départ de M. Malfatti

M. DE GUIRINGAUD REND HOMMAGE A L'ACTION DE L'AMBADEUR D'ITALIE EN FRANCE

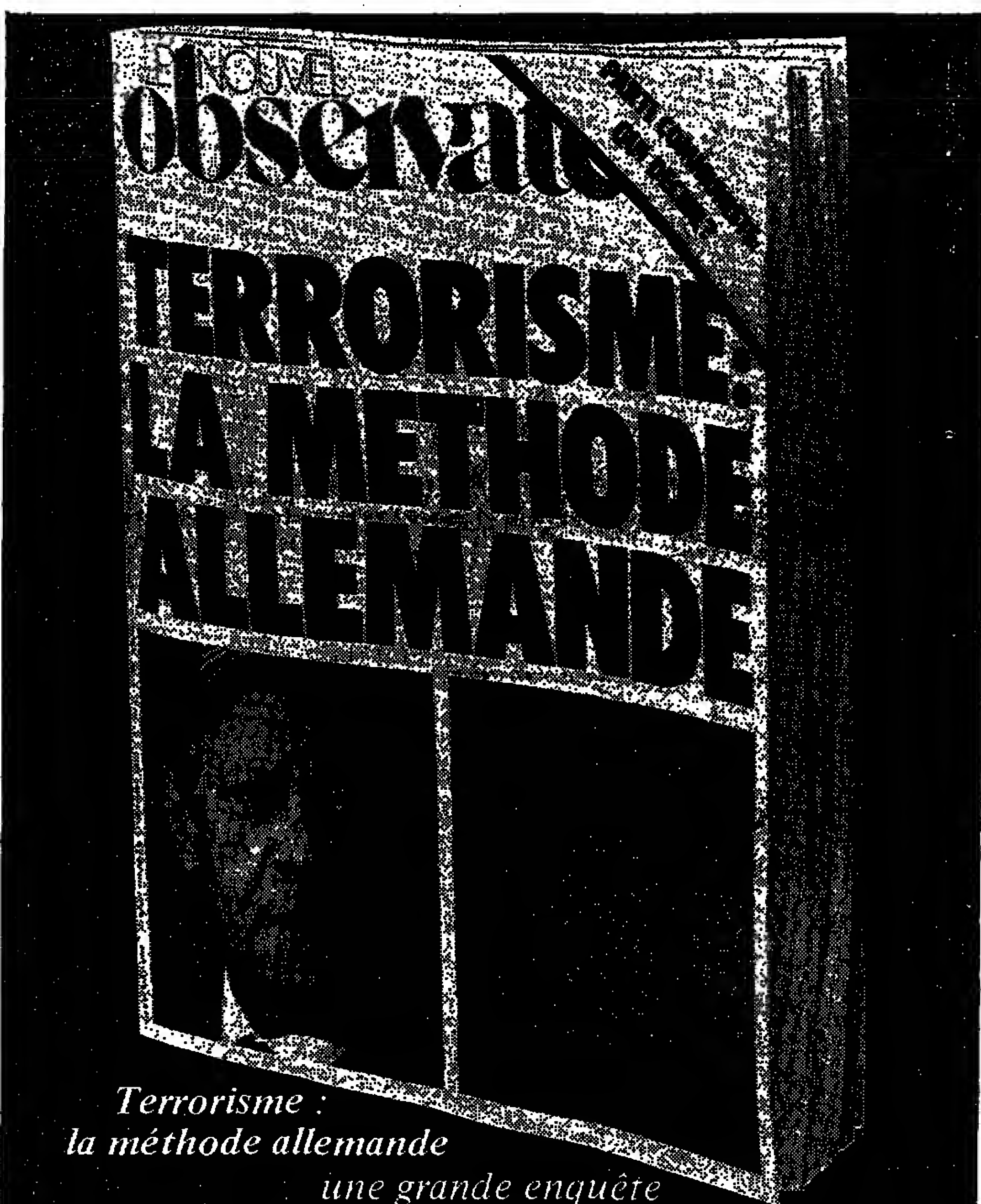
M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a donné, vendredi 21 octobre, au Quai d'Orsay, un déjeuner en l'honneur de M. Francesco Malfatti di Montebello, ambassadeur d'Italie en France, qui quitte son poste pour devenir secrétaire général du ministère italien des affaires étrangères. Il a salué en M. Malfatti un diplomate dont la longue mission en France a notablement contribué à resserrer les liens entre les deux pays et l'a assuré qu'il trouverait toujours à Paris l'appui et l'amitié qu'il y avait amenés.

M. Francesco Malfatti, sans nier les problèmes qui, à l'intérieur de la Communauté européenne, ont parfois soulevé des difficultés entre la France et l'Italie, a salué l'action de M. de Guiringaud et de la diplomatie française dans les problèmes de la construction de l'Europe.

● M. Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain, sera reçu, mercredi 26 octobre, à 18 heures, par M. Giscard d'Estaing.

● Le président du Tchad attendu à Paris. Le général Félix Malloum aura des entretiens avec M. Giscard d'Estaing, qui le recevra à déjeuner le vendredi 28 octobre. Ce sera la première visite en France du général Malloum depuis son arrivée au pouvoir, en avril 1976. Les conversations porteront notamment sur le conflit frontalier qui oppose N'Djamena à Tripoli à propos de la bande d'Asoou.

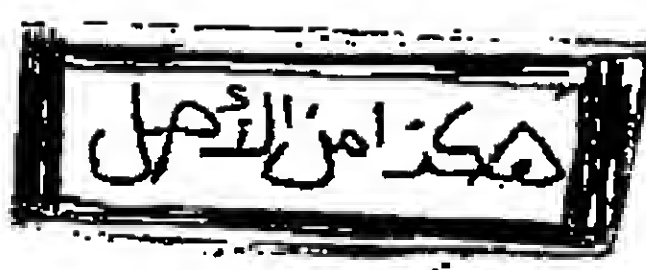
● Réception exceptionnelle de M. René Levesque par M. Edgar Faure. — Le président de l'Assemblée nationale, M. Edgar Faure, recevra le premier ministre du Québec, M. Levesque, avec grand apparat le jour même de son arrivée à Paris, en visite officielle, le 3 novembre. M. Levesque visitera l'exposition consacrée au Québec dans la bibliothèque de l'Assemblée, puis il se rendra à la tribune présidentielle dans l'Emile-Beaulieu. M. Faure saluera son hôte et lèvera la séance. Il conviendra les parlementaires français à la recette dans la galerie des Pêches, où lui-même et M. Levesque prononceront des allocutions.



Terrorisme : la méthode allemande
une grande enquête
de nos envoyés spéciaux en Allemagne :
Lucien Bodard et Marie Muller
« Pour la première fois l'armée de Schmidt est entrée dans les chaumières d'Europe ».
une interview de Daniel Cohn-Bendit
par Bernard-Henri Lévy
Schmidt un vainqueur bien enchaîné
de notre correspondant Gérard Sandoz

et
« Détruire, disent-ils »
l'éditorial de Jean Daniel

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER



Le Monde

politique

L'EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOURISME : priorité au social

L'Assemblée nationale a examiné, vendredi matin 21 octobre, sous la présidence de Mme FRAYSSE (C.G.), les crédits du tourisme. M. BONNET (rad. g.), rapporteur spécial, indique qu'avec un montant total de 124 millions de francs de crédits de paiement le budget du secrétariat d'Etat au tourisme reste de faible dimension. Il progresse de 13,8 % par rapport à 1976, ce taux s'expliquant plus par le besoin de liquidation des programmes d'équipement que par l'ajustement pluriel des dépenses ordinaires. Les autorisations de programmes s'élèvent à 69,3 millions de francs, traduisant une revalorisation de 8,2 % par rapport à 1976. Un réajustement interne des dotations donne une nette priorité aux subventions d'équipement du tourisme social. Quant aux crédits d'équipement touristique, encore incertains à l'heure du budget, ils subissent les conséquences des mesures générales de restriction imposées aux investissements non prioritaires : leur volume global en autorisation de programmes est fixé à 163,8 millions de francs, soit une diminution de 6,4 % par rapport à 1976.

Le rapporteur exprime l'inquiétude de la commission des finances devant cette situation, et déclare : « Ce budget se caractérise par une accentuation incontestable des interventions du secrétariat d'Etat au tourisme en faveur des équipements sociaux. On peut naturellement regretter

que cet effort — encore loin de pouvoir satisfaire aux besoins qui s'expriment dans ce domaine — s'accompagne au détriment de tous les autres secteurs. » Le rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, M. BEGAULT (réf.), exprime lui aussi la « déception » de sa commission devant le budget du tourisme. « Un coup de frein est donné », déclare-t-il. Il poursuit : « Il est regrettable de constater d'année en année, à un certain nombre d'indicateurs, la diminution des moyens réels d'action du secrétariat d'Etat au tourisme. »

M. MEDBOIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de l'environnement, chargé du tourisme, explique que la promotion du tourisme français sur les marchés étrangers nécessite une coordination entre plusieurs ministères. C'est pourquoi, déclare-t-il, il a proposé la création d'un comité interministériel pour la coopération touristique et d'une société à caractère mixte — public et privé — qui pourrait prendre l'appellation de « Socotour », c'est-à-dire Société française de coopération touristique, et qui serait chargée : 1) de réaliser des missions d'études et d'identification relevant de la coopération gouvernementale, et financée d'un commun accord par plusieurs ministères concernés par ces actions ; 2) de développer la prospection sur les marchés étrangers pour le compte des sociétés françaises ; 3) de promouvoir des

actions groupées de sociétés françaises pour la réalisation d'ensembles touristiques-complexes pour le compte d'investisseurs étrangers, chaque fois que la formule du groupement apparaît à ces sociétés utile ou nécessaire ; 4) de lancer des opérations d'accueil en France d'artistes étrangers, publiques ou privées, afin de les familiariser avec les réalisations et les techniques françaises. »

M. Médécin conclut : « Je pense avoir démontré que ceux qui m'accusent régulièrement de favoriser le tourisme de luxe le font par ignorance, par dénigrement ou par mauvaise foi. »

Dans la discussion générale, prennent la parole MM. MAURICE BLANC (P.S.), SAVOYE (C.D.), RUFFIN (R.P.), BARRI (P.C.), ALPES-MARITIMES, CORNET (app. P.R., Ardèche) et BRIANE (réf., Aveyron).

Répondant aux interventions, en particulier sur la question de l'aide au tourisme social, M. Médécin rappelle que les subven-

tions d'équipement accordées aux villages de vacances et aux campings et caravans « s'élèveront en 1978 à 30,5 millions de francs en autorisations de programmes, soit une augmentation de 33,6 % par rapport à 1977, et à 34,5 millions de francs en crédits de paiement (+ 32,6 %). »

A. M. Maurice Blanc, qui était revenu sur la proposition d'établissement d'un « chèque-vacances », le secrétaire d'Etat répond : « Il faut établir un titre de vacances qui ne soit pas l'occasion d'une exploitation syndicale et politique. Jusqu'à présent, tous les organismes qui nous ont fait des propositions ont eu l'intention de nous faire passer d'origine gouvernementale, envisageant d'utiliser cette disposition dans un sens politique. »

M. Médécin a ajouté qu'il pourrait annoncer avant la fin de l'année une mesure sur ce point. L'Assemblée a ensuite adopté les crédits du tourisme.

PATRICK FRANCES.

Vingt-huit millions de Français ont pris des vacances d'été

L'avis donné par M. Bégaült (réf.), au nom de la commission de la production et des échanges sur les crédits du tourisme pour 1978, comporte un certain nombre de données sur l'occupation des Français aux vacances. Vingt-huit millions de personnes auront pris des vacances au cours de l'été 1977, soit 53 % de la population, contre 41,7 % en 1968, 46 % en 1971 et 51,6 % en 1976. Avec vingt-six jours de congés en moyenne, les Français dépassent le record mondial de la durée des vacances. Toutes les catégories socio-professionnelles, indique le rapporteur, ont bénéficié de cette évolution. De 1971 à 1976, les pourcentages de vacances sont passés de 45 % à 48 % pour les cadres, 43 % à 50 % pour les artisans et petits commerçants, 39 % à 63 % pour les employés, et 71 % à 80 % pour les cadres moyens. Actuel-

lement, les personnes qui ne peuvent partir en vacances pour des raisons économiques sont au nombre de quatre millions, selon M. Bégaült.

La plupart des vacanciers choisissent les mois de juillet (32 %) et d'août (31 %), 7,3 % d'entre eux seulement choisissant le mois de juin et 9,7 % le mois de septembre. Parmi les modes d'hébergement, l'accueil familial au premier rang vient en tête avec 33 % des vacanciers, suivi par le camping-caravaning (19 %), les locations meublées (17 %), les résidences secondaires (10 %), les villages de vacances (7,5 %), les hôtels (7,5 %). 5 % des Français prennent leurs vacances à l'étranger. Parmi ceux qui prennent leurs vacances en France, 34 % préfèrent le Midi, 16 % l'Ouest, 10 % le Centre, 3 % l'Est et 2 % le Nord.

MONNAIES : cent soixante-trois pièces par ménage

Sous la présidence de Mme Frisich (réf.), l'Assemblée examine le budget des monnaies et médailles. Rapporteur spécial, M. COMBESON (P.C.), précise que les recettes de ce budget s'élèveront en 1978 à 640,5 millions de francs, près de 85 % étant fournis par la vente au Trésor des monnaies françaises. Puis il relève les écarts importants de prix qui reviennent selon les pièces. Il indique que la commission des finances s'est étonnée de l'importance de certains stocks (pièces de 10 francs et de 20 francs) et s'est interrogée sur les raisons de cette circulation d'une pièce de 2 francs. Elle a surtout souhaité être éclairée sur le programme d'équipement et les raisons qui justifiaient la construction d'une nouvelle usine monétaire d'un nouvel agrandissement de l'usine de Pessac et des installations du qual Conti. Craignant notamment une remise en cause de la décision d'édiction, la commission n'a pas adopté le budget annexé.

M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, annonce qu'est prévue la frappe de 886 millions de pièces en 1978 contre 820 millions en 1977. Il sera frappé 150 millions de pièces de 1 franc et 12 millions de pièces de 50 francs en argent (7 millions en 1977), ces dernières n'étant plus réservées aux seules personnes âgées titulaires d'une pension de retraite. Une nouvelle pièce de 2 francs sera effectivement mise en circulation en 1979. Prévue depuis longtemps, elle devrait faciliter l'utilisation des appareils de distribution automatique.

Le ministre justifie l'agrandissement de l'usine de Pessac et la construction d'une nouvelle unité de fabrication par la nécessité de répondre aux besoins de la circulation monétaire : 1 milliard 200 millions de pièces au cours des prochaines années.

Après avoir repoussé les amendements de suppression des pièces par la commission, l'Assemblée adopte les crédits en discussion.

IMPRIMERIE NATIONALE : la sous-traitance

L'Assemblée examine ensuite le budget annexé à l'imprimerie nationale. M. LAMPE (P.C.), rapporteur spécial, indique que recettes et dépenses nettes sont évaluées pour 1978 à 784 millions, l'augmentation étant due essentiellement au développement des activités liées à l'impression de l'annuaire téléphonique dont une partie importante (environ la moitié) devrait être confiée à des entreprises privées. La commission des finances a adopté ces crédits.

M. BERNARD-REYMOND : « L'imprimerie nationale joue pleinement son rôle de partenaire de l'administration et de niveau de son activité, de celui de l'emploi, est garanti. » Pour ce qui concerne des créations d'emplois dans le Nord, il estime justifiée « une attitude prudente ».

Dans la discussion générale,

M. JAROSZ (P.C., Nord) regrette l'absence de sous-traitance des travaux d'impression : de 20 % en 1977 elle passera à 29,6 % en 1978. Dénouant « le choix délibéré du gouvernement de financer la production privée avec des fonds publics », il cite plusieurs exemples de travaux réalisés hors de France : les 28 millions d'exemplaires hebdomadaires du loto, le catalogue Renault 1977, la vignette automobile, les tickets P.M.U., la revue d'Air France, celle de la Compagnie française des pétroles, les brevets d'invention. Il demande le maintien de l'activité de l'annuaire téléphonique dans le Nord.

Le secrétaire d'Etat lui indique que les billets de loto seront désormais imprimés en France. Le budget annexé est ensuite adopté par l'Assemblée.

TAXES PARAFISCALES : une réforme nécessaire

Pour terminer, l'Assemblée examine l'article 51 du projet de loi de finances qui autorise pour 1978 la perception de quatre-vingt-deux taxes parafiscales dont la liste figure à l'annexe B : la redevance télévision sera, quant à elle, examinée le 16 novembre avec les crédits de la R.T.V. Rapporteur spécial, M. VIZET (P.C.), constate : « La nécessaire réforme des taxes parafiscales n'a pas été entreprise. De plus, l'information destinée au Parlement est inadéquate : le rapport annuel relatif aux fonds recueillis ne lui a pas été remis. Ainsi les décisions les plus importantes lui échappent puisqu'il n'est pas maître de la création des taxes, la définition de leur assiette et la fixation de leur taux. »

Pour M. BERNARD-REYMOND, la réforme de la parafiscalité est une œuvre nécessaire mais délicate : on ne peut accuser le gouvernement d'immobilisme. Le Parlement sera évidemment associé à l'action qui va être entreprise. Toutefois il paraît difficile au secrétaire d'Etat de faire ressortir la parafiscalité hors du ressort du pouvoir législatif. Adopté en commission, un amendement du rapporteur visant à supprimer la taxe sur les produits de l'horticulture florale ornementale et des pépinières est combattu par le secrétaire d'Etat,

Questions diverses au Sénat

RETARD DANS LES PAIEMENTS D'ALLOCACTIONS.

Répondant vendredi matin 21 octobre à Mme GOUTMANN (P.C., Seine-Saint-Denis), qui l'interrogeait sur les retards de paiement de la caisse d'allocation familiale de la région parisienne, Mme VEIL, ministre de la santé et de la sécurité sociale, a notamment indiqué au Sénat que les difficultés apparues, en particulier en ce qui concerne l'attribution des allocations de logement aux personnes âgées, résultaient d'une part de l'augmentation du nombre des bénéficiaires, passés de vingt-sept mille en 1972 à soixante-dix mille en 1977 et, d'autre part, du fait que ces attributions n'ont pu encore être réparties entre les différentes unités de gestion.

Répondant aux interventions, en particulier sur la question de la santé et de la sécurité sociale, a précisé Mme Veil, de cinquante

postes nouveaux. D'autre part, les services du ministère étudient des mesures de simplification tendant à faciliter la mutation d'une aide à une autre par le moyen d'un simple certificat de mutation. Un grand nombre de modèles imprimés seront prochainement aménagés et simplifiés en ce qui concerne des demandes d'allocation de logement.

UNE LIGNE PARIS-TOKYO EN CONCORDÉ ?

A propos de la création éventuelle d'une ligne Paris-Tokyo par avion Concordé (question de M. Palmero), M. IGART, ministre de l'équipement, a apporté les précisions suivantes :

« Le trajet le plus court entre Paris et Tokyo passe par la Sibirie, avec une escale qui pourrait être Novosibirsk. Il implique naturellement l'accord des autorités soviétiques que nous avons approchées à quatre reprises

entre juin 1972 et juin 1975. Après cette date, elles se sont refusées à poursuivre le dialogue, malgré nos efforts et ceux des Britanniques. Nous ne pouvons donc faire valoir une propriété de cette nature dans les documents publicitaires. Quant à l'interdiction en Suisse, les autorités helvétiques n'ont prévenu que leur législation interne ne permettant pas de leur accorder un statut de médicament et, par conséquent, d'assurer les contrôles nécessaires, ni de les considérer comme des produits cosmétiques, elles ont simplement été amenées à les faire retirer du marché, faute de pouvoir leur appliquer une réglementation. »

PILULES A BRONZER.

M. PALMIERO, sénateur des Alpes-Maritimes (Union centriste), demandait à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'elle entendait tenir compte des réserves émises par les dermatologues et de l'interdiction prononcée en Suisse pour réglementer l'usage des pilules à bronzer.

Mme VEIL : « Des dermatologues ont mis en garde avec raison les utilisateurs contre le fait

que l'absorption de ces pilules n'assurait pas une protection suffisante de la peau contre les brûlures solaires. Il a été dès lors décidé que les pilules à bronzer devaient être retirées du marché. Mais la législation interne ne permettant pas de leur accorder un statut de médicament et, par conséquent, d'assurer les contrôles nécessaires, ni de les considérer comme des produits cosmétiques, elles ont simplement été amenées à les faire retirer du marché, faute de pouvoir leur appliquer une réglementation. »

Mme Veil conclut qu'il n'y a pas lieu d'interdire ces pilules à bronzer, lesquelles sont soumises en France, contrairement à ce qui se passe en Suisse, au contrôle de la législation pharmaceutique.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

PARIS : querelle au sein de la gauche non communiste

La querelle, qui oppose les fédérations socialistes et radicales de gauche de la capitale, paraît s'aggraver, au point d'éclater l'an prochain. Elle porte sur la place qu'il convient d'accorder au M.R.G. dans le cadre d'un éventuel accord U.G.S.D. (le Monde du 7 octobre). Les contentieux électoraux ont pour point de départ le rôle de chaque formation à l'occasion des élections sénatoriales. La fédération du M.R.G. avait alors accepté la quatrième place pour son président, M. Pierre Mattel, sur la liste des candidats socialistes, et obtenu de représenter l'U.G.S.D. dans trois circonscriptions : la vingt-huitième (dix-neuvième arrondissement, quartier de la Madeleine), la dixième (onzième arrondissement, quartier de la Chapelle), la dixième (onzième arrondissement, quartier de la Chapelle).

Face à ces revendications que les deux courants du P.S. s'accordent à juger excessives, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, estime que le P.S. ne saurait « aller au-delà » de ce qu'il propose la fédération socialiste. Il précise que les élections municipales de mars 1977 n'ont pas modifié le rapport des forces entre les deux formations par rapport aux résultats du scrutin législatif de mars 1973, date à laquelle le M.R.G. avait obtenu trois circonscriptions. Enfin, il assure qu'un échec des négociations électorales dans la capitale serait de nature à remettre en cause tout accord conclu au niveau national pour l'ensemble des circonscriptions.

Une telle perspective n'effraie pas outre-mesure les radicaux de gauche parisiens qui tiennent pour une liste de trente et un candidats pour la capitale. Ils estiment que la menace du recours aux élections primaires doit dissuader le P.S. de s'opposer à l'application du compromis élaboré à l'occasion du scrutin législatif. A moins que les amis de M. Sarre n'acceptent de voir les candidats du P.C.F. « profiter » de la division de la gauche non communiste.

Trois députés du M.R.G. ne se représentent pas

Trois des treize députés radicaux de gauche sortants ne se représentent pas à la suite de leur mandat. Il s'agit de MM. Fernand Berthouin, Marcel Massot et Antonin Ver, qui représentent respectivement la troisième circonscription d'Indre-et-Loire (Loches, Amboise), la première des Alpes de Haute-Provence (Digne) et la deuxième du Tarn-et-Garonne (Castelsarrasin). Si le nom du successeur de M. Berthouin comme candidat du M.R.G. n'est pas encore connu, en revanche, en remplacement de MM. Massot et Ver, les candidats radicaux de gauche seront vraisemblablement dans les Alpes de Haute-Provence, M. François Massot, fils du député sortant, et dans le Tarn-et-Garonne, M. Jean-Marie Bayle, directeur général de la Dépêche du Midi, membre du secrétariat national du M.R.G. et maire de Valence-d'Agen.

[Né le 10 juin 1917 au Grand-Pré, Indre-et-Loire], M. Fernand Berthouin, député, a été maire de sa commune natale de 1954 à 1967. Il a été élu député en 1967, le 25 novembre 1967, en battant le radical M. Debré, ancien premier ministre. Député depuis lors à l'Assemblée nationale, dont il a été le secrétaire à plusieurs reprises.

M. FABRE : les formations de gauche pourraient aller séparément à la bataille.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, déclare dans une interview publiée dans le quotidien luxembourgeois Letzburger Journal du 18 octobre : « Il apparaît qu'à l'heure actuelle, de la façon dont le P.C.F. se forme, y compris ce qui est en jeu, il ne puisse pas revenir en arrière, tout au moins dans l'immédiat. Le système électoral étant ce qu'il est, il n'est pas interdit de penser que chacune des trois formations de la gauche tra séparément à la bataille. »

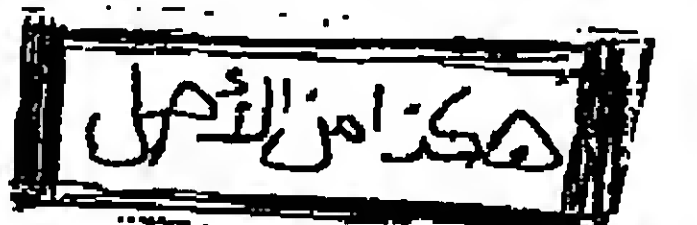
Selon M. Fabre, les trois formations pourraient se présenter devant les électeurs « avec une sorte de tronc commun, un certain nombre de grandes idées-forces qui nous sont communes ». « Ensuite, explique-t-il, chacune des formations y rajoute ce qui est sa personnalité propre, ce qui lui est spécifique. (...) Il n'est pas exclu que l'addition des voix communistes, socialistes et radicales de gauche arrive à un résultat aussi bon, sinon meilleur, que pour une union de la gauche menée dans un programme commun qui aurait été peut-être mûre. »

M. GRIOTTERAY PRÉVOIT PRÈS DE QUATRE CENTES ÉLECTIONS PRIMAIRES AU SEIN DE LA MAJORITÉ

Au cours de la réunion organisée vendredi après-midi 21 octobre à l'Hôtel Méridien, à l'occasion de la présentation d'une première liste de cent cinq candidats girardiens (le Monde du 21 octobre), les responsables du parti « radical » de ces candidats seront des candidats uniques ; soixante-dix-sept se présenteront pour la première fois ; quinze sont directement issus des clubs Perspectives et Réalités ; le plus âgé d'entre eux a soixante-cinq ans et le plus jeune vingt-sept ans (il s'agit de M. Jean-Michel Jardy, candidat dans la huitième circonscription de la Gironde).

M. Alain Griotteray, ancien député, délégué national du P.R. chargé des élections, a déclaré devant les candidats : « C'est la première fois depuis le début de la V^e République qu'un très grand nombre de primaires, près de quatre cents, se dérouleront au sein de la majorité. (...) Nous avons demandé à chacun de faire dans l'esprit de compétition sportive, pour que le meilleur gagne, sans bassesse et sans excès. »

« L'équipe socialiste sera disséminée : les Français qui, en votant pour le P.S., pensent voter pour une social-démocratie à l'allemande, savent que lorsque les dirigeants socialistes français leur promettent le Pérou, ils leur préparent le Chili. »





Le Monde aujourd'hui

JEUNES

Des Japonais bien sages

L'ENFANCE a déjà fui depuis des années avec la casquette et l'uniforme noir du lycée. A peine quelques errances d'adolescence et, à la sortie de l'université, le complet foncé, la chemise blanche et la cravate stricte garantissent pour le jeune japonais un nouvel uniforme attestant son insertion dans le tissu social. L'automne au Japon n'est pas la période de la rentrée des classes, mais celle où les jeunes diplômés se présentent aux concours pour franchir la porte de l'un des grands groupes industriels ou financiers qui, en même temps qu'un salaire, donneront une

identité sociale. La phrase qui, l'un après l'autre, ouvre une conversation : « Je suis de », Mitsui, Mitsubishi, Toyota, tous les noms qui scandent la réussite économique du Japon, est apparemment un vaticane dans une société où, hors du groupe, on est orphelin.

Un conformisme toujours pesant régit dans la société nipponne. On se définit moins par ce que l'on pense qu'on ne se situe par rapport à son interlocuteur. A partir du moment où chacun a pris sa place, le discours s'ordonne non pas selon une logique interne mais en

fonction de la hiérarchie sociale qu'on veut d'instaurer. L'université du Japon vient de publier un petit livre des « bonnes manières » pour l'étudiant qui postule un emploi. Ce manuel de savoir-vivre sans déviance énonce notamment les critères d'habillement, la coupe de cheveux recommandée (moustache, barbe et petites sur les joues sont bannies). Pour les filles — les passages qui leur sont consacrés sont beaucoup plus brefs : le Japon est une société d'hommes. — La réserve c'est la condition sine qua non : le maquillage, le fard autour des yeux, le rouge aux ongles et les cheveux longs sont fortement déconseillés.

Le grand magasin Isetan à Shinjuku, l'un des quartiers animés de Tokyo, comme d'ailleurs, la plupart des grandes surfaces, a ouvert cette année un rayon spécial pour les complets bien foncés destinés aux jeunes diplômés. En une semaine, il en a déjà vendu deux cent cinquante. Les rayons voisins présentent des chemises blanches et des cravates sobres.

Revêtus de leur apparence de jeune japonais dans le rang, les postulants à un emploi dans une grande firme devront passer une sorte d'interview devant des responsables. Là encore, tout est réglé : ils doivent se présenter en épongeant successivement leur nom, leur prénom, leur âge, leurs diplômes et leur numéro d'ordre.

Malgré cet encaissement et ce rituel, certains, peu nombreux, il est vrai, ont apparemment survécu de poser leur veste neuve, de défaire leur cravate et de dire ce qu'ils ont sur le cœur. Ainsi, ce jeune diplômé qui, après avoir répondu avec patience aux questions de son examinateur sur sa conception de la vie, a fini par lui dire d'un ton assuré : « Je ne nie pas que travailler soit un moyen de vivre. Mais, décidément, je n'ai aucune envie d'entrer dans votre entreprise. » Y aurait-il des failles dans le consensus social de la jeune génération nipponne ?

MICHEL JOURDAN

RETRAITE

La vieille dame et la jeune fille

D'IMANCHE d'automne, en province. La vieille dame, dans sa maison de retraite, attend son neveu. Chaque visite, ici, est un événement qui nourrit les conversations des jours suivants. Le neveu arrive, accompagné de sa femme, de son fils et de sa fille, âgée de quinze ans, qui a consenti à venir, malgré la perspective d'une surprise-partie. On lui a promis de rentrer tôt à Paris, pour quelle ne manque pas entièrement cette fête.

On emmène la vieille dame dans un restaurant qu'elle affectionne, et dont elle connaît les serveurs, qui l'accueillent aimablement. Elle y fait ses dernières manducations. Pendant le déjeuner, elle évoque le passé d'une manière assez décousue. Sa mémoire commet des extravagances. La vieille dame mélange les guerres, les époques, les visages. Qu'importe ! Ce dimanche, où l'été se prolonge indolument et se marie avec les rousseurs et les mélancolies de l'automne, est, pour elle, encore un vrai dimanche de la vie.

L'angoisse de mourir et la hâte de vivre

Hélas ! le moment de se séparer approche. La vieille dame s'inquiète un peu. Elle voudrait rentrer ce temps qu'il va, qui court et vite, comme un torrent où sont emportés les mots et les souvenirs. La jeune fille s'empare d'elle. Elle croit qu'elle va la surprise-partie ne soit terminée. Pour elle, dans cette province morose, le temps s'est figé.

L'éternité, disait Kafka, c'est long, surtout vers la fin. Le père et la mère sont trépidés entre la vieille dame qui s'ingénie à retarder leur départ et la jeune fille qui leur demande de se presser. Ils sont placés entre un usage qu'assombrirait l'angoisse de mourir, et un autre que remue la hâte de vivre.

PHILIPPE PONS.

FRANÇOIS BOTT.

Femmes

L'UNE TRAVAILLE, L'AUTRE PAS...

DEUX femmes mariées sur le chemin de la quarantaine, soignées, bien habillées et financièrement à l'aise. On se dit en les regardant : « Au moins, pour ces deux-là, tout doit s'arranger. » Et en les écoutant...

Véronique, mère au foyer, trois enfants :

« On pourrait m'appeler l'éleveuse, je pense, puisque je passe mes jours à m'occuper de mes délicieux garçons de huit, cinq et trois ans. Ils sont tout pour moi, naturellement, je devrais plutôt dire : je suis tout pour eux et, vous voyez, je les ai assez bien réussis. Mais finalement ils dévorent ma vie, et si j'y ajoute mon merveilleux mari, je suis complètement mangée du matin au soir. Je suis une abeille ouvrière. Je fournis à ma petite ruche le bien-être matériel et le bien-être affectif. Toujours disponible pour faire plaisir et m'oublier moi-même. Et voilà, c'est fini, je m'y noie tout entière avec l'approbation unanime de mon environnement. Bonne mère et bonne épouse, label garanti. Va au feu indéfiniment.

« Je pense à ma vie d'avant mon mariage. J'ai travaillé six ans dans une grande maison d'édition, j'étais l'assistante d'un des patrons, un charmant vieux monsieur. C'est lui qui m'avait dit un jour : pour faire carrière, ne dites jamais que vous savez taper à la machine, même si vous tapez très bien. C'est sûrement un bon conseil... enfin bref, je me suis mariée et je suis sortie du circuit. Aujourd'hui, j'ai la nostalgie du bureau, du travail évidemment, mais surtout de l'ambiance. Maintenant je parle de travailler et en même temps je me culpabilise avec mes garçons, ils ont encore besoin de leur maman. Et mon vieux monsieur est parti à la retraite.

« Dans cinq ans, peut-être... Seulement j'aurai dépassé quarante ans et qu'est-ce qu'ils vont me faire, les jeunes loups qui peuplent les bureaux ? Je suis presque intimidée. Ils vont m'appeler la vieille ou la mère Machin et me pousser gentiment vers la sortie ? Ou bien ils me chahouteront tout pour que je fasse des bêtises ? Ou ils me laisseront au fond du couloir, près des toilettes ? Le bureau où personne n'entre.

« Je ressemble à un dessin de Claire Bretecher : la frustrée professionnelle ajoutée à la frustrée personnelle. C'est complet. Voilà, et on ne vit qu'une fois paraît-il... »

Judith, directrice adjointe dans une agence de voyages, sans enfants :

« Ecoute, je vais te dire la vérité. La vérité c'est qu'aujourd'hui je suis floue comme dit Simone de Beauvoir. Absolument floue. Et maintenant c'est définitif.

« Pourquoi ? Parce que j'ai mon bâton de maréchal à l'agence, je n'ai pas plus loin. Tu sais que j'ai pensé avoir la place du D.G. (directeur général) quand il est parti. Normalement, c'était pour moi après tout ce que j'ai donné à cette boîte depuis quatorze ans. Eh bien ! ils ont nommé un mec, naturellement, venant de l'extérieur avec un profil international qui les a éblouis : le Japon, les States, l'Australie et je ne sais quoi. Le phare devant les papillons.

« Tu le vois, dit que je me suis bien débrouillée. Ça veut dire que pendant quatorze ans j'y ai cru. Mon job est passé en premier mais attention, sans que ça se voit trop, toujours décontractée, l'esprit d'équipe, et prête à rire. Mais quand le boss m'appelle chez moi le samedi soir, j'étais là, le dimanche matin, j'étais là. Je me suis identifiée à l'agence vraiment. Mariée avec l'agence comme de Gaulle avec la France. Une dimension bureaucratique et c'est tout. J'ai pris des coups, évidemment, mais je les ai rendus et sans doute plus fort qu'un homme parce que j'étais une femme.

« Le plus triste de l'histoire, c'est que pendant tout ce temps, mon mari que j'aime bien, il fait partie de mes meubles, couchait un ou deux enfants et moi j'étais bien d'accord, et puis, tu vois, je n'en ai pas et je n'en aurai plus. Je n'ai jamais trouvé le temps pour les enfants. J'étais dans l'engrenage, ça tournait. Je me disais : ce n'est pas le moment, ah non, de s'éloigner du bureau, mon boulot est de mieux en mieux, je me dédierai l'année prochaine. Et finalement, ça n'a jamais été le moment. Quand les amis m'en parlaient je rationalisais : un enfant avec la bombe, la surpopulation, le chômage, etc. Naturellement, ce n'était pas ça, mais j'ai presque fini par y croire.

« Maintenant, à l'agence, je vais faire un peu de route libre, je n'ai plus envie de conquérir. Bien sûr, toi aussi, tu vas dire que voilà l'occasion de procréter tranquillement. Merci, c'est trop tard, je me sens incapable de changer de peau. Il me manque, je cherche le mot, la générosité, voilà ! Non, je vais vieillir à mon poste, digne et fidèle, et continuer à parler de la bombe.

Deux femmes d'aujourd'hui aux yeux calmes, au visage lisse et clair. Il n'y a pas une ride à la surface de l'écran. Apparemment... OLIVIER RENAUDIN.

HIVER

La cheminée

FIN septembre : les paysans font les fûts qu'ils n'ont pas pu faire cet été à cause de la pluie, et pourant c'est l'automne. Dans trois jours ils vont aller chercher leurs moutons dans les esverts de haute-montagne, à deux heures de marche, pour les ramener ici où les granges les attendent.

Moi, je fais ma cheminée pour l'hiver qui approche. Autrefois, les Autigènes compilaient en feu le nombre de familles par hameau et par village. « Il y a tant de fûts dans ce village » signifiait : il y a tant de familles qui y vivent, chacune avec sa cheminée. Pour eux, la cheminée était et est toujours le cœur de la maison.

Je relis H.D. Thoreau qui avait construit sa cheminée dans sa cabane de Walden. Pour lui aussi c'était la partie vitale de la maison. Le feu dans la cheminée était un compagnon qu'il ne pouvait en rien se passer.

J'ai fait porter à l'été les briques (pleines pour l'été et creuses pour la hôte) et les sacs de plâtre. J'ai scoté un vieux mastic de hêtre plein de résine et de résine pour le liant qui tient la hôte. J'ai crié cette hôte de plâtre blanc.

L'été, je l'ai fait avec des pierres jaunes volcaniques que l'on trouve ici et que les villageois d'hiver emploient pour construire les fûts à pain, parce qu'ils résistent au feu ; et des laves, grandes pierres plates en schiste qui tombent du rocher, avec lesquelles les

anciens couvraient les toits des granges et les chaumières, sur les charpentes de la charpente. Je connais l'histoire des masticiers d'ici, des masticiers que j'emploie.

Et aujourd'hui pour la première fois la cheminée fume sur le toit, là où il n'y en a jamais eu. Le même jour où les moutons rentrent de l'estive. Et puis, il y a toute la cérémonie du feu : aller en forêt, ramasser des feuilles mortes et des brindilles dans un sac, pour faire partir le feu chaque matin. Choisir les différentes essences de bois : le beau blanc qui fait des bruits, le chêne vert bien sec pour cuisiner le pain, le hêtre qui chauffe si bien la maison, le frêne et le noyer qui brûlent même vers et fraîchement débarrassés. Couper sous ces bois en l'une monnaie pour que la stove, qui ressemble à ce moment-là, dans le bois, le fasse mieux brûler.

Mais pour l'hiver peut venir, la cheminée dire bien et le feu y est dit. Aujourd'hui, personne ne s'occupe, se construit sa cheminée. On édifie des livres pour la cuisine au feu de bois, mais combien font leur cuisine au bois toute l'année ? C'est un luxe, celui de la pauvreté volcanique.

L'automne est parvenu à insulser maintenant. Les châtiments sont en train de mûrir, les écoulements et les loins régulent les insectes, les bêtises mangent les autres et les dernières myrtilles.

MICHEL JOURDAN

PHILIPPE PONS.

FRANÇOIS BOTT.

Au fil de la semaine

ENCORE deux catalogues ce matin au courrier. Décidément, l'avalanche ne s'arrêtera jamais. Toutes ces brochures lumineuses, coûteuses, imprimées et acheminées à grands frais, qui acheminent le poste, puis les vieux du nettolement, puis, à peine reçues elles retournent au néant sans même, bien souvent, avoir été lues...

De quel parler ces deux-là ? Voyages, télévision, hi-fi, livres, casseroles ou canapés-lits ? Pour une fois, ouvrons-les.

Surprise, double surprise. L'imagination n'a pas pris le pouvoir, mais elle peut y conduire. Ou bien nous ennuier loin, très loin.

« VADE-MECUM 78 ». Que se passera-t-il donc l'année prochaine ? Ah oui : les élections. Ce superbe catalogue offre tout simplement la panoplie complète du parfait candidat.

Entrons dans le jeu. Bon, je suis candidat. Avant tout, il me faut un « coordinateur de campagne », garant politique, « régisseur technique professionnel » de ma tentative. Un surdoué : « Il incarne le sang-froid, l'endurance, le sens aigu de l'organisation et des relations publiques sans lesquels il n'est aucun espoir de réussite ». Evidemment, il est cher : 62 000 F par mois, taxes comprises, plus une indemnité journalière de 150 F et ses frais de voyage. Un mois suffira. Comptons largement : 70 000 F. Une telle merveille en vaut la peine.

Premier rayon : le « marketing » électoral. On me propose une « étude de motivations », analyse psycho-sociologique approfondie de l'image du candidat et des courants politiques représentés ». Indispensable évidemment. Puis : une « analyse de terrain » dans ma circonscription. Il faut bien savoir où on met les pieds. 19 933 F chacune, T.V.A. incluse, 30 % à la commande, ce n'est pas donné. Ah ! Un sondage, naturellement, trois ou quatre semaines

avant le scrutin, portant sur six cents personnes. Fichtre ! 28 753 F. Heureusement, si je prends les trois, l'étude, l'analyse et le sondage, j'ai droit à un forfait : 68 208 F tout compris. J'achète.

Ensuite, le « training ». J'en ai grand besoin : apprendre à parler en public, à répondre à la télévision, à écrire en style journalistique... Quatre séances de trois heures par groupe de dix et une séance de clôture « dirigée par un journaliste animateur d'une des grandes émissions d'actualité à la télévision ». Des noms, des noms ! Pour 6 398 F, on a le droit de savoir à qui on aura à faire.

Assés pour le « training », modernisons : pas de « meeting simulator », merveille électronique qui « reproduit fidèlement tous les paramètres qui peuvent intervenir dans une réunion électorale ». Un peu de documentation tout de même : tout ce qu'il faut savoir sur Concord, l'inflation, le chômage, les travailleurs immigrés, les nationalisations, la réforme Haby : pour 1 665 F, c'est donné. Pas de « fiches-clés », on s'en passera, mais une étude locale particulière tout sur ma circonscription — cela peut être utile : 2 587 F, ou plus juste prix. Et une revue de presse, express bien sûr, pendant cinq mois : 3 800 F. Pourvu qu'on parle beaucoup de moi !

Mon journal. Essentiel, le journal électoral. Essentiel mais dispendieux. Pas de folie : huit pages format demi-quart, avec une seule couleur, vingt-cinq mille exemplaires, ce sera bien assez. 60 165 F, une paille. Ma photo : un beau portrait, des clichés à distribuer à la presse amie, cent quatre-vingt dix-dix en noir et blanc et trente-cinq grand format : 8 820 F. Inévitable.

Les affiches aussi, mais sans les frais. Cinq mille à l'affiche format 80 x 120 en quadrichromie, autant d'officielles 40 x 60. Dix « bandes » 80 x 30. Total : 23 431 F, ça

ne peut pas faire moins, j'ai choisi les modèles moyens.

« Merchandising supporter » — cette fois on a envie d'ajouter : « sic ». Non, pas de gadget ! Enfin presque rien. Ni écharpes, ni T-shirts, ni bonnets, ni blousons. Un petit millier de badges « Dupont pour la Vie », cinq mille pochettes d'allumettes avec mon slogan, mille stylos à bille pour les notables, 22 975 F, c'est bien assez, c'est déjà trop.

Et pourtant le pire reste à venir : le « mailing ». Dix mille « lettres catégorielles » envoyées à tous les commerçants, artisans, salariés, rentiers, retraités, fonctionnaires, etc., pour leur parler de moi et de leurs problèmes particuliers. Avec les adresses de tous ces braves gens, le « listing » : 42 100 F. Pour finir, je vais m'offrir un petit cadeau qui restera : une bonne sans « compact », pour 2 965 F, une misère.

L'addition maintenant : 313 254 F. Plus l'affranchissement et l'expédition du journal, le collage des affiches, les timbres des lettres et tous les autres frais... Arrondissons à 350 000 F, 35 millions anciens, le prix d'une bonne maison à la campagne. Et encore : sans faire de folles ! L'agence promet de « rapporter ses services qu'à un seul candidat : par circonscription », c'est encore heureux. Mais ne pourrait-elle aussi me garantir que je serai élu ?

BEAUCOUP d'argent jeté par les fenêtres et peut-être pour rien. Renonçons au Parlement, partons en voyage. Précisément, ce sont des voyages que suggère l'autre catalogue, plus austère. Des voyages « insolites », paraît-il. Voyons cela.

Après une nuit d'hôtel (paillotes somnolentes), on bivouaquera à la belle étoile. Emporter un duvet très chaud : les écarts de température atteignent 30 degrés en moyenne. Pour dormir, nous choisirons des sites protégés par un rocher, une falaise ou une dune... Ah ! je vois : une sorte de camping à

la dure, sans tente ni matériel. Au moins, cela ne doit presque rien coûter, des vacances super-économiques. Mais non : 4 400 F pour sept jours, en land-rover, il est vrai. Cela s'appelle : « Balade saharienne ».

Tourmons la page. Voici la « Méharée dans le Hoggar », « à dos de chameau et à pied lorsque le terrain est difficile pour les bêtes ». Tant pis pour les hommes. « Ce que j'ai fait, une bête ne l'aurait pas fait... » Ici vous boirez de l'eau que souvent trouvent nos guides tourtereaux. Bien que d'aspect peu engageant, nos médecins s'accordent à dire qu'elle est purifiée par le soleil. « Une chance, vraiment ! Attention : l'eau vous sera mesurée pour la toilette ». Bivouac, bien sûr. 4 300 F pour souffrir huit jours de la soif, de la chaleur, du froid et de la fatigue, c'est pour rien.

Il y a plus cher, plus gai aussi. Le « trekking » au Yémen, « marche assez fatigante » puisqu'elle se déroule à une altitude moyenne de 2 000 mètres. 6 700 F pour treize jours. Ça n'est pas assez haut ? Alors « Trekking au Népal » : on marche cinq heures par jour pendant onze jours aux environs de 4 000 mètres d'altitude, pour 8 200 F. Si vous n'êtes pas en forme après ces vacances, c'est que vous êtes une mauviette.

« Quelques jours éprouvants » dans les villages indiens et la jungle du Guatemala, 9 000 F, malaria incluse. La découverte du Sikkim et du Bouthan, quatre jours, coûte 12 500 F. Pour une famille nombreuse, cela met la tasse de thé à Darjeeling et la contemplation des rhododendrons géants à un tarif prohibitif.

Arrêtons là, inutile de rêver. Au panier, les catalogues. Ni député, ni explorateur : c'est l'heure d'aller au travail, comme tous les jours ; et pour les vacances — encore onze mois à attendre ! — ce sera Condé-sur-Vesgre avec les Fenouillard, comme d'habitude.

On peut rêver, non ?

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The Economist

Los Alamos, îlot de culture

« Ne vous méprenez pas, raconte l'hebdomadaire anglais THE ECONOMIST, Los Alamos, au Nouveau-Mexique, est fière d'être la ville natale de la Bombe. Perché sur un étroit plateau qui domine Santa-Fé et les montagnes pourpres de Sangre-de-Cristo, la ville-laboratoire fourmille des souvenirs de son heure de gloire.

La grande rue s'appelle Trinity, en souvenir du premier essai atomique de 1945. Des maquettes de Thin Boy et de Fat Boy, qui furent lancées sur Hiroshima et sur Nagasaki, sont exposées au musée. Sur le mur d'un bureau, l'équipage de l'« Enola Gay », qui lança la bombe sur Hiroshima, sourit, comme une équipe scolaire de football.

Ce n'est pas le passé, mais l'avenir qui inquiète Los Alamos. Sa gloire survit-elle au temps qui passe ? (...) Quand, en 1943, Oppenheimer choisit le site du « projet Manhattan », il choisit aussi la fine fleur des chercheurs alliés ou réfugiés pour y travailler. Los Alamos devint un cloître peuplé d'intellectuels en bottes de cow-boy.

L'atmosphère n'a pas changé (...). À la retraite, certains membres du « projet Manhattan » continuent à vivre à Los Alamos. Les rues y sont sûres. La cuisine mexicaine excellente. La ville est un îlot de culture, avec orchestres de chambre et bibliothèques, au milieu du désert (...). Le directeur du laboratoire, M. Harold Agnew, a confiance : il est sûr que le laboratoire va survivre parce que, mieux que partout ailleurs, on y connaît la Bombe.

Newsweek

Boom au Zimbabwe

« En Rhodésie, des milliers de Blancs font leurs paquets, vendent leurs maisons et leurs voitures (avec d'énormes pertes) et émigrent en Afrique du Sud ou plus loin, écrit l'hebdomadaire américain NEWSWEEK.

Il est étonnant qu'il ait encore des acheteurs pour certaines de ces maisons abandonnées. Mais chaque jour, quinze à vingt Blancs arrivent à l'aéroport de Salisbury pour s'installer en Rhodésie — peut-être pour quelques mois, peut-être pour plus longtemps, s'ils ont de la chance. Des centaines d'autres font leur apparition chaque mois pour « jeter un coup d'œil », mais sont refusés comme immigrants parce qu'ils n'ont pas de métier (...).

Quelques-uns des nouveaux venus sont des idéologues décidés à sauver la « Rhodésie blanche ». On trouve maintenant dans le pays des sections embryonnaires de la John Birch Society et du Parti nazi américain (...). Un voyageur de commerce américain tente depuis des mois de vendre des gilets pare-bulles (...).

La grave situation économique a aussi attiré une bande de profiteurs décidés à bien vivre à bon marché. (...) Un étranger vient d'acheter à Salisbury une grande maison avec piscine, tennis, sauna et un hectare de terrain pour 42 000 dollars (210 000 francs) (...). Un investisseur originaire de Géorgie a acheté un ranch de 28 000 acres à 3 dollars (4 francs) l'acre (0,5 hectare). Il espère qu'il fera du bénéfice même si le futur gouvernement l'exproprié à moitié. « Le Zimbabwe va connaître l'expansion la plus formidable qu'on ait jamais vue », dit-il avec enthousiasme.

KOMPAS

Les petites économies de la Pertamina

La Pertamina, la compagnie pétrolière de l'Etat indonésien qui, il y a quelques années, s'est trouvée dans des difficultés financières, s'est découverte une vocation insoupçonnée : planteur de cactus de girafes. KOMPAS, le journal catholique de Djakarta, écrit :

« Notre compagnie pétrolière possède une terre de 2 000 hectares près du village de Kugung, dans le sud de Sumatra. Il paraît qu'un Suuto, l'ancien président-directeur général de la Pertamina, avait projeté de construire un port pétrolier dans la baie de Semangki, tout près de là. La compagnie ordonna donc l'expropriation d'un terrain où poussaient des girafes. Comme le projet était un projet d'Etat, les habitants ne purent s'y opposer et furent obligés de céder leur terre à la Pertamina, alors que leurs girafes avaient pour la plupart quinze ans d'âge.

Le port n'est toujours pas construit, mais les girafes portent des fleurs en abondance. Et la compagnie a décidé de faire la récolte (...).

En calculant rapidement, on arrive à la bagatelle de 35 000 000 000 de roupies (à peu près 35 000 000 de francs nouveaux) que la Pertamina encaisse par saison : car le prix du kilo de cactus de girafe est de 3 500 roupies ; un girafier produit 25 kilos de cactus de girafe par saison, et chaque hectare compte deux cents girafiers.

SALONGO

La sorcière était à court d'essence

Il se passe de drôles de choses dans la brousse du Zaïre, si l'on en croit le quotidien de Kinshasa SALONGO. « Le camp pilote Mbaki à Ndolo a connu dernièrement un événement sans précédent, un spectacle presque horrifique. Une femme, une femme, un ver de terre, a été trouvée sur un arbre. C'était vers 8 heures du matin. Le bruit se répandit aussitôt dans le camp. Quelques instants après, un attroupement se forma sous l'arbre.

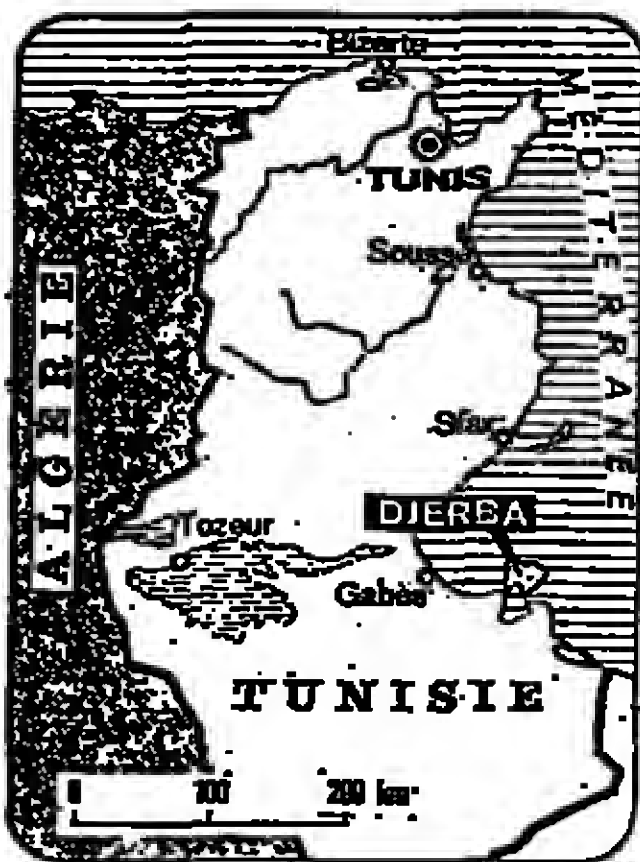
Du haut de sa « prison », la femme demandait des habits. Fort curieusement, l'arbre se trouvait juste devant la maison de ses frères. A sa vue, ses frères l'obligèrent à descendre. Elle s'écroula sans broncher. Ses voisins, pris de honte et de pitié, lui donnèrent un pagne.

Soumise à un interrogatoire serré, la citoyenne révéla qu'elle était venue après avoir « opéré ». Mais il s'est fait qu'elle était à court de carburant.

Selon certains observateurs, la présence de la citoyenne se justifiait par le fait qu'elle voulait faire du mal à quelqu'un des siens. Son frère la pria de partir du camp. Elle fut suivie par des éléphants qui se rendaient à l'école. Tous criaient « Sorcière ! Sorcière ! ». Des grosses pierres s'abattaient sur elle. Elle avait des blessures partout. Son pagne était de nouveau à terre. Elle perdit connaissance. Heureusement pour elle, la cloche avait sonné et les éléphants étaient dans l'enceinte de l'école. Quand elle reprit connaissance, elle se releva et renoua son pagne avant de reprendre sa marche.

Lettre de Djerba

La fin de la légende homérique



LES légendes ont la vie longue. Elles peuvent durer des millénaires. Mais elles finissent par se diluer un jour dans le réalisme prosaïque du quotidien et par disparaître sans presque laisser de traces. A peine quelques touchantes empreintes sur lesquelles viendront se pencher des doctes ethnologues ou des touristes en mal de « couleur locale ».

C'est un peu ce qui est arrivé à Djerba, avec la légende du loto, imaginée il y a une trentaine de siècles par un certain Homère. C'est là, croit-on, que le poète grec fit débarquer son héros, le subtil Ulysse, cet initiateur lointain des croisiers périméditerranéens, après moult et moult aventures :

« ... Alors, neuf jours durant, raconte-t-il, les vents de mort m'emportent sur la mer aux poissons. Le dixième nous met au bord des Lotophages, qui, loin de méditer la mort de nos gens, leur servent du lotos. Or, sitôt que l'un d'eux goûte à ces fruits de miel, il ne veut plus rentrer, ni donner de ses nouvelles. Je dus les ramener de force, tout en pleurs... car j'avais peur qu'ils manger du lotos, les autres aussi s'oubliaient de rentrer. »

La plupart des auteurs anciens, et plus près de nous Victor Berard, qui suivit à la trace Ulysse dans son périple odysseïen, situent l'île des Lotophages à Djerba, au sud de ce que les Anciens appelaient le golfe de la Petite-Syrie.

Mais quel est ce fameux lotos, ce fruit de l'oubli et de l'arnaise, qui plonge ceux qui en ont goûté dans une béate félicité ?

Notre pauvre humanité, avide de bonheur ou seulement de l'oubli de ses maux, en a cherché le secret depuis des millénaires, bien avant l'ère de nos euphorisants.

D'un point de vue strictement botanique, le lotos a certainement existé. Plusieurs auteurs tels Hérodote, Polybe ou Pline l'ont suffisamment décrit, bien que d'une manière assez contradictoire, pour permettre d'avancer diverses hypothèses. Certains ont pensé qu'il s'agissait de la datte, d'autres de la figue de Barbarie, d'autres, ce qui paraît plus plausible, du jujubier (Zizyphus lotus), en arabe annab. Cependant la question n'est pas là. Aucun de ces fruits ne suscite l'oubli. Cette propriété du lotos, Homère l'a certainement inventée. Il a sans doute voulu faire, comme le suggère Victor Berard, un de ces calembours fréquents dans l'Odyssée, entre le Lété, fleuve de l'oubli dans la mythologie grecque, et le loto, qui, comme le Lété, susciterait l'oubli. De ce jeu de mots est née la légende du loto. Ce « fruit, doux comme le miel » réunissait en un unique symbole la multiple splendeur du paradis djerbien.

PAR un phénomène assez miraculeux, Djerba a traversé les siècles et les millénaires en continuant à vivre dans l'ambiance de sa mythologie homérique et biblique. Elle fut une île dans le temps tant qu'elle le resta dans l'espace. La route qui la relie au continent par El-Kantara et l'aérodrome de Méliha, en la rattachant au reste du monde, lui ont fait perdre cette double insularité avec tout ce qu'elle impliquait.

L'architecture particulière de ses menzels, de ses ateliers de tissage et de poterie de Guellala, l'archaïsme des métiers à tisser, du travail de la terre et de la pêche, la costume des hommes et des femmes, tout leur mode de vie et jusqu'aux valeurs morales et familiales de l'existence, tout avait conservé à cette petite île de 514 km², en dépit de sa proximité de l'Afrique et d'une histoire particulièrement agitée, les traces d'une puissante personnalité et d'une atmosphère antique : antiquité accrue davantage encore par la présence de cet étrange îlot ruiné, mais jadis par une colonie juive, pétrifiée dans ses rites et ses traditions autour de la synagogue de la Ghriba à Hara-Sghira, depuis, dit-on, les temps où Nabuchodonosor, après la destruction du Temple de Jérusalem en 586 av. J.-C., l'obligea à fuir.

Ces réfugiés hébreux avaient sans doute, eux aussi, mangé du lotos, car ils oublièrent — et ce, malgré plusieurs démarches, en particulier

du roi des Perses Cyrus — de revenir à Jérusalem et bénéficièrent, durant près de vingt siècles, de l'hospitalité des Lotophages, puis de la tolérance islamique.

Toute cette civilisation, toute cette douceur de vivre anachronique, dont j'avais pu apprécier l'inestimable poésie il y a une quarantaine d'années lorsque j'écrivais mon premier livre sur Djerba, est à la veille de disparaître définitivement et s'effrite, chaque jour davantage, sous les coups de boutoir d'un modernisme aveugle dont la manifestation la plus grave est sans doute l'invasion touristique et ses séquelles dévastatrices.

CETTE irruption du vingtième siècle dans une société et une économie si longtemps préservées a eu raison de tous les enchantements que symbolisait le lotos.

A aucun moment de son histoire, pourtant fertile en convulsions et en invasions qui ont laissé leurs traces jusque dans le style fortifié des maisons et des mosquées, la civilisation djerbienne n'a dû faire face à un tel danger.

Tout ce passé de techniques artisanales, pieusement conservées, ce genre de vie patriarcal, taillé à la mesure de l'homme, de ses besoins et de ses moyens, cette conception un peu puritaine de l'existence, fondée sur la rigueur de certaines valeurs morales intangibles, tout ce riche patrimoine s'effondre comme un château de cartes, balayé par la folie d'un monde soumis aux impératifs de la vitesse, de la rentabilité, de la religion des loisirs débordés, de l'appât des sacro-saintes devises. Les quelques dix mille îles, ensablées dans la zone hôtelière du Nord-Est depuis une quinzaine d'années, ont bouleversé la structure économique traditionnelle et l'équilibre social des quelque soixante-cinq mille habitants qui peuplent l'île, et ont eu des conséquences souvent désastreuses.

Le tourisme, au lieu de chercher à s'intégrer dans le contexte géographique local pour en constituer l'élément moteur, est demeuré plaqué comme une activité économique étrangère sur une terre dont il n'a pas su catalyser les ressources et les potentialités. Comme l'étude vient d'en être faite pour Majorque (1), ici aussi, agriculture et tourisme s'ignorent et se tour-

nent le dos. On pourrait en dire autant pour la pêche et l'artisanat. Bien mieux, ces activités de base, loin de trouver là, comme on aurait pu s'y attendre, des débouchés enrichissants, comme cela s'est produit à Ibiza ou dans la zone de Nabeul-Hammamet en Tunisie, ont au contraire périéclité faute de bras et d'esprit d'adaptation. On a assisté ainsi à un exode massif de la main-d'œuvre rurale et artisanale dans la zone hôtelière plus rémunératrice. Une enquête récente n'a-elle pas montré que plus de 70 % des fils de bissaards étaient embauchés comme serveurs dans ces hôtels ?

La relève n'étant plus assurée, on ne compte plus aujourd'hui les terres et les vergers en friche, les menzels en ruine, les ateliers de tissage abandonnés. Ces charmants bâtiments primitifs, au fronton triangulaire dont la production de linéages et de couvertures rayées faisait la fierté de Djerba et s'exportait un peu partout en Afrique du Nord et en Orient, s'effondrent aujourd'hui, les uns après les autres, tandis que la poterie traditionnelle de Guellala, une des plus anciennes du monde, est en voie de disparition, elle aussi, tuée par la concurrence des plastiques.

POUR avoir été mal maîtrisé, pour avoir manqué de la souplesse d'adaptation nécessaire, pour n'avoir pas su s'intégrer dans les activités professionnelles existantes qu'il a au contraire contribué à détruire, l'essor touristique est en train d'anéantir le capital le plus précieux de l'île des Lotophages, son identité, c'est-à-dire en définitive la poule aux œufs d'or (?) du tourisme lui-même.

Car, en fait, la soleil brûlant, la mer nonchalante et les sables dorés, qui constituent les atouts maîtres du tourisme djerbien, peuvent se retrouver ailleurs. Et les touristes le savent bien.

Mais le loto homérique, ce retour aux sources, cette plongée dans les eaux profondes d'un passé partout disparu, cet antidote aux poisons de l'agitation du monde moderne, seule Djerba en détient quelques rares spécimens. Il serait temps qu'on le comprenne et qu'on sache ce qui en subsiste encore pour cette île, bête des dieux, demeure digne de sa légende.

SALAH-EDDINE TLATLI,

docteur ès lettres, professeur, écrivain, journaliste, vice-président de l'association de sauvegarde de Djerba.

(1) Jean Bisson : La Terre et les hommes aux îles Baléares. 1977.

PORTRAIT

Emeka Odumegwu Ojukwu, homme d'affaires africain

SOURIANT, énigmatique, Emeka Odumegwu Ojukwu n'a pas changé. Sphinx chaleureux et las, calme et peu bavard, le proscrit politique nigérian tient à conserver l'image de lui qu'avait popularisée la presse à l'époque de la tragédie du Biafra. Dix ans ont passé depuis le début de la guerre civile qui déchira le Nigeria ; ne fussent quelques poils blancs qui ont fait leur apparition dans son collier de barbe noire, le visage de celui qui voulut mener les Ibo à l'indépendance n'a pas vieilli.

La voix est mélancolique, comme le regard. Basse et délicatement timbrée, c'est moins celle d'un soldat que celle d'un confesseur. Pour être perçue, elle contracte tout auditeur à une attention soutenue. Les propos exprimés dans un bon français sont d'une sobriété étonnante. Il y a, semble-t-il, de la grandeur d'âme, et, en tout cas, une belle noblesse de sentiment chez cet ancien général. Même s'il a fait fausse route, celui qui incarne la sécession biafraise ne manque ni de panache ni de franchise.

« La Grande-Bretagne est le seul pays du monde où je ne puisse me rendre librement », indique notre interlocuteur, qui a visiblement conservé les sentiments francophiles qui étaient les siens à l'époque de la guerre civile nigéro-biafraise. Il s'en explique ainsi : « La France est sans doute la seule nation qui soit capable d'aller à l'encontre de ses intérêts lorsque la défense de l'homme se trouve en cause... »

Il rend un hommage à peu près identique à la Côte-d'Ivoire et à son chef, le président Houphouët-Boigny, qui lui accorde les mêmes distinctions que lui-même. Ojukwu est venu à Abidjan dès la chute du régime biafraise. Dès

le 10 janvier 1970, il s'installait à Yamoussoukro, village natal du président ivoirien, où il devait séjourner six ans. Aujourd'hui, il vit à proximité immédiate de la capitale ivoirienne, et le siège social de son entreprise de travaux publics est situé dans la banlieue résidentielle de Cocody. « La seule réussite africaine réelle est l'expérience ivoirienne », dit-il en précisant : « Si cette réussite est, comme l'affirment certains, due à la France, c'est un succès supplémentaire dont il faut créditer Houphouët-Boigny, puisqu'il a su utiliser les Français comme ils avaient eux-mêmes su utiliser les Ivoiriens à l'époque coloniale. »

« Times », « Observer » gin and tonic

Les innombrables travaux en cours à Abidjan et dans les principales villes ivoiriennes profitent à la société aux destinées de laquelle préside l'ancien leader biafraise. La drague qu'il possède et avec laquelle ses manœuvres ramassent le sable de la lagune Ebrié n'a guère le temps de chômer. L'ancien général participe à cette prospérité spectaculaire qui caractérise l'économie ivoirienne.

L'homme d'affaires Odumegwu Ojukwu se déplace beaucoup. On pourrait le voir régulièrement à Paris, à Genève, à New-York s'il n'y séjournait pas très discrètement. Aux Etats-Unis il lui arrive de prononcer des conférences — comme ce devrait être le cas, dans quelques semaines, à Chicago, à la Northwestern University et à New-York, devant les étudiants noirs d'Howard. En de telles circonstances, il ne traite d'ailleurs point du Biafra, mais plus généralement de l'Afrique parce que, dit-il, « je laisse aux seuls médecins le soin de pratiquer des autopsies ».

Pourtant hier général-président, il affirme aujourd'hui sans la moindre hésitation : « Aucun régime militaire ne peut assumer, même temporairement, les responsabilités du pouvoir en Afrique. Tout au plus les militaires peuvent-ils momentanément arbitrer une situation difficile. » Et Odumegwu Ojukwu ajoute : « Ces soldats sont coupés de leur environnement et ne sont en réalité en étroites relations qu'avec l'ancien colonisateur. Ainsi l'armée nigérienne n'avait pour seule ambition que de servir de lien entre le Nigeria et la Grande-Bretagne. »

Visiblement, Ojukwu éprouve, vis-à-vis des Britanniques, la frustration de l'homme qui n'a pas « franchi la ligne », que les anciens colonisateurs ont refusé, par racisme, d'intégrer à leur société. Il écoute quotidiennement la B.B.C., a souscrit des abonnements au Times et à l'Observer, boit du gin and tonic, fait pour suivre des études secondaires en Irlande à deux de ses trois enfants, mais constate tristement : « J'ai quitté le Nigeria à onze ans pour me rendre en Angleterre et j'ai dû réapprendre ma langue maternelle après mon retour au Nigeria. Je suis resté dans une université britannique jusqu'en 1955 et, pourtant, je suis dans l'incapacité de donner le numéro de téléphone d'un ami en Grande-Bretagne. »

Il n'est pas plus indulgent à l'égard de la plupart des leaders africains qui, regrette-t-il, « cherchent les applaudissements des Européens alors qu'ils devraient plutôt être attentifs à leurs critiques ». D'Idi Amin Dada, il rappelle amèrement : « Londres applaudit lorsqu'il chassa le président Obote du pouvoir. »

Interrogé sur les difficultés de l'exil, il proteste : « Je ne suis pas en exil. J'achète sept années d'apprentissage, je n'ai que quarante-deux ans... » Questionné sur sa vie familiale, il répond, après

que je lui ai demandé si sa femme était africaine : « Elle est ibo, comme je le suis moi-même... » Conscient de l'impérieux devoir de réserve que lui impose l'hospitalité ivoirienne, ne fût-ce que pour ne pas irriter contre les autorités d'Abidjan les ombreux dirigeants militaires de Cocody, Odumegwu Ojukwu ne souhaite point pour autant — c'est l'évidence — sombrer dans l'oubli total. La traversée du désert doit, dans l'esprit du leader biafraise, connaître un jour son terme.

PHILIPPE DECRÆNE.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75221 PARIS — CEDEX 05
C.C.P. 250-3

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE — D.O.M. — T.O.M.
195 F 195 F 233 F 278 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
195 F 275 F 327 F 378 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
135 F 235 F 285 F 488 F

II. — TUNISIE
175 F 225 F 275 F 438 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (règlement) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : deux semaines au plus ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de joindre tous les noms propres et capitales d'imprimerie.

LA VIOLENCE A L'ÉCRAN

Gendarmes et voleurs

L'est arrivé le mois dernier à San-Francisco un homme de loi pour proposer aux responsables des différentes sociétés de télévision américaines la retransmission en direct ou en différé de l'exécution d'un condamné à mort — la peine capitale n'a pas été abolie en Californie — avec son accord bien entendu. A titre d'exemple, l'histoire de montrer aux gens à combien pourrait s'élever le prix du sang versé. La plupart des responsables en question ont décliné l'invitation. Tout en protestant contre la discrimination dont est victime la race noire, l'audiovisuel dans les prisons. Les caméras invisibles et les micros miniaturisés ne sont guère plus encombrants et ne sont pas plus dangereux que des stylos, il faut vivre avec son temps, soulait-il. Et sans aller jusqu'à leur offrir un gros plan sur la chaise électrique, les autorités à pénétrer dans les salles d'audience.

Pendant ce temps-là, à Miami, à l'autre extrémité d'un pays déclinant plein de contradictions, la télévision régionale venait justement d'obtenir l'autorisation de filmer un procès à sensation, un procès destiné à faire date dans les annales des

médias, le procès de la télévision. La télé sur la chaise, la télé d'une brutalité inutile, bon, on avait l'habitude, c'est le sujet de thèses et de communications en tous sens. Mais la télé au banc des accusés, la télé véritablement soupçonnée d'avoir incité un mineur à tuer sa voisine, une vieille dame de quatre-vingt-deux ans pour lui dérober 400 dollars, cela ne s'était jamais vu.

M. Ellis Rubio a cru pouvoir attribuer, en effet, à l'intoxication par l'image, le geste de son client, un gamin de quinze ans, qui passait de l'aveu de ses parents six heures sur vingt-quatre devant le poste. Il poussait même le culte de Kojak jusqu'à supplier son père de se raser le crâne. Débûté en première instance par un jury sans pitié — il a refusé les circonstances atténuantes — l'avocat compte revenir en appel le dossier de plus en plus accablant de la violence à l'écran. Rappelons qu'avant sa majorité le jeune Américain assistait en moyenne à dix-huit mille meurtres perpétrés en toute pétardante quiétude avec la complicité, voire la bénédiction, des autorités de tutelle : familles, écoles, églises.

La chasse au terroriste

« C'était comme à la télé », déclarait à la télé précisément ce petit garçon témoin de l'enlèvement à Cologne de M. Hans-Martin Schleyer, et de la mort de ses gardes du corps sous les balles des terroristes. Le risque de confusion entre réalité et fiction, le danger aussi de devoir céder sous la menace d'infos ou de groupes extrémistes, les préoccupations par à-coups des voisins du Marché commun. Sur-tout depuis qu'un commando du P.C.F. a fait irruption sur le plateau du journal de TF1. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les pays particulièrement exposés aux attentats, au chantage, voire au détournement des médias à des fins publicitaires par des éléments nihilistes d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, prennent à peine plus de précautions que nous n'en montrons nous-mêmes lors Cognac-Jay.

Sur le plan de l'information, en cas de « crise », de drame national, à Rome, Madrid et Bonn, le service public obéit — c'est assez normal — aux consignes gouvernementales destinées le plus souvent à protéger le déroulement de la cérémonie. On invite le public à jouer ses téléphones et ses caméras, pour de vrai, à participer vraiment à la chasse aux suspects en téléphonant tous les renseignements susceptibles d'intéresser la police.

CLAUDE SARRAUTE.

« Adieu, l'héritière » sur A2

LA CUISINIÈRE ET SES PENDUS

RAVAUDÉ à la mode « punk », le bas de laine fascine encore quelques hommes de télévision. Le grand roman familial continue donc et le chapitre « héritage », déjà maculé d'innombrables traces de doigts, propose une nouvelle fois son récit à l'ère du moi. Comme le cadavre du roman policier, le cadavre de l'épopée des gros sous s'affiche en lever de rideau. Elle, épouse la forme oblongue du carcass devant lequel le notaire remplace le commissaire tandis que — lui du genre — le testament introductible focalise les propos aigres-doux. Rien, décidément, ne manque au cérémonial dans le film de Roger Pigaut « Adieu, l'héritière ».

Séverin — Poi-Lé Person, — payson météo et alcoolique, aux joues embroussaillées de l'inévitable pallochon de trois jours, tente de s'approprier l'héritage pour lequel il a travaillé. Apprendre qu'il occupe la deuxième position sur la liste des légataires universels, les connaissances comprennent vite qu'il y a de la soustraction dans l'air.

Afin d'animer une course au trésor si bien balisée, Fernand Pigaut introduit dans le scénario la population du sodium en vogue : en psychopathe éverté, Jacques, l'héritier en titre, donne dans le tristisme et le « tout-conscience » artistique, façon Landis. Mais cette malicieuse dédicace ne trouve vraiment sa consécration que dans la séquence des pendaisons commémoratives.

qu'offendons le jeune cascadeur (en quatre-vingt-dix minutes, une bonne douzaine). Emotions sophistiquées garanties pour les boueux en herbe.

Les fiches cuisine de l'intrigue familiale sont impitoyables : pas de bon plat sans le dosage équilibré du triangle cellulaire, constitué du couple et de son rejeton (même symbolique). Pour faire bonne mesure, la tireuse de cartes, mi-sorcière, mi-comptable, se fait passer la langue au doigt par Séverin, et agrémentes ce spectacle distractif de quelques fumigations néfastes coiffant les effluves du grotin dauphinois.

Regards chargés de sous-entendus, malédiction et sourires au bel équilibre ne parviennent pas à donner à cette petite histoire les dimensions viscontiennes qui l'auraient rendue supportable. La fille-même ne ménage aucune surprise. Devinez ce qui va arriver à un jeune motocycliste qui se prend pour l'adolescent Duncan lorsqu'il insiste pour qu'on lui tricoté une chemise longue avant d'enfourcher son engin ?

Adieu... l'héritière : une raison de plus pour regarder, sur les Impression d'Afrique, tournées par Avery. — X. D.

« Les Héritiers », samedi 22 octobre, A2, 20 h. 30.

DANIEL KARLIN ENQUÊTE SUR LA SANTÉ MENTALE DES FRANÇAIS

Le prétendu hasard des aventures personnelles

LA troisième émission, « Les hommes à la tâche », la plus adhérente, se passe alternativement dans deux salons, dit Daniel Karlin. L'une est une grande papeterie de la région de Grenoble qui emploie un peu plus de mille travailleurs, une entreprise comme les autres qui connaît des licenciements, le chômage, les menaces de dépôt de bilan, une entreprise dont les salariés sont à 90 % syndiqués à la C.G.T. et où s'est produite, en janvier 1976, une longue grève avec occupation des locaux. Je rends hommage au directeur qui, sachant que j'ai voté pour le programme commun et qu'en mars je voterai pour la gauche, m'a laissé tourner — c'est extrêmement rare — et interviewer qui je voulais.

La seconde usine est ce qu'on appelle un centre d'aide au travail, un CAT, où cent quarante travailleurs dits, pratiquement tous, « débilés profonds » fabriquent des têtes de cages. « J'ai fait tant de têtes », disent-ils à la fin de leur journée, et ils sont fiers. Ce CAT fait partie d'une chaîne qui commence par l'institut médico-pédagogique et se poursuit par l'institut médico-professionnel. Il y manque encore une maison du troisième âge et un cimetière, mais le créateur de l'institution espère les obtenir bientôt. L'ensemble s'appelle, sans plaisanter, « Du berceau à la tombe ».

Le montage de l'émission met en parallèle les ouvriers de l'usine et ceux du CAT. Car je ne me force pas seulement de retrouver les hommes derrière ceux que l'on dit « irrécupérables ». Je cherche aussi à montrer que ces débilés, dans leurs souffrances et leurs rêves, ne sont rien d'autre que notre caricature, à nous, travailleurs.

Ces douleurs ces manques...

Vous dites que vous considérez cette troisième émission comme plus adhérente.

L'unité de situation et de lieu rend, en effet, les choses plus claires. Les trois émissions parlent de la même chose : de ce qui se cache, au-delà de la folie et de la déviance, derrière le prétendu hasard des aventures personnelles. Mais « Les hommes à la tâche » sont des adultes, leur destin a atteint une cohérence : c'est là qu'apparaît le mieux la similitude, l'identité de ceux qui se trouvent sur le versant de la folie et de ceux qui sont sur l'autre versant.

Vous dites que vous partez dans la seconde émission : « N'est-ce pas normal d'être fou quand les autres le sont ? » Cette position, qui consiste à refuser le statut qualitatif de la maladie mentale, est-elle encore tenable lorsqu'il s'agit d'adolescents ou d'enfants, et non plus de débilés adultes, travaillant en usine ? Beaucoup de ceux que vous filmez dans la première émission semblent avoir en effet subi de graves dommages au stade du travail en groupe.

Dans l'ensemble des institutions que j'ai visitées, j'ai vu très peu de cas dont on m'ait prouvé qu'ils n'étaient pas soignables à la maison. Pourtant, j'ai fondé le Centre d'aide au travail où j'ai filmé. J'ai cherché à montrer un exemple-type d'« irrécupérables ». Mais à partir du moment où le malade, à ce stade, il se passe entre lui et moi des choses dont personne ne se croit capable. Alors on me disait : « Bon, celui-là est psychotique ».

Parmi les pensionnaires du centre de travail, il y en a qui sont à l'évidence, malades mentaux. Mais le troisième personnage que je présente, Jean-Claude — pour tous, l'exemple même de la débilité — est celui qui tient sur le monde et sur lui-même le discours le plus subtil.

Entendez-vous bien : je ne dis à aucun moment qu'il n'est pas d'enfants irrécupérables (qui pourraient nier certains dégâts de la naissance). Je dis que le mot « irrécupérable » du regard qui ne cherche que le manque ne sert à rien ni à personne sinon à conforter la famille et la société. L'irrécupérabilité, ça ne m'intéresse pas. Le possible, si.

Quelles traces a laissées votre expérience avec Bettelheim ?

Mon point de départ reste cet autre regard qu'a porté sur la folie, après Freud, Bettelheim. « Il n'y a rien en eux de différent de nous-mêmes », me disait-il de ses malades. Néanmoins, il les traitait dans une institution fermée, à l'écart, en utilisant l'outil prodigieux de l'analyse. Et puis Bettelheim est américain.

Moi, je suis Français et j'ai eu envie de parler de la France. De plus, je ne voulais pas recourir dans mes émissions à l'exclusion dont sont victimes les malades mentaux en les limitant sans les aider aux gens « normaux ». Car tout est lié : il n'y a pas de normalité sans anormalité. Et il y a une fonction de la folie : mettre en question les grandes cohérences dans ce qu'elles ont d'oppressif. Bettelheim refusait toujours de me parler de ses patients : « Ils le feront mieux que moi », disait-il. J'ai donc voulu que les malades parlent d'eux-mêmes.

Et vous, du même coup, de vous-même.

J'en avais assez d'être désigné comme « l'homme de Bettelheim » : j'ai eu envie de m'exprimer, avec les risques et les délices que comporte le fait de savoir que l'on est devenu majeur et soi-même, ces trépidations ambiguës que l'on éprouve à la lecture de certaines histoires horribles, où retrouver en soi les personnages que Sade a poussés à leur achèvement, ça ne peut sans doute se faire que dans la fiction.

Pourtant, dans vos documentaires, que d'horreurs et de douleurs.

La douleur des mal-entendus que nous sommes tous. Cette douleur que l'on nous demande de cacher alors qu'elle constitue ce qu'il y a de plus riche en nous : les manques, les insatisfactions, l'envie de les combler et de les réparer, expliquant nos activités créatrices et productrices. Oui, ces douleurs, ces manques, qui ont affecté nos parents sont peut-être ce qui existe de plus fort en nous. Nos réussites sont leurs victoires et les réussites de nos enfants sont nos victoires.

Et leurs erreurs, nos erreurs. On peut reprocher d'enfoncer ainsi les familles et la société dans une culpabilité stérile.

Moi qui me veux marxiste, il me semble qu'une analyse du devenir des hommes s'impose, en analysant la scène de l'histoire et une analyse réductrice. Comme est tout aussi réductrice une analyse qui se réduit à la scène personnelle. Ce qui me passionne, c'est l'imbriication des deux, c'est la manière dont la grande scène des luttes sociales masque et révèle, parfois, les vecteurs individuels, ou inverses.

Si l'on a un genre de cinéma qui m'inspire, c'est bien cette scène de films américains à tendance psychanalytique, comme le *Macadam Cowboy*, où tout est fait pour que le spectateur se dise : j'ai tout compris. Contre la notion de hasard au nom de laquelle on nous enseigne les dons, les larmes, les débilés et les surdoués, je voudrais, pour ma part, que les téléspectateurs qui voient mes émissions puissent toucher du doigt la richesse prodigieuse de tous destinés. Je voudrais qu'ils se disent « on peut essayer de comprendre », et qu'ils s'efforcent pour cela de tout prendre en compte. Tout ? Les deux côtés, justement, l'existence et les luttes sociales. Et quelqu'un voulait expliquer pourquoi Valéry Giscard d'Estaing est président de la République, il faudrait bien qu'il s'interroge à la fois sur la prodigieuse volonté d'ascension sociale de la famille, mais aussi sur toute l'histoire des luttes de classes en France.

Et le rôle de l'inconscient ?

Il apparaît, Daniel, dans la seconde émission, laisse par exemple échapper une phrase bien révélatrice de son désir de liberté et de son besoin de punition : « La prison, ça ne me dit plus rien ». Mais, dans l'inconscient passent aussi, et à la fois le rapport oedipien et la lutte des classes.

L'inconscient — le mien — apparaît dans ma manière de commenter et d'interpréter. Je le sais et je ne le cache pas : c'est en se projetant sur son interlocuteur qu'on l'aide à s'exprimer. Mais on ne force personne — débile ou pas — à dire ce qu'il ne veut pas dire.

Ainsi Corinne, dans le même film, déclare ne plus vouloir connaître son père. Il lui a toujours fait sentir qu'il désirait un garçon. Du jour où elle a cessé de lui parler, elle a changé son prénom en Korinne. Elle a lu Kafka. Je lui suggère qu'elle a choisi cette nouvelle orthographe parce que le K fait plus masculin. « Non », me dit-elle dans l'émission. Puis, au moment où l'on recharge les bobines, elle me lance : « Comment as-tu compris ? » Et elle ajoute : « Je ne le dirai jamais à la télévision ».

On pourra me reprocher la fin de la première émission. J'y montre une famille, le père, la mère, trois filles, originaires de Vendée, qui dansent la bourrée, et je dis que dans cette famille « passe quelque chose de l'ordre du bonheur ». Ma femme est Vendéenne. J'ai trois filles, et c'est vrai que je privilégie dans l'émission ce qui vient de ses origines. Je le fais parce que je suis le fils d'un homme qui, toute sa vie, a souffert de l'exil : n'est-ce pas le privilège de l'auteur ?

Quel rôle attribuez-vous au médium — la caméra — dans vos rapports aux malades et, plus généralement, aux téléspectateurs ?

La télévision est devenue un élément intégral de la vie quotidienne : quand j'arrive avec une caméra, je représente le corps social qui se porte à l'écoute de ceux qui, d'habitude, n'ont aucun droit à la parole. Pour les malades mentaux, comme pour tous les exclus, la télévision est une reconnaissance.

D'autre part, la caméra donne, à l'inverse du miroir, une image qui reste, une image plus



(Dessin de CHENEZ.)

définitive que le reflet, mais moins dangereuse. Je me souviens d'un enfant autiste qui cassait tous les miroirs et qui effaçait de la main l'endroit où il avait vu son visage. Avec la caméra, ce n'est pas possible. Chez certains, la présence de l'objectif accentue les tendances à l'exhibition. Mais, alors même que l'on joue la comédie, on livre quelque chose d'essentiel.

Des langages déformés

Quand je fais une émission de télévision, le regard des téléspectateurs est déjà là. Curieusement, quand j'écris, je ne sens pas le regard du lecteur. Je suis seul. Je ne dépende plus de personne. Je peux enfin me laisser aller à parler de moi.

Le langage de la télévision et celui du cinéma sont des langages déformés qui ne retravaillent jamais ce qu'on voudrait leur faire dire : on se bat avec la technique pour arriver à un à-peu-près. Si je me reporte à mes films, je suis d'abord dans ma langue, dans mes mots, les mots que j'ai dits et que j'ai entendus : le seul langage vrai, le plus proche d'une situation analytique, est sans doute l'écriture.

Propos recueillis par ANNE REY.

(1) Le Récit du plus fou. Ed. Sociales, 352 pages, 45 F.
* A partir du 23 octobre, A2, 21 h. 40.

Les ruses de la publicité

UNE POULE A VISAGE HUMAIN

ELLLE apparaît vingt secondes pour faire l'éloge d'un flan aux œufs. Une poule qui parle : c'est insolite, cela subjugue. Et qui vante un flan aux œufs : c'est « naturel », cela convainc. Quel est le plus insidieux qu'un message, pour couvrir d'authenticité rurale la facticité de la cuisine urbaine ?

A vrai dire, lorsqu'on la voit paraître dans une chaîne de spots qui nous invitent à consommer, on se demande un instant s'il ne s'agit pas d'un animal qu'on va plumer sous nos yeux pour satisfaire nos appétits dominicaux. Mais au son de sa voix la surprise nous cède les rênes et la projection anthropomorphique qui s'ensuit censure en nous toute velléité cannibale : on ne va tout de même pas bouffer grand-mère !

C'est une grand-mère qui perçoit sous l'apparence d'un gallinacé, dignité du masculin, dodelinement de la tête, voix saine mais cell vit, elle fait autorité en matière de recettes : « Mesdames, Mesdames, dit-elle avec une solennité apprêtée, maintenant, pour faire un bon flan aux œufs, il suffit d'avoir du lait et le flan aux œufs X. Tout est dans la bôffe, même le caramel ».

Il suffit : verbiage du fonctionnel. Tout est dans la boîte magique. Il y a une telle disproportion entre le geste démodé et le résultat promis, que la proposition il suffit,

dans sa retenue même, acquiesce une force d'appel supérieure à l'impératif il faut. Mais l'impératif était déjà là, latent, dans l'autorité de grand-mère poule. La ménagère à qui s'adresse ce message, notamment par enfants interposés, est invitée à se ranger dans la traditionnelle hiérarchie maternante grand-mère/mère/enfants (1). A s'identifier à la poule qu'elle voit en obéissant à grand-mère qu'elle entend. Bref, à pondre un flan pour ses pousins. Écoute à celle qui refuserait cet accouplement culinaire sans douleur !

Ainsi procède la publicité télévisée dans sa tâche quotidienne d'aliénation des personnes aux choses. Le rural est appelé pour cautionner l'urbain ; l'insolite ne surprend que pour ramener au naturel : le relationnel s'y réduit au fonctionnel. Tout écart ludique à pour objet de fortifier la norme. Et l'imagination des annonceurs, la créativité, ne servent qu'à développer l'esprit de recette des ménagères. Mais, dira-t-on, la féerie publicitaire ? Du flan !

FRANÇOIS BRUNE.

(1) On voit dans les hommes ! Au travail. Dans l'entreprise où ils inventent des procédés de fabrication de flan aux œufs. Dans l'agence où ils développent l'image de marque de nouveaux produits. Ils sont ceux qui pensent pour la ménagère et dissimulent leur volonté de puissance sous le discours de grand-mère poule.

RADIO-TELEVISION

La guerre des sondages

L'ART D'ACCOMMODER LES CHIFFRES

LES sondages, pour quoi faire ? La course au pourcentage, nouvelle frénésie des organismes de télévision, tient autant de la machine à décevoir que de la logique du tirage-à-bulle. Le calcul des tarifs publicitaires semble la seule justification de ce marketing de l'opinion qui exaspère les créateurs. Pourtant, les sondages apparaissent aussi comme le seul moyen de connaître les réactions d'un public dispersé, et d'améliorer la qualité des programmes en fonction de l'attente des téléspectateurs et de la mission culturelle de la télévision. Le paradoxe est connu, et son maniement fait florès dans tous les débats rhétoriques sur l'audio-visuel : les esthètes opposent furieusement la qualité à la quantité au nom des *happy few*, et les divertisseurs déclament une apologie du grand nombre en invoquant le public « populaire ». Discussions creuses, badigeonnées à grands coups d'idées reçues, et où le plus fort en gueule finit toujours par avoir le dernier mot.

La presse porte sa part de responsabilité dans ce dévoiement : sous couvert d'information, elle surenchérit parfois en publiant des résultats insignifiants, dénués de tout valeur de connaissance. Qui a fait le plus ? hier, le film d'Antenne 2 ou le débat de TF 1 ? « La Lorgnette » a-t-elle rogné des points à C'est pas sérieux. Un climat de référendum perpétuel semble destiné à faire participer le public à la guerre que se livrent les chaînes à son détriment.

Les responsables du Centre d'études d'opinion sont les premiers à s'inquiéter de ces manipulations : « La prolifération sauvage des sondages nous conduit à un concept de majorité qui est dangereux », déclare Jacques Braun, chef du service études et qualité dans un sondage, il n'y a pas un, mais des chiffres, et l'on doit constamment insister sur le fait qu'il n'existe pas un public, mais des publics. »

Les neuf « dimensions » de la qualité

Créé en janvier 1975, le C.E.O., dirigé par M. Philippe Raguenau, est le seul organisme officiellement habilité à enquêter auprès des téléspectateurs. Les textes législatifs l'autorisent à une double mission : calculer la variation de l'indice d'écoute de chaque chaîne, et présenter à la commission de la révélation des notes de qualité qui interviennent à part égale avec celles qu'établit la commission de la qualité. « En juin 1975, confesse Jacques Braun, l'atmosphère était au découragement. Pressés par le temps, nous avons dû proposer des notes qui relevaient plutôt du pot-pourri d'informations que d'une véritable synthèse fondée sur des critères éprouvés. » Mais dès octobre et malgré les frictions qui l'opposent aux services de sondages particuliers à chaque chaîne, le C.E.O. s'organise pour mettre en place un « questionnaire qualité » qui recueille en février 1976 l'aval des sociétés.

Dans un exposé, prononcé en novembre 76, M. Jacques Durand, directeur adjoint du C.E.O., soulignait les difficultés de cette entreprise. La première difficulté réside dans la notion même de qualité, remarquablement floue. Trois approches sont possibles : l'approche élitiste, qui renvoie sa définition au ciel des idées platoniciennes ; l'approche fonctionnaliste, qui s'en tient aux données officielles des missions de la télévision ; et l'approche « subjectiviste », qui prend en compte les attentes des téléspectateurs. Abandonnant aux spécialistes de la commission de la qualité le soin de la première, le C.E.O. a choisi la troisième option.

Toute mesure se trouvant vouée à l'arbitraire des questions posées pour l'obtenir, les chercheurs du C.E.O. l'ont confiée au public le soin de fournir lui-même le matériel du questionnaire. Une série d'interviews non directives réalisées par l'IFOP et la SORFES sur le mode : « Que pensez-vous de la télévision ? » autorisa par recoupements la sélection de neuf « dimensions » de la qualité, désormais introduites dans chaque sondage : apport personnel (informationnel, éducatif, culturel) ; service de presse des différents médias, lesquels naissent généralement qu'à une concurrence dérisoire. Ni les usagers ni les créateurs n'accèdent ainsi paradoxalement à ces informations qui leur permettraient de contrôler l'usage qu'en fait la télévision et d'exiger de ce qui reste un service public qu'il en soit tenu compte, fût-ce au mépris de la sacro-sainte audience. Secret et démocratie font rarement bon ménage.

L'abus du secret

La rigidité des programmes tendrait à faire penser que les chaînes se soucient peu des attentes des téléspectateurs en matière de qualité. Désormais bien informées, il faut espérer qu'elles sauront prendre en considération les travaux du C.E.O., sans se contenter de n'en retenir que l'aspect quantitatif : les sondages d'écoute ne prennent leur sens qu'accompagnés des indications qui les pondèrent. Malheureusement, le secret qui entoure ces études reste un lourd handicap. Les résultats diffusés auprès des responsables des chaînes portent le plus souvent cette mention signée du président de la commission de la révélation : « Les informations que contient ce document ont un caractère confidentiel, et, en particulier, elles ne doivent pas faire l'objet de communication à la presse. »

Cette délicate attention, sans doute motivée par la crainte d'une utilisation abusive des chiffres, met les journalistes à la merci des fuites organiques par le service de presse des différents médias, lesquels naissent généralement qu'à une concurrence dérisoire. Ni les usagers ni les créateurs n'accèdent ainsi paradoxalement à ces informations qui leur permettraient de contrôler l'usage qu'en fait la télévision et d'exiger de ce qui reste un service public qu'il en soit tenu compte, fût-ce au mépris de la sacro-sainte audience. Secret et démocratie font rarement bon ménage.

XAVIER DELCOURT.

Grenoble. — Fermé sans explications quelques jours avant la saison d'été, l'émetteur de FR 3-Mont-Blanc a été « démantelé » en secret par des techniciens de Télédiffusion de France le 16 juin dernier (le Monde daté 29-27 juin). — Le « Radio local » de Chamonix devrait à nouveau émettre dans les premiers jours de décembre. Parallèlement, Radio-France rouvrira pour la saison d'hiver, et pour la troisième fois consécutive, son antenne « locale » de Val-d'Isère. Les responsables des deux sociétés l'ont confiée aux maires des deux communes, mais en précisant que leur « retour à la neige » demeurerait toutefois soumis à l'accord du premier ministre.

Si la radio « blanche » de Val-d'Isère eut, depuis 1975, le mérite de la régularité telle était de Noël à Pâques, celle de Chamonix

HISTOIRE D'UN JOUR : LE PROCÈS PÉTAIN. — Du 24 au 28 octobre, Europe 1, 14 heures.

Le 23 juillet 1945 commençait devant la Haute Cour le procès de Philippe Pétain. Les débats devaient durer plus de trois semaines. Que furent ceux-ci ? Toutes les pièces ont-elles été produites devant les vingt-sept jurés ? Pourquoi la Cour condamna-t-elle le maréchal à mort en émettant le vœu que la peine ne soit pas appliquée ? On sait la suite, la grâce, puis l'exil à l'île d'Yeu, on sait que peut-être dans cette dernière période de sa vie, le chef du gouvernement de Vichy n'était plus tout à fait lucide.

Le récit de Philippe Alfonsi, illustré par un grand nombre de documents et de témoignages, va tenter d'« éclaircir les zones d'ombre qui subsistent encore » sur cette page d'histoire et sur les significations qui lui sont prêtées.

ENTRETIENS AVEC CHENG TCHENG. — Du 24 octobre au 4 novembre, France-Culture, 22 h. 30.

Né en 1900, en Chine, dans une famille de mandarins lettrés, Cheng Tcheng, fondateur du Syndicat des cheminots, se retrouve aux côtés de Chou En-lai en 1919. Comme celui-ci, il viendra à Paris, avant de retrouver son pays en guerre avec le Japon. Sa vie sera ensuite une suite d'aventures, d'exils et de retours. Ami de Valéry, de Romain Rolland, d'Henri Matisse et de Picasso, le vieil homme parle ici, interrogé, écouté par Claude Hudelot. Il évoque de grandes rencontres, mais aussi sa famille, l'his-

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont publiés dans le Monde de Rééducation n° 32 daté octobre 1977, qui les publie régulièrement tous les mois.

Les films de la semaine

● TIENS BON LA RAMPE, de Gordon Douglas. — Dimanche 23 octobre, TF 1, 18 h.

Une comédie américaine de science-fiction pas très drôle. Gordon Douglas, artisan du western, n'a pas tiré grand-chose d'un scénario bécoté. Comme, de toute façon, la voie française prêté à Jerry Lewis par le doublage est toujours insupportable, autant s'abstenir.

● PEAU D'ESPION, d'Edouard Molinaro. — Dimanche 23 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Comment un Français, ancien officier en Algérie, devient agent secret malgré lui et finit par découvrir les vertus patriotiques de ce métier. Le message idéologique peut ne pas plaire à tout le monde. Mais il est enrobé dans une intrigue bien couverte et la technique de Molinaro est sans défaillance. Et puis, Louis Jourdan, qui joue comme un grand acteur américain, est très séduisant.

● LE REBELLE, de King Vidor. — Dimanche 23 octobre, FR 3, 22 h. 30.

Histoire inspirée de la vie — romancée par Ayn Rand — de l'architecte Frank Lloyd Wright, bâtisseur aux conceptions révolutionnaires. L'apologie de l'individualisme et de l'individualisme américains est du King Vidor tout pur. Audace plastique de la mise en scène, choc de caractères, ambitions sauvages, violents éclairs d'érotisme allusif. King Vidor voulait Humphrey Bogart pour le rôle de l'architecte. Il eut Gary Cooper, qui est splendide. On retrouve là une des plus étonnantes

toire de son pays. Ecrivain, Cheng Tcheng est de plus un conteur plein d'humour et s'exprime remarquablement en français.

● VARIÉTÉS : PILE ET FACE. — Mardi 25 octobre, TF 1, 20 h. 30.

L'équipe de « L'Affiche du monde » revient aux variétés qu'elle avait abandonnées depuis 1971, en dehors des « Années 30 » et d'un film sur Edith Piaf. Claude Friboulet et Bernard Balthus proposent Michel Sardou pour leur premier « Pile et face », qui est un rendez-vous plaisant.

La fiction traverse l'émission, où les reportages succèdent aux chansons, le décor est toujours montré avec son envers, le plateau avec ses coulisses et les réussites présentes avec les contreparties passées ou passées. C'est, comme il faut, construit. Il suffit d'aimer Michel Sardou, Yves Duteil, Eddy Mitchell, Georges Moustaki, Colette Renard, The Bothy Band et les Etolles, et on restera bien comme ça pendant des heures.

● DRAMATIQUE : C'EST MOZART QU'ON ASSASSINE. — Mercredi 26 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Le petit garçon s'appelle Martin dans le roman où Gilbert Cesbron raconte la fin d'un couple, l'histoire d'un divorce et les répercussions de celui-ci sur la vie d'un enfant qui ne peut pas tout comprendre et se retrouve ballotté d'un endroit à l'autre, victime de la séparation de ses parents. Pierre Goutas est le réalisateur de cette adaptation signée Jean Patrick et Christine Garnier. Louis Seigner joue le rôle du grand-père du petit Martin, ici Cyrille Brisse.

● MAGAZINE VENDREDI : SPÉCIAL INFORMATION. — À partir du 28 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Pour le deuxième anniversaire de leur magazine, Maurice Cazeneuve et Jean-Pierre Alessandri proposent une émission spéciale en quatre volets consacrée à l'information.

actrices d'Hollywood, Patricia Neal, qui allait être, ensuite, victime du macarthisme.

● KING KONG, de Merien C. Cooper et Ernest B. Schoedsack. — Lundi 24 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Le seul, le vrai, l'unique King Kong inventé en 1933. Avec son budget colossal, John Guillermin, en 1976, n'a fait que démanteler et élargir le sujet de cette œuvre fabuleuse où les cris de Fay Wray, prisonnière du gorille géant, donnent toujours la chair de poule. Les décors de jungle à la Gustave Doré, les truquages aussi poétiques que fantastiques ne sont pas seulement des promesses de la technique. Tout cela crée un mythe stupéfiant.

● BLUFF, de Sergio Corbucci. — Lundi 24 octobre, FR 3, 20 h. 30.

L'Arnaque pastichée d'une manière rocambolesque par une comédie italienne bécotée et située, on ne sait trop pourquoi, dans le midi de la France. Ça grogne dont on ne sait pas s'il est volontaire : le Monde est présenté comme un journal des années 20 et deux escrocs en font imprimer et vendre une édition pirate !

● LE 6 JUILLET, de Youli Kerselak. — Mardi 25 octobre, A 2, 20 h. 30.

Comment Léonide le 6 juillet 1918, fit échouer un putsch des socialistes révolutionnaires de gauche. Reconstitution soignée d'une page — mal connue en France — de l'histoire de la révolution soviétique. Léonide est exécuté à peu près de la même manière que

Staline en d'autre temps. Et, par-delà le culte de la personnalité, ce film — d'ailleurs intéressant — réalisé en 1967, vise tous les mouvements « gauchistes ».

● ALVAREZ KELLY, d'Edward Dmytryk. — Mardi 25 octobre, FR 3, 20 h. 30.

La guerre de Sécession vue à travers un conflit très pittoresque : des Nordistes et des Sudistes se disputent la possession d'un troupeau de bovins. Il faut bien que les soldats mangent. Loin de tirer parti de cette démythification apportée par le scénario, Dmytryk est retombé dans le romanesque historique du vieux Sud de Scarlett O'Hara. Mais William Holden et Richard Widmark s'affrontent de façon très spectaculaire.

● LES CENTURIONS, de Mark Robson. — Mercredi 26 octobre, FR 3, 20 h. 30.

De l'Indochine à l'Algérie, d'une guerre coloniale à une autre, le comportement de quelques officiers parachutistes et leurs conceptions militaires. Le récit de Jean Lartéguy avait été un grand succès de librairie. Le réalisateur américain Mark Robson a surtout cherché à exploiter ce succès dans une superproduction à vedettes. De belles images défilent, la psychologie des personnages reste sommaire et les vrais problèmes ne sont pas posés.

● FAUSTINE ET LE BEL ÉTÉ, de Nina Compagnon. — Jeudi 27 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Première réalisation de Nina Compagnon, longtemps auteur et collaboratrice de Michel Deville. Un A quoi rêvent les jeunes filles ? moderne. Les ébats bucoliques d'une fausse ingénue qui joue les voyeuses. Une mise en scène trop sophistiquée fait que le film, tantôt se complait dans un érotisme racrocheur, tantôt s'engoue dans le maniérisme sentimental. Seul intérêt, en fait : la réunion de jeunes comédiennes et comédiens alors quasiment inconnus et qui sont devenus célèbres.

● LES JOYEUX GARÇONS, de Grigori Alexandrov. — Vendredi 28 octobre, A 2, 22 h. 50.

En 1934, Alexandrov, qui avait appris le cinéma chez Eisenstein, inventait pour le cinéma soviétique, un genre nouveau : la comédie musicale avec jazz et gag burlesques façon Marx Brothers. La satire sociale n'était pas absente de ces Joyeux gar-

Premier volet : « Ce jour-là », présenté par André Campana. Le 31 octobre 1976 était diffusé le premier numéro du magazine. L'actualité suivait son cours : qu'en reste-t-il dans la mémoire de ceux qui se sont informés ce jour-là ? À partir de l'affaire Clausen et de quelques autres, les auteurs se demandent « comment fonctionne le système de production de l'information » et si l'information quotidienne rencontre l'histoire.

Les trois volets suivants, les 4, 11 et 18 novembre, analyseront notamment la « une » des journaux, examineront comment les événements sont vécus par le public, et, pour finir, présenteront des extraits des journaux télévisés du même jour dans sept pays.

● FEUILLETON : LES REBELLES (premier épisode : LE FEU). — Samedi 29 octobre, A 2, 20 h. 35.

Clarguemont, petit village cévenol à l'heure du Front populaire. Première période d'une adaptation de la trilogie de Jean-Pierre Chabrol. Le feu embrase la région minière de la Grand-Combe. En contrepoint, la montée du nazisme en Allemagne, l'apparition des étoiles peintes sur la vitrine des commerçants juifs et les articles optimistes de l'Humanité affirmant que Hitler ne passera pas l'hiver.

Creuset des rébellions, la patrie des Camisards demeure le point ultrasensible du corps social français. Tous les frémissements qui la parcourent s'exacerbent ici : lutte contre les conditions de travail infernales, hésitation entre les traditions du combat armé et les nouvelles formes de revendications syndicales, chamailleries entre socialistes et communistes... La révolte des enfants nourris de cette épopée ouvre la porte à des adultes pour faire front commun contre le patronat et sa police.

Une distribution remarquable où le mythe du héros s'efface devant le stérilisme des seconds rôles, tous étonnants de justesse. Dans les limites du classicisme, voilà de la grande télévision, loin des clichés du feuilleton « social ». A ne pas manquer pour se remettre en mémoire une période mal connue de notre histoire.

cons, mais on trouvera là une liberté d'expression et d'invention visuelle, une fantaisie débridée qui, aujourd'hui encore, ont de quoi étonner.

● LA GUERRE DE MURPHY, de Peter Yates. — Dimanche 30 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Peter O'Toole s'acharne à décrire un sous-marin allemand dans le monde du côté du Venezuela à la fin de la deuxième guerre mondiale. Version masculine — et en plein cabotinage — de la merveilleuse Katharine Hepburn dans African Queen. Les faux talents de Peter Yates (consacré, un peu trop vite, par Bulfinch éclipse ici avec évidence. Ce ne sont que trucs et scènes à l'assonance.

● LARMES DE CLOWNS, de Victor Sjostrom. — Dimanche 30 octobre, FR 3, 22 h. 30.

Début d'un cycle consacré aux films tournés en Amérique par Sjostrom, géant du cinéma suédois des années 1910-1930, que Hollywood repassait sous le nom de Larmes de clowns est l'adaptation fort singulière (beaucoup d'intentions, de symboles et la poésie de l'univers du cirque) d'une pièce russe de Leonid Andreïev. Lon Chaney, spécialiste des personnages monstrueux, joue ici, avec talent, un rôle psychologique.

● LA NUIT DE L'IGUANE, de John Huston. — Lundi 31 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Huston mal embarqué dans l'adaptation d'une des pièces les plus morbides et les plus « décadentes » de Tennessee Williams. Génie, en particulier, par la misogynie de l'auteur dramatique. Il s'en tire en portant sur Ava Gardner, au crépuscule superbe de son mythe, le regard d'une caméra fascinée. Richard Burton, lui, se débrouille — très bien d'ailleurs — avec la guerre des sexes et les femmes hystériques chères à Williams.

● L'HOMME DE L'OUEST, d'Anthony Mann. — Lundi 31 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Gary Cooper vieillit, dur, bruni, devient l'envers du héros idéalisé d'autrefois. Mais Anthony Mann n'a-t-il pas été le premier à sortir le western de la légende hollywoodienne, à retourner le mythe des « brigands bien-aimés » et des conquérants de l'Ouest ? Il signe, ici, le constat de décès d'un genre dont il fut l'un des maîtres.

مكتبة الشبي

POINT DE VUE

Va-t-on dilapider le « capital » du mouvement écologique ?

par C.-J. MAESTRE (*)

FORT naturellement et fort heureusement se développe par l'intermédiaire d'un débat sur l'écologie. On y trouve comme à l'habitude beaucoup d'utopies, d'inconditionnalités, d'ambiguïtés plus ou moins coulées. Il me semble que l'écologie étant pour l'heure le terme assez peu heureux autour duquel se regroupent nombre d'intuitions diverses, profondes et dignes d'être entendues, le mouvement de fond qui y correspond risque fort de dilapider le capital qui en fait un des pôles de réflexion dont les sociétés industrielles ont bien besoin. J'ai trois raisons de craindre cette dilapidation.

La première tient à la naïveté dont semblent faire preuve les leaders pleins de bonne volonté, mais souvent inexpérimentés, éparpillés et inorganisés, qui aux yeux du public conduisent actuellement le mouvement. J'en veux pour preuve l'affaire de Creys-Malville.

Il faut être bien naïf, en effet, pour ignorer que, pour des raisons multiples dont la moindre n'est sans doute pas l'absence de guerre depuis plus de trente ans dans le monde, guerre généralisée s'enamant, et par la suite d'une vie sociale pauvre en aventures créatrices aux yeux des jeunes, nos sociétés industrielles portent en leur sein un potentiel explosif redoutable. Il est fait de tous ces garçons et filles qui vivent cette période de l'existence où l'on éprouve le besoin intense de forger en soi le prix de la vie en courant des risques. Tous les mouvements se parant de quelque généralité, authentique ou de façade, trouvent là des troupes disponibles, prêtes à en découvrir si besoin en est. Or le mouvement mobilisateur est lui-même un mouvement de violence au nom d'une cause (soit le terrorisme au nom de causes nationales), et les leaders trouvent sans peine les moyens de leur action ; ou ce mouvement peut évoluer dans la paix, à titre au moins tactique, et ses structures doivent impérativement être suffisamment fortes pour encadrer des troupes si mobiles et turbulentes. Certains partis ou syndicats disposent de telles structures : encore celles-ci se trouvent-elles parfois dépassées,

imposant d'acrobatiques récupérations.

Comment les écologistes ont-ils pu être assez naïfs pour croire que, sur vingt mille personnes, dont probablement une forte majorité de jeunes, ne se trouvaient pas quelques centaines de ces garçons et filles dont l'écueil et la rébellion intérieure transforment toute cause en affrontement ? Comment ne se sont-ils pas alors posé le problème de la maîtrise de ce potentiel, et, s'ils n'en avaient pas les moyens, pourquoi n'ont-ils pas renoncé à choisir d'autres voies de manifestation ? Il est grave de risquer ainsi la dilapidation du capital d'une cause. Il y a sans doute plusieurs coupables des heurts de Creys-Malville, mais n'y a-t-il pas parmi eux, et je le dis avec peine, des écologistes coupables de légèreté ?

Ma deuxième raison de craindre n'est pas aussi flagrante, mais, en vérité, beaucoup plus profonde. Notre pays manque cruellement d'imagination, ou alors les démarches de son esprit sont, quelles que soient la cause défendue et ses apparences révolutionnaires, terriblement figées et conservatrices. L'absence d'imagination des syndicats ou des partis en témoigne largement à mes yeux, et, dans le cas qui m'occupe ici, celui des leaders d'un mouvement.

Cette polarisation sur le nucléaire me semble à la fois parfaitement compréhensible et terriblement légère. Compréhensible, car je sais qu'il faut toujours présenter des données schématisées et mobilisatrices aux foules, et l'atome, si je puis dire, ces vertus, du fait de son histoire. Légère, car, quand on pousse un peu les leaders du ou, plutôt, des mouvements écologistes, ils invoquent une nouvelle croissance dont aucun n'est capable de donner une traduction simple dans la vie quotidienne, individuelle et collective, traduite en développements en priorité par chacun, sans intervention d'un quelconque Etat tout-puissant. Il semble qu'ils ne puissent davantage préciser quelques notes et moyens opérationnels d'intervention vers cette nouvelle croissance.

Pas plus que précédemment, la naïveté n'est permise. Etant données nos histoire et sa situation actuelle, la France aura toujours, au moins pour longtemps, de plus d'énergie qu'elle ne peut en trouver sur son sol ; d'autre part, une indépendance difficilement contestable lui commande de ne pas développer ses achats à l'étranger. Dans ces conditions, l'appel au nucléaire ne peut être éliminé a priori. Mais qui, parmi les écologistes, ayant pragmatiquement reconnu ces faits, avancera que le premier terrain sur lequel il faudrait se battre est celui des économies quotidiennes, pour lesquelles chacun, chez soi ou dans son travail, peut quelque chose sans l'intervention de personne ? Qui dira que le danger du nucléaire sera à la mesure inverse de ces économies, et, donc, dépendant de l'aptitude de chacun à les faire ? Qui dira que les capacités reconnues des Français à se débrouiller peuvent faire là des merveilles ? Qui dira que la nouvelle croissance commence par cette autonomie des individus en action pour créer de nouveaux comportements ? Qui dira combien un pays comme la France peut économiser de la sorte : 10 %, 20 %, 30 % ?

Ne soyons donc pas utopiques ; une certaine sauvegarde de notre culture passe par une certaine indépendance, et celle-ci ne va pas sans une compétitivité économique qui, les choses étant ce qu'elles sont, et Dieu sait qu'elles ne peuvent changer véritablement que lentement, exige un minimum d'énergie, donc nous ne sommes pas riches. Le problème est, dans ces conditions, de réduire le recours au nucléaire au minimum inévitable, et, pour cela, le devoir d'économie devrait donner lieu à une véritable mobilisation de chaque citoyen, mobilisation qui commencerait à inscrire dans les faits le milieu de la nouvelle croissance. Celle-ci ne débutera pas un certain grand jour : elle peut naître à chaque heure de vie de chaque individu convaincu et citoyen.

Tout cela, je ne l'entends pas dire par ceux qui se réclament de l'écologie, et ce silence me paraît menaçant : c'est là ma deuxième crainte.

La troisième raison est encore moins flagrante et sans doute encore plus profonde. Je suis très frappé de voir et de sentir combien les connotations de l'écologie sont étroites au sein de la population française. Elle est assimilée à la verdure, aux prés, aux forêts ; à la nature végétale et un peu à la nature animale. Une telle image risque fort de cantonner les écologistes dans des rôles de jardiniers amateurs, nécessaires, mais secondaires. Si l'écologie est l'étude et la prise en charge des rapports de l'homme avec son environnement, le premier élément de ce dernier est, me semble-t-il, constitué par les autres hommes avec lesquels il se trouve en relation à un titre quelconque : ensuite viennent animaux et végétaux. Quand comprendra-t-on qu'il n'est pas possible de dissocier un système de son milieu, l'homme de son environnement, les rapports des hommes entre eux et le cadre vivant ou non, où ces rapports se déroulent ? Quand admettra-t-on que l'homme est aussi une machine biologique au sein de laquelle tout trouve une traduction, en particulier les rapports sociaux et donc les états résultant sur ces rapports ?

Alors, de grâce, cessons donc d'être naïfs et de marcher derrière des utopies sentimentalistes. Il est gentil, et pas plus, de parler de retour à la nature et de laisser répondre l'idée que l'écologie vit autour de ce slogan. Il est commode et peu réaliste de mobiliser autour de l'opposition à Super-Phénix sans le faire au sein d'un cadre d'action fort et cohérent qui implique d'autres actions vigoureuses, mais toujours non violentes. Il est plus difficile de construire une politique responsable à partir de réalités matérielles et humaines, nationales et internationales, en influençant la route à partir de tous les germes nouveaux cultivés.

En vérité, tant que l'écologie n'aura pas démontré son potentiel d'information, elle court tous les risques : la récupération, la ridiculisation, la déstabilisation, l'extinction ou ce rien d'opposition gentille qui sert de caution aux plus forts pour faire croire à la pureté de leurs intentions.

(*) Chercheur, consultant auprès des organismes internationaux.



SNOBISME

Il fallait « l'avoir vu »

LE spectacle de la Compagnie Merce Cunningham (1) a tenu pendant deux semaines l'affiche au Théâtre des Amandiers de Nanterre. Il fallait — absolument l'avoir vu — pour oser sortir le soir à Paris. C'est la mode de « l'avoir vu », exacerbée par le désir de paraître et qui entraîne parfois des effets cocasses.

Une demi-heure avant le début de la représentation, le hall du théâtre bruisse d'angoisse. Outre ceux — plusieurs centaines — qui, ayant réservé par téléphone, n'ont pas pu s'obtenir une place, des dizaines d'imprévoyants s'agitent en quête d'un billet. Prières, ruses, combines, disputes et même larmes : la rage d'entrer n'était limitée que par les normes de sécurité qui empêchaient les organisateurs de boucher la salle au-delà du raisonnable.

Dans l'antichambre, énorme et bonodé d'ailleurs, on ne recueille devant rien — ou presque — pour s'asseoir enfin dans le fauteuil convoité, courtoisie, politesse, respect du autre étaient balayés. Réservés des sièges pour un groupe d'amis retardataires trisaient l'exploit et provoquaient l'empoignade.

(1) Le Monde a rendu compte de ce spectacle dans son numéro du 18 octobre. Il l'avait présenté dans un article de Gérard Cordés dans le Monde des arts et des spectacles du 12 octobre.

Ce vent d'hystérie rompt brutalement lorsque les lumières s'éteignent. Après dix minutes de chaos, l'énervement remonte doucement. C'est que Merce Cunningham n'est ni Nouriev ni Béjart. Il n'est pas facile d'entrer dans son univers où le silence et les bruits remplacent la mélodie, où le jeu des corps et des couleurs seul soutient la trame et le sens du spectacle. Les mêmes qui s'accrochaient si fort à leurs sièges l'instant d'avant commencent à s'agiter, à murmurer, à bâiller.

A l'entracte, les commentaires — « J'ai chaud », « J'ai soif », « A-t-il les pieds plats ? » (sic) — montraient qu'une bonne moitié du public n'avait rien compris et s'ennuyait ferme. Quelques-uns, crispés, n'osaient exprimer leur opinion, redoutant de paraître dépassés. D'autres, plus courageux ou toute honte bue, décidaient d'abandonner. Les optimistes, eux, tâchaient de se convaincre que « ça allait — enfin — commencer » (répète). C'était au point que, dans certaines rangées, les spectateurs convaincus — et ravis — avaient à peine exprimé leurs sentiments de peur de se faire agresser.

A la fin du spectacle, ce fut un rude concours : applaudissements contre huées et sifflets. Pourtant, en sortant, tous semblaient satisfaits. Ils « avaient vu » ils pourraient, en parler... — V. M.

Propos d'un chômeur

ON parle beaucoup des chômeurs, dans la presse, à la télévision. Mais les chômeurs ne parlent pas beaucoup. Pour une fois, c'est la minorité qui est silencieuse. J'en fais partie et, si insolite que cela paraisse, j'aimerais dire un mot à ce sujet, mon mot de chômeur.

Bien entendu, je n'ai pas la prétention de m'exprimer au nom de ceux dont je partage le sort. Ecrivain et cinéaste, je sais ce que l'insécurité signifie. Ancien cadre (et même cadre supérieur, si j'en juge par le critère des voyages transatlantiques, restaurants réputés et notes de frais en tout genre, et à saison, à châteaux...), je demeure solidaire de ceux que l'on arrache brutalement à leurs responsabilités, j'ai mesuré l'incertitude des fusions de sociétés, vécu leur rudesse et admiré le culte monstrueux des soi-disant experts. Enfin, il y a les jeunes dont je partage les réactions, devant une société placée sous le signe de la double écousse (abondance et privation, expansion et crise, mythe et réalité).

S'il est permis de conserver un peu d'humour, assez noir en l'espèce, l'évoquerai brièvement mon propre cas. Je reviens des Antilles où j'étais fini par croire, que, dans un rayon de 100 kilomètres, le long d'un rivage de l'océan Pacifique, je représenterais la culture française à moi seul. J'écrivais, je publiais en français, grâce à des subventions d'organismes locaux, je donnais dans les universités des cours sur la littérature et le cinéma français, je rendais visite aux enfants des écoles et aux dames des clubs. On m'interrogeait sur tout : sidérurgie lorraine, R.E.R., vignobles champenois, Renault, Ionesco et, naturellement, les secrets de M. Giscard d'Estaing en matière d'énergie nucléaire.

Je rentre à Paris. C'est la plongée en plein chômage, avec les allocations d'aide, publique ou taux de 21 francs par jour. Je manquais d'une documentation de première main sur cet aspect capital de la vie contemporaine. Me voici servi.

L'autre jour, j'attendais l'autobus, lent à venir dans un coin

du seizième arrondissement, en compagnie d'inconnus : un garçon d'une vingtaine d'années, un quinquagénaire décoré (l'était-il ?). Qu'importe, il méritait de l'être ! Encore mon ironie, est-elle déplacée : je « pointe » régulièrement en compagnie d'un camarade de la Légion d'honneur... et un monsieur âgé.

L'arrêl coïncidait avec un feu de signalisation. Quand ce dernier passait au rouge, le jeune s'empressait de cogner à la vitre des autos immobilisées pour demander au conducteur s'il allait dans sa direction. Ce qui n'a pas tardé à se produire, au grand étonnement du monsieur âgé et au grand scandale du quinquagénaire. Alors l'autostoppeur s'est tourné vers eux et, avec un charmant sourire, sans arrogance aucune, a dit : « Faites comme moi ! » Immédiatement, le quinquagénaire l'a traité de « petit con ! », avec, en prime, ce commentaire : « Et, bien sûr, il doit être chômeur ! » Je prends note de ces détails à l'intention de mes amis, universitaires étrangers, qui persistent à enseigner la civilisation française.

Il y a plus grave. On nous présente parfois le chômage comme une quasi-contrepartie de la liberté, dans la mesure où, certes, les pays totalitaires ne sont pas censés le connaître. C'est un peu gros. Sans doute, un système avancé de lois sociales met en lumière le chômage dans la mesure où l'on s'y inscrit pour continuer, quand c'est possible, à bénéficier d'un minimum de protection. Mais ce qui est frappant, c'est le sentiment que la société occidentale trouve son compte à ce fleau qu'elle prétend déplorer. S'agit-il donc d'un mal nécessaire ou, plutôt, d'un besoin inavoué, d'un besoin de tous (exception faite, évidemment, des principaux intéressés) ? Le chômage a son utilité, il arrange tout de monde.

Regardez : ici, on connaît la valeur de l'argent et on juge patriotique de faire passer le franc avant les Français. Là, on enfourche un cheval de bataille robuste et on escompte le ralliement de nombreux électeurs. D'un côté comme de l'autre, ne voit-on pas que, généralement,

nos autres chômeurs, nous sommes d'un naturel paisible et docile ? Economies, nous favorisons la lutte contre l'inflation en diminuant la demande. Pas de revendications de salaires à craindre, avec nous ! Rien que des bons sentiments : c'est qu'on les regrette, nos bureaux fonctionnels ou autres, nos poussettes, nos petites voitures et le confort, le bistro du coin, l'appétit du soir...

Quant à cette fameuse liberté, dont nous trahissons la nostalgie et que nous parions alors de couleurs si suaves, elle a fait place à son fantôme, un leurre, une invention d'esclaves rêveurs... Si le chômage a pour but de revitaliser le travail dans l'esprit des travailleurs, il faudrait le dire franchement.

Nor, ils ne protestent guère, les chômeurs, trop occupés et préoccupés pour préparer une révolte ou une révolution. En tout cas, on n'en a pas encore vu en grève. A ma connaissance, nous ne sommes même pas groupés, ni probablement groupables. Qui est censé nous représenter auprès des pouvoirs publics ? L'ensemble des syndicats de salariés... La tentation est vive de lancer un appel aux chômeurs de France, de Navarre et d'ailleurs : « Unissez-vous ! »

Cependant, comme les marginaux, les artistes, les retraités, les femmes restées au foyer, les chômeurs acquiescent une dose de sagesse. Il y a des criminels parmi nous ; j'en ai découvert un, mais, évidemment, la proportion en est moindre que dans les autres secteurs professionnels. La pression sociale qui tend à nous culpabiliser — qu'Untel parle d'initiation à la parasse — ou tel autre de « chose aux faux chômeurs » — me semble un déni de justice. On a cédé, à n'en plus finir, la dignité du travail. Comment nier celle du chômage ?

Ce que je souhaitais à mes compagnons d'infortune c'est de ne plus s'éveiller avant l'aube avec des cauchemars. C'est de dormir au moins du sommeil du juste.

JEAN-PAUL DELANOTTE.
Écrivain, auteur de La Bonnette.

BANLIEUE

Le cédre et le petit Noir

DANS les grands ensembles de banlieue, les jardins ont bien du mal à tenir. Ils tiennent la largeur de la ceinture de béton et la verdure, le cobalt prospèrent d'ailleurs davantage que la seconde. Si les pelouses parviennent encore à créer l'illusion de force d'engrais, il n'en va pas de même des arbres.

Pour les arbres des cités d'H.L.M. quel poème d'un jour votre misère, votre isolement, votre combat de tous les instants pour survivre dans un milieu plus étranger, hostile, où les urbanistes s'efforcent de vous implanter !

Dans l'immense cité neuve d'une grande ville de banlieue est, le jardinier-chef en titre. Au milieu des pelouses jaunes et roses, il a reçu l'impulsion, l'enthousiasme, l'inspiration : sélectionner deux cédres du Liban, qu'il entretient à coups de miracles quotidiens, dans la taillasse qui affleure. Il les surveille avec le soin jaloux d'une poule qui aurait donné naissance à des autruches. Il chasse les chiens, dont la paille agile ne respecte rien, et les enfants, amis de jouer à Tazart sur ces pelouses.

L'après-midi, il hâle le soleil dans la cité, un maigre soleil qui avait fait sortir des cellules de ciment tout un monde de gosses joyeux et de parents ravis. Connaissant la consigne et la respectant d'autant mieux qu'elle est appliquée à coups de pied dans le derrière, tous les bambins se tiennent à distance convenable des deux cédres. Tous jouaient au loin, tout un, un petit Noir de sept à huit ans qui (horreur) s'était juché sur l'un des arbres, où il trônait en roulant des yeux blancs et chavirés.

On comprend que le jardinier surveillant ait dû, au instant de la qualité de sa vue devant ce spectacle inouï. Sa première réaction fut de courir fesser l'impudent gamin. Puis il se ravisa. Ces enfants, après tout, n'étaient peut-être pas encore accoutumés à nos classes civiles. Il chercha alors de lui et aperçut ses yeux loins de lui, sur un banc, un homme de couleur. Il n'approcha et lui demanda si le bambin était sien. Sur sa réponse affirmative, le jardinier transmit alors sa requête : « Voulez-vous lui demander de quitter son perchoir. Ce n'est vraiment pas un lieu pour s'asseoir... »

Et l'on vit le père se tourner vers son rejeton et lui crier d'un ton où l'empresse se mêlait à la réprimande : « Descends de là, petit. Tu vois bien que le jardinier, il est raciste... »

SERGE GRAFFEAUX.

GÉNÉALOGIE

Une évolution tous azimuts

LE 4^e Congrès national de généalogie s'est tenu le 15 octobre au château de Blois avec, à la nuit tombée, une soirée de « Dances et danses Renaissance » absolument remarquable. Il s'est prolongé le 16 par des rencontres individuelles entre participants. Le matin, à l'occasion de l'exposition généalogique organisée pendant la manifestation : l'après-midi, au cours d'une sortie touristique aux châteaux de Beauregard et de Talcy.

Les congressistes étaient nombreux (trois cent soixante-dix) : les concepteurs sur la généalogie, les participants, très opposés parfois. Et c'est cela qui paraît le plus positif, le plus favorable à l'essor de la généalogie.

Les cercles d'amateurs se multiplient à travers la France. Trente-cinq sont recensés, peut-être trente-six, nés ou en gestation, indépendamment ou liés à la Fédération des sociétés françaises de généalogie, voire à une M.G.C. Or, le vent de la liberté souffle et il a été sérieusement envisagé de transformer cette fédération en confédération.

La classification des recherches par la méthode Stradonitz a été inventée au XVII^e siècle. Parfaitement idoine à la recherche des quartiers de noblesse, elle s'adapte mal à la situation actuelle lorsque le nombre des ascendances est très élevé et lorsque l'on recherche tous les collatéraux. Beaucoup veulent lui rester fidèles, d'autres, dont le signataire de ces lignes (1), proposent

posent du neuf (Charles de Vaulx).

Autre sujet de diversité : les motivations de la recherche sont toujours axées pour certains sur la seule ascendance, surtout si elle est noble ou du moins flatteuse. Pour les aider, M. l'abbé Jacques Dupont continue la publication de ses *Cahiers de Saint-Louis* (2), où tous les descendants actuels du « Roi très chrétien », qu'ils soient nobles ou roturiers, doivent se retrouver. De plus, Etienne Arnaud nous annonce la mise en souscription de son *Répertoire de généalogies françaises imprimées* (3), qu'il veut universel, qu'il s'agisse de familles nobles, bourgeoises, paysannes ou ouvrières. Mais la majorité de ces généalogies ne peut être que noble.

D'autres microfilment les actes de l'état civil afin de pouvoir continuer leurs recherches en Amérique. Ce sont les Mormons. Ils laissent une bobine de chaque cas microfilmé aux archives départementales. Le transfert d'un dépôt à un autre en est possible.

Enfin, beaucoup plus qu'autrefois, de nombreux chercheurs veulent tout connaître, ascendances et collatéraux, quel qu'en soit le milieu social, et les tableaux présentés à l'exposition en ont donné de nombreux exemples.

PIERRE GALLERY.

(1) Le Monde, 23-24 mai, 29-30 mai, 4-5 septembre et 26-27 octobre.
(2) 34, rue Dupetit-Thouars, Angers.
(3) Berger-Levrault.

ÉDUCATION

AUCUNE FORMATION NE FERA DE CERTAINES PERSONNALITÉS DE BONS PROFESSEURS

déclare M. Haby devant les inspecteurs généraux

On a souvent reproché au ministre de l'éducation d'avoir omis une réforme fondamentale : celle de la formation des maîtres. A l'occasion de la fin des journées que l'inspection générale a consacrées cette année au « monde enseignant », M. René Haby a répondu, le vendredi 21 octobre, d'une part, à ceux qui lui reprochent de ne pas avoir préparé les maîtres à appliquer la réforme de l'enseignement, d'autre part, à ceux qui lui reprochent de n'avoir pas défini de politique en matière de formation des enseignants. Il n'a pas semblé enclin à changer d'attitude en ce domaine.

« Je considère », a déclaré le ministre, « que la formation des maîtres est une tâche essentielle de la réforme, que le corps enseignant a suffisamment d'intelligence et de plasticité pour pouvoir s'adapter à l'innovation et au changement. Ce que nous lui avons proposé ne représente pas un changement tel qu'il puisse se trouver désorienté ». En fait, selon M. Haby, il faut surtout transformer certaines mentalités. Les professeurs de l'enseignement secondaire, a-t-il précisé, ont toujours eu une « vision élitiste », poussant à « l'excès les exigences en matière d'abstraction des densités de travail ». Désormais, dans le « collège unique », ils doivent s'intéresser à toute la classe et « essayer de ne pas laisser les élèves en difficulté ». C'est donc affaire de « mentalité » et de « personnalité », et, selon M. Haby, « aucune formation ne fera de certaines personnalités de bons professeurs ».

A propos de la formation des instituteurs, le ministre considère que l'on a « perdu la recette des bonnes écoles normales : on ne sait plus fabriquer de bons instituteurs ». Il lui semble fondamental que les maîtres soient formés à leur niveau de bien à l'école élémentaire qu'à l'école maternelle, « qui apparaît comme le premier cycle de la formation scolaire ». Si la formation des instituteurs doit être repensée, M. Haby n'a pas caché, cependant, qu'elle était « plus difficile à définir que celle des professeurs ».

Quelle doit être leur formation pédagogique ? Il faut trouver un équilibre entre une formation théorique qui ne peut pas être d'un niveau universitaire élevé et une formation pratique qui ne soit pas un ensemble mécanique de recettes.

Revoir la place des agrégés

M. René Haby ne s'est guère plus engagé quant à la formation des professeurs de collège, qui se répartissent en trois grandes catégories : agrégés, certifiés et professeurs d'enseignement général des collèges (anciens instituteurs). Il faudra, a-t-il assuré, « revoir dans un proche avenir la préparation des agrégés ». Ceux-ci seraient, d'autre part, plus à leur place « au lycée et plutôt dans les classes terminales et post-baccalauréat ». Car, au plus haut niveau de spécialisation est élevé, plus il est difficile pour le professeur de se mettre à la portée des élèves.

RELIGION

A Paris

UNE MESSE SOLENNELLE EN LATIN SERA CÉLÉBRÉE CHAQUE DIMANCHE A SAINT-ROCH

Mgr Georges Gélson, évêque titulaire de Paris, célébrera le dimanche 23 octobre en l'église Saint-Roch, à Paris, une messe solennelle en latin selon la liturgie de Paul VI et dans la « sensibilité des fêtes traditionnelles », pour marquer la volonté d'accueil de la hiérarchie envers les nostalgiques de la liturgie ancienne.

En annonçant ses intentions le 21 octobre, Mgr Gélson a précisé que le cardinal François Marty, archevêque de Paris, fidèle aux promesses qu'il avait faites le 13 mars et le 21 juin derniers de montrer « une volonté d'accueil » envers ceux qui seraient tentés de constituer « une Église parallèle », avait décidé que des offices généraux dans un flux modéré de secteur ouest. Toutefois, une nouvelle zone pluvieuse accompagnée

Pour les certifiés, M. Haby n'est pas favorable à des formations culturelles et pédagogiques simultanées. Il vaut mieux, selon lui, « faire suivre une formation culturelle de haut niveau à la formation pédagogique ». C'est ce qui se pratique actuellement dans les centres pédagogiques régionaux. Si l'on conservait cette formule — qui pourrait s'enrichir, a-t-il ajouté, servir de modèle à la formation des agrégés — il faudrait quelle soit « enrichie ». Les professeurs de l'enseignement général de collège (P.E.G.C.) — qui s'appelleront bientôt des professeurs brevetés — issus du corps des instituteurs n'ont pas tous reçu une formation. Cependant, ils ont, selon M. Haby, « une préoccupation majeure qui est de considérer l'enfant en tant que tel avant les contenus d'une discipline. Cette dimension est importante ».

C'est à leur intention que le ministre de l'éducation a fait le plus de propositions. Afin de leur donner une « existence plus saine », il entend leur procurer une « formation de plus haut niveau », vraisemblablement, a-t-il précisé, celle de la licence « en recadrant cette formation ».

Les rapports entre l'État et l'enseignement privé

LE P.S. ET LA FEN D'ACCORD POUR UNE « INTÉGRATION NÉGOCIÉE »

Une rencontre entre les dirigeants du parti socialiste et ceux de la Fédération de l'éducation nationale a eu lieu vendredi 21 octobre. Au cours de cette réunion, MM. François Mitterrand et André Henry ont déploré « qu'à moins de cinq mois d'une échéance politique importante qui peut modifier profondément les conditions de vie des travailleurs, la dynamique de gauche puisse être remise en cause ».

La discussion entre les deux délégations a essentiellement porté sur les problèmes d'intégration et de formation. Le P.S. et la FEN constatent « la convergence de leurs analyses ». Au sujet de l'enseignement privé, le communiqué commun des deux organisations est favorable à « la mise en place progressive d'un seul service public et laïque de l'éducation nationale sur la base de l'engagement du bon sens » à service public fondé publics, à service privé fondé privés. Ce service public doit associer à sa gestion, décentralisée, les parents, les enseignants et les élèves. Les parties intéressées doivent négocier, par la négociation, les établissements privés sous contrat avec l'État. Ces procédures témoignent du refus de tout esprit de revanche, d'intégration ne devant pas entraîner la spoliation ni aboutir à un monopole.

non plus sur des disciplines diverses mais sur une branche de discipline relativement étoffée et homogène. Les futurs brevetés continueront dans une grande proportion à être recrutés parmi les instituteurs. M. Haby souhaite aussi que l'enseignement dans les collèges « soit également distribué entre des équipes mixtes comprenant des certifiés et des brevetés en raison de leurs compétences complémentaires ». Cela ne manque pas de poser d'autres problèmes, et le ministre a noté que l'enseignement privé n'est pas possible de réunir dans ces équipes des personnels ayant des statuts différents qu'actuellement. Il ne lui semble pas possible de modifier les rémunérations car elles s'inscrivent dans l'ensemble de la fonction publique. Il se pourrait qu'il y ait prochainement des modifications des horaires de travail. Les services hebdomadaires des P.E.G.C. est actuellement plus important que celui des certifiés. M. Haby s'est déclaré prêt à « rechercher des modalités de travail qui ne pénalisent pas un membre de l'équipe par rapport à l'autre ».

CATHERINE ARDITTI.

ÉCHAUFFOURÉE ET REMOUS DANS UN LYCÉE DE MARSEILLE

(De notre correspondant.)

Marseille. — Un conseil de discipline doit statuer dans les jours qui viennent, à Marseille, sur le sort d'un élève de première A du lycée Honoré-Danville, renvoyé le 10 octobre pour avoir apposé sur le panneau d'expression libre « de l'établissement un texte appelant ses camarades à une réunion politique d'information, tentée qualifiée par la direction d'« appel à la révolution ».

Une échauffourée assez sévère avait mis aux prises, mardi 18 octobre, des lycéens et des policiers qui stationnaient devant le lycée, après que le chef d'établissement eut demandé au comité d'information de surveiller les abords du lycée, où des bagarres s'étaient produites, la semaine précédente, entre groupes de lycéens de bords politiques opposés. Le même jour, les lycéens du second cycle, dans leur quasi-totalité, et de nombreux enseignants qui s'étaient joints à eux, manifestaient pour obtenir la réintégration du Bruno Le Dantec, l'élève renvoyé. Celui-ci s'est présenté mercredi 19 dans l'établissement où, en attendant la réunion du conseil de discipline, sa présence est tolérée. — J.C.

Des guerriers pacifiques

De Pouldreuzic à Plozévet, en passant par Landudec, les enquêteurs du magazine « Vendredi », de FR 3, ont traqué dans un canton du Finistère les auteurs de guerre scolaire et ont présenté, le 21 octobre, des combattants « ou supposés tels — bien fatigués de guerroyer. Ici, trois maternelles dont deux privées, à un collège public qui paraît luxueux en comparaison du modeste cours privé, plus loin une école unique — privée — dont on ne sait plus très bien si, à force d'être l'école de tous, elle n'est pas devenue une sorte d'école publique ».

Des parents viennent expliquer qu'ils choisissent le privé parce qu'on s'y occupe plus des enfants : « L'ambiance et les résultats scolaires y sont meilleurs », dit un père. Le directeur d'école s'aligne de l'enseignement catholique fait des déclarations conciliantes. Un dirigeant des parents d'élèves du privé parle de « nos adversaires », mais ajoute aussitôt qu'il faut « couvrir pour que ça aille mieux ». A la base, donc, des « ennemis » bien pacifiques.

Et, au sommet, des généraux peu pugnaces. M. Jean Cornec, héritier de l'école publique, a rappelé que c'était déjà le R.P.F. qui, en 1951, avait allumé la querelle. M. Guy Guernier, député (R.P.R.) de la circonscription où avait été réalisé le reportage, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, a défendu le libre choix. Un étrange dialogue entre ces deux Finistériens de choc. Le plateau, pensait-on, résonnerait avec eux de hureurs guerrières : pouvait-on rêver opposition plus radicale, résumé plus manichéen de l'opposition des deux écoles ? Le résultat fut inverse. L'un parla, la main sur le cœur, de « pluralisme ». L'autre affecta de croire qu'on allait vers une division des Français à l'irlandaise. Mais on n'y croyait guère. Le présentateur, épuisé, conclut en affirmant que ce problème serait au cœur et à la racine du choix que les Français vont faire (en mars 1978). Malgré les efforts de tous, c'est le contraire qui était apparu au cours de cette émission : on ne fait pas la guerre avec des pétards mouillés.

Br. F.

SCIENCES

L'expérience Janus IV a fait progresser la plongée profonde

La phase marine de l'expérience de plongée profonde Janus IV s'est achevée à 0 h. 15 le 21 octobre à 5,55 kilomètres au large de Cavalaire (Var). A cette heure-là, la sixième plongée a été terminée ; une équipe de trois hommes est remontée de la profondeur de 460 mètres et a regagné les caissons-vie du navire de forage Pétrel, pressurisés depuis le 16 octobre à 44 atmosphères (équivalant à la pression régnant sous 430 mètres d'eau).

Lors de la cinquième plongée effectuée dans l'après-midi du 20 octobre, l'autre équipe est descendue à 501 mètres, profondeur jusqu'à laquelle l'homme n'a jamais atteint par le passé dans le milieu marin.

La descente-record à 501 mètres a été prudente : compression de 44 à 51 atmosphères en quatre-vingt-dix minutes, séjour sous 51 atmosphères de quatre-vingt-dix minutes, dont deux sorties successives dans l'eau d'abord de M. Jacques Verpeaux puis de M. Gérard Vial ; M. Patrick Raude restant, par sécurité, dans la cloche-ascenseur.

Après la fin de la sixième plongée, les six hommes vont rester pendant plus de vingt-quatre heures sous 44 atmosphères. Ensuite commencera la phase de décompression, qui devra durer sept jours dix heures et huit minutes.

Deux équipes descendant à tour de rôle et comptant chacune trois hommes ont participé à Janus IV : MM. Polnick Raude, Jacques Verpeaux (plongeurs de la COMEX) et Gérard Vial (plongeur de la marine nationale) ; MM. Philippe Jeannot, Louis Schneider (plongeurs de la COMEX) et Emile Sevellec (plongeur de la marine nationale).

Les cinq plongées à 460 mètres représentent, en tout, dix heures de travail dans l'eau, la plus longue séance ayant duré à elle seule deux heures vingt. Elles ont fait largement progresser le travail sous-marin : les précédents records de plongées profondes en mer, tous établis en juin 1976, avaient permis d'atteindre 349 mètres (marine américaine dans le golfe du Mexique), 326 mètres (COMEX, récupération d'une tête de puits dans la mer du Labrador à 2 °C), 305 mètres (marine nationale en Méditerranée).

Les six plongées de Janus IV n'étaient pas destinées à battre ces records mais à prouver que des hommes pouvaient réellement travailler sous 450 mètres d'eau. Pour cela une table de travail avait été accrochée au train de tiges du Pétrel de façon à être à la profondeur voulue. Sur elle, avaient été disposés des morceaux de pipe-line que deux plongeurs devaient assembler mécaniquement tandis que le troisième homme, prêt à secourir éventuellement ses deux compagnons, restait dans la cloche-ascenseur pressurisée qui assure les transferts entre les caissons-vie et le fond. Divers travaux de soudure et de découpage ont aussi été faits. En l'état actuel

des techniques, la connexion des pipe-lines sous-marins ne peut, en effet, se faire sans intervention humaine directe. L'exploitation des champs pétroliers offshore ne dépassera guère, pour le moment, la profondeur de 180 mètres d'eau. Mais il est nécessaire de préparer des maintenaient l'exploitation des champs situés au-delà du plateau continental.

Janus IV a innové dans le domaine de la coopération pour la première fois en France, civils et militaires ont travaillé ensemble... et se sont partagés les frais de l'opération : 550 000 F pour le GISMEX (Groupe d'intervention sous la mer de la marine nationale), 1 625 000 F pour le CNEOX (Centre national pour l'exploitation des océans), 1 625 000 F pour la COMEX (Compagnie maritime d'expertises), le prêt gratuit du Pétrel (250 000 F par jour) par le groupe pétrolier Elf-Aquitaine pendant toute la durée de l'expérience, compression et décompression comprises. La marine aura la copropriété des tables de plongée établies au cours de Janus IV et le CNEOX percevra des royalties sur les plongées que la COMEX effectuera selon ces nouvelles normes.

A ces quatre partenaires il convient d'ajouter la société belge Offshore-Europe.

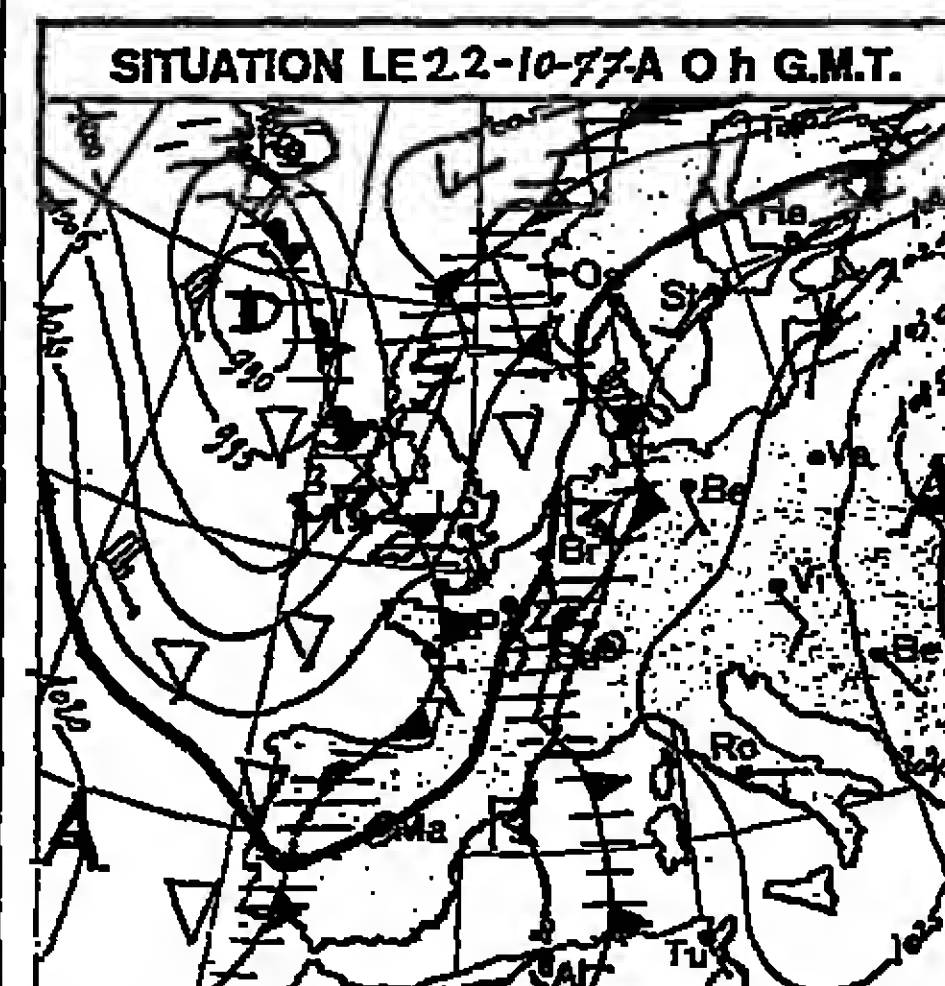
L'expérience Janus IV devrait permettre d'améliorer les phases de compression de la plongée profonde. Grâce à de subtils dosages — secrets — d'hélium, d'oxygène et de toutes petites quantités d'azote, grâce à la vitesse très étudiée de la compression (vingt-quatre heures pour passer de 1 à 41 atmosphères, six heures de paliers trente minutes pour aller de 41 à 44 atmosphères), grâce à l'amélioration du matériel et du confort, les six hommes n'ont que très faiblement manifesté les signes du syndrome nerveux des hautes pressions (tremblements, anomalies des tracés électroencéphalographiques, fatigabilité). Pendant la descente à 501 mètres cependant, les tremblements ont été plus marqués, mais les trois hommes ont gardé toute leur vigilance. Des progrès analogues devraient être aussi réalisés au cours des futures opérations de la décompression.

Pour le moment aucune autre expérience de plongée profonde n'est prévue en France. Mais il est possible que Janus IV ne soit qu'une étape dans la « descente » de la plongée profonde. Certes, il doit exister une limite à la plongée humaine. Peut-être cette limite se situe-t-elle vers 500 mètres, 800 mètres pour les plus optimistes. Il ne faut pas oublier, en tout cas, que au cours de l'expérience Sagittaire IV, réalisée en juin et juillet 1974 dans les caissons de la COMEX, deux hommes ont vécu pendant cinquante heures à la profondeur fictive de 610 mètres (82 atmosphères).

YVONNE REBEYROL.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

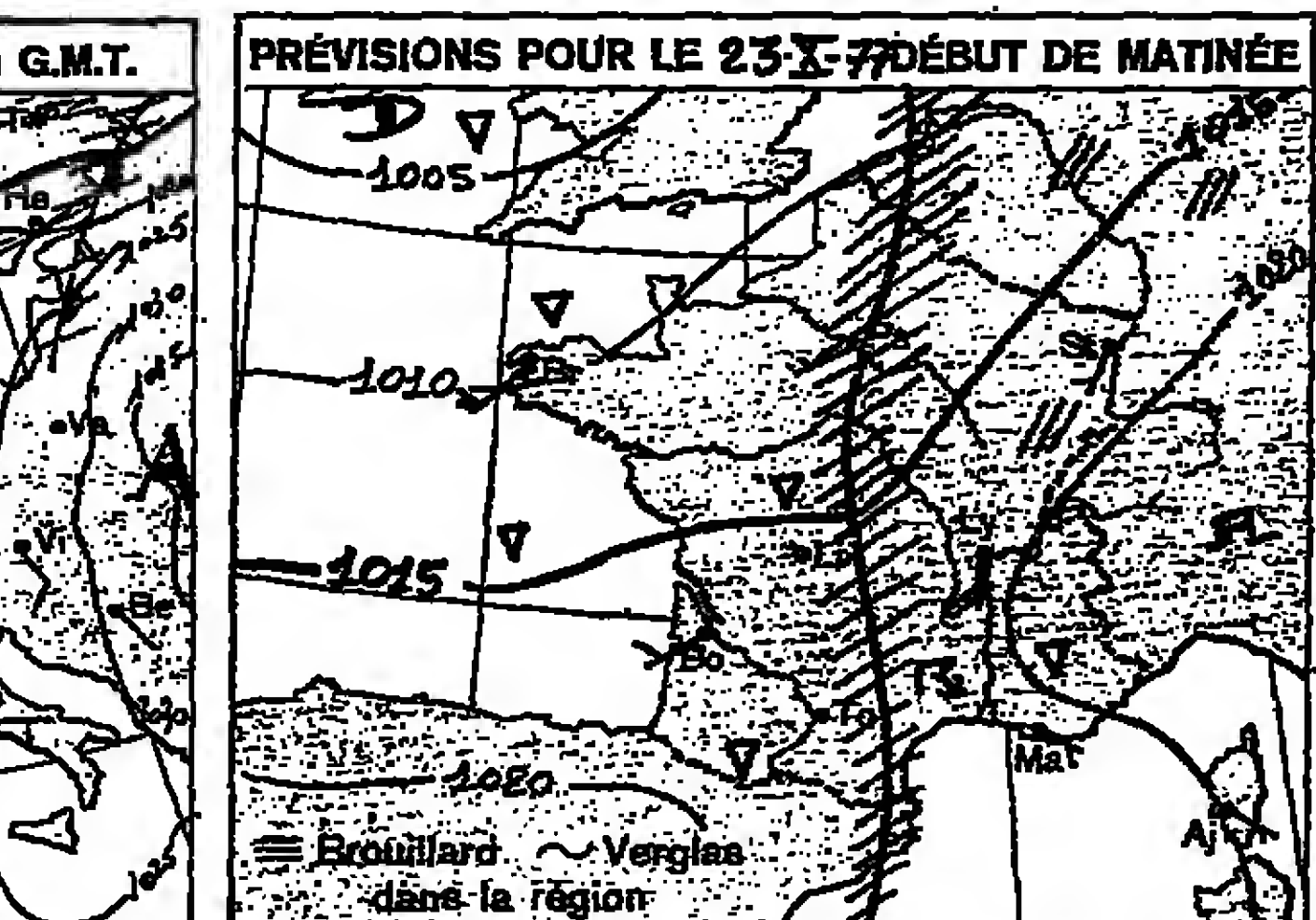


Evolution probable du temps en France entre le samedi 22 octobre à 0 heure et le dimanche 23 octobre à 24 heures.

Les masses d'air chaud et humide venant de la Méditerranée occidentale seront progressivement remplacées par des masses d'air plus froid dirigées par les basses pressions du nord de l'Atlantique.

Dimanche 23 octobre, sur la moitié est de la France, des pluies parfois orageuses, encore nombreuses en début de journée, tendront ensuite à se localiser sur les Alpes et à la Corse, tandis que des éclaircies apparaîtront ailleurs. Les vents de secteur sud, tourneront au sud-ouest ou à l'ouest ; ils demeureront assez forts sur le littoral méditerranéen.

Sur la moitié ouest du pays, un temps variable avec des éclaircies et quelques averses prédominera généralement dans un flux modéré de secteur ouest. Toutefois, une nouvelle zone pluvieuse accompagnée

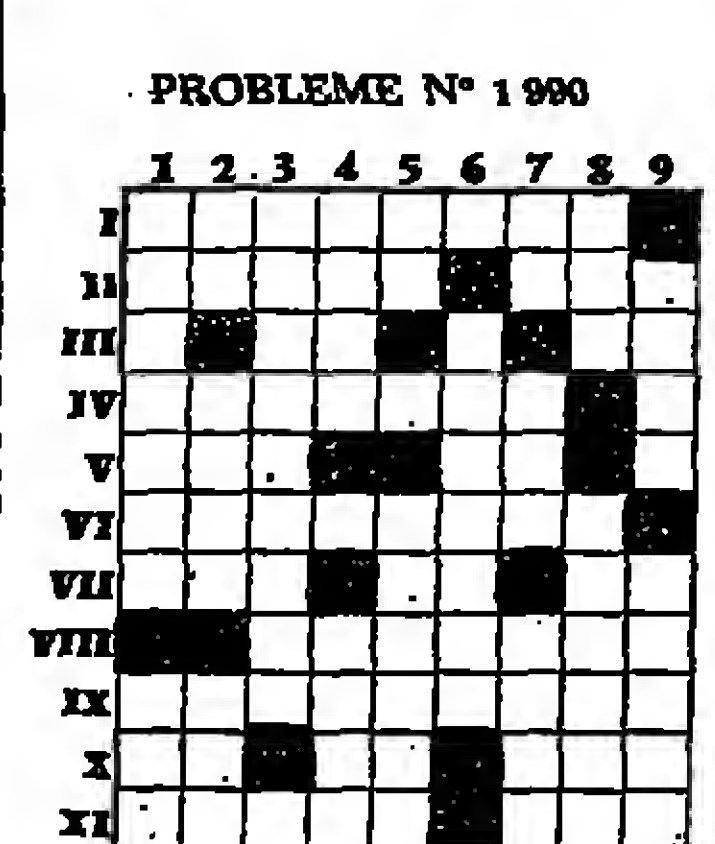


Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 17 degrés ; Amsterdam, 20 et 12 ; Athènes, 23 (max.) ; Berlin, 14 et 7 ; Bonn, 19 et 13 ; Bruxelles, 23 et 15 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Coppenhague, 11 et 10 ; Genève, 15 et 8 ; Lisbonne, 17 (max.) ; Londres, 18 et 13 ; Madrid, 18 et 12 ; Moscou, 0 et -1 ; New-York, 17 et 5 ; Palma-de-Majorque, 24 et 18 ; Rome, 22 et 11 ; Stockholm, 11 et 8.

Températures relevées de premier chiffre : Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 octobre : le second, le minimum de la nuit du 21 au 22 ; le troisième, le minimum de la nuit du 22 au 23.

Alger, 21 et 17 ; Bordeaux, 23 et 14 ; Brest, 17 et 13 ; Cano, 2 et 12 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 24 et 15 ; Dijon, 23 et 14 ; Grenoble, 22 et 13 ; Lille, 21 et 14 ; Lyon, 24 et 16 ; Marseille, 22 et 15 ; Nancy, 22 et 13 ; Nantes, 22 et 14 ; Nice, 23 et 18 ; Paris-Le Bourget, 24 et 16 ; Pau, 20 et 12 ; Perpignan, 24 et 18 ; Rennes, 20 et 12 ; Strasbourg, 18 et 9 ; Tours, 24 et 15 ; Toulouse, 23 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 24.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1990

HORIZONTALEMENT

I. De la suite dans les idées. — II. Série d'accidents ; Marque de politesse. — III. Symbole ; Dupé. — IV. Couverture. — V. Accompagnement digne dans tous ses déplacements ; Pronom. — VI. Retarde un peu et n'avance plus guère. — VII. Produit de l'esprit ; Symbole ; Conjonction. — VIII. Pronom féminin. — IX. On a tout fait de le remplir. — X. Invisibles chez un obèse ; En retard ; Effectue très régulièrement les recou-

vremments qui lui incombent. — XI. Monticule ; Direction.

VERTICALEMENT

I. Suscitent bien des frictions ; Bouleverse la terre. — II. Sans décoration ; Frontière pouvant être franchie sans formalités ; Ne balance pas. — III. Quelques lignes d'intérêt local. — IV. But d'une traite ; Est généralement capricieuse. — V. Saint (inversé) ; Un qui avait le sens des nuances. — VI. Évoluent en un mouvement dominé. — VII. Ne manque pas de voiles ; Saint ; Fait grincer des dents. — VIII. Put vaincue dès la première épreuve ; Proches de la rupture. — IX. A respecter ! ; Cri poussé par un marin.

Solution du problème n° 1899

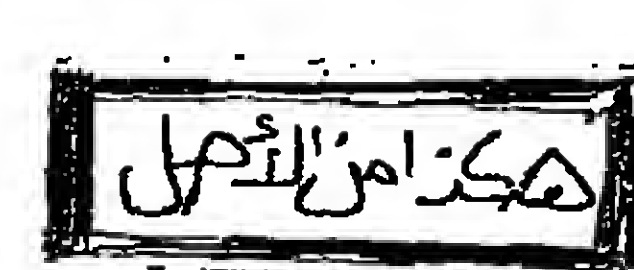
HORizontalement

I. Hiérarchie ; Bave. — II. Goupil ; Oser. — III. Anne ; Cécans. — IV. L'air ; L'air ; Clerges. — V. Aralanche ; Ton. — VI. Lourer ; Héli ; Elle. — VII. Art ; Réclames. — VIII. Nerfs ; Veste ; Er. — IX. Ere ; En ; Rature. — X. Sarcasme ; Is. — XI. Ne ; Sienné. — XII. Epucure ; Nierzas. — XIII. Mines ; Coulera. — XIV. Ce ; Orb ; Calre. — XV. Iénissé ; Tester.

VERTICALEMENT

I. Atalante ; Emol. — 2. Igny-vore ; Epilé. — 3. En ; Autres. — IV. A ; Ruella ; France. — V. AP ; Aar ; Semées. — 6. Richin ; Our ; Os. — 7. Clé ; Cheveu. — 8. Aca ; Aca ; Aca. — 9. Ionie ; Is ; Al. — 10. Esce ; Entalent. — 11. Reller ; Nierza. — 12. Berg ; IT ; Minera. — 13. Ar ; ré ; Us ; Us. — 14. Us ; Us. — 15. Ere ; Révasser.

GUY BROUTY.



Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Rencontres d'Action-Chanson.

L'association Action Chanson organise, en collaboration avec le Théâtre Paul-Eluard de Choisy-le-Roi, une série de manifestations et de rencontres autour de la chanson. Sont notamment prévues des soirées « café chantant » : chanson dans l'immigration, le 12 novembre, avec le compositeur algérien Khris et le chanteur portugais Fernando Marques ; chanson occitane, le 19 novembre ; chanteurs du Val-de-Marne, le 3 décembre ; chanteurs de femmes, le 10 décembre, avec Chantal Grimaud, Francine Reeves et Jacqueline Dorlan. Le 17 décembre, Djemel Allam, Claude Antonini, Jean Sommer, Mama Bea, participeront à « Six heures pour la chanson ». Une série de débats autour de la découverte et de la défense d'une autre idée de la chanson est prévue au cours de ces manifestations.

Nouveaux albums.

Art Garfunkel (Watermark) : le meilleur album solo de Garfunkel, bien que celui-ci, non satisfait complètement par sa réalisation, le fait actuellement retirer du commerce. Garfunkel consacre l'album entier à Jimmy Webb, l'un des plus importants auteurs-compositeurs américains d'aujourd'hui. Des ballades d'une grande beauté, l'album comme le vent (33 L, C.B.S. 36 032).

Judy Collins (« So early in the spring ») : la voix brève pure qui module, étreint, les mots, le ton tout en douceur, en nostalgie et en solitude, Judy Collins célèbre avec ce double album contenant d'anciens titres ses premières quinze années dans le folk song. Elle chante Cohen, Paxton, Brel (« Marieke » et « La Colombe ») et bien ses propres compositions (33 tours, Dist. W.E.A. ELK, 62019).

Manfred Mann : le jazz-rock sur lequel Manfred Mann s'appuie depuis quelques années avec la collaboration d'un groupe entamé il y a quelques mois en concert à Paris. Entre des titres vaguement écologiques de Dylan : « It's all over now, Baby Blue » et « Get your rocks off » (33 tours, Dist. Phonogram 9189 107).

Abriel Stratagème Group (Mandrill) : un rock français baroque, mais développé non sans humour (33 tours, Sonopresse 69678).

Julos Beaucarne : enregistré au Théâtre de la Ville d'un musicien et d'un poète qui s'est peu à peu imposé avec des chansons qui « font des confidences qu'on n'entend qu'à demi-mot » (33 L, R.C.A. 44032).

Calendrier du rock.

Peter Gabriel, le 30 octobre, à l'Hippodrome de Paris ; Bob Seger, le 3 novembre, au Pavillon de Paris ; Doc Watson, les 3 et 4 novembre, au Stadium ; John Cale, les 6 et 7 novembre, au Nashville, rue Caumartin ; Dictators, les 8 et 9 novembre, au Nashville.

Cher et Gregg Allman, le 11 novembre, au Théâtre des Champs-Élysées ; Joan Baez, le 11 novembre, au Palais d'Hiver de Lyon, le 12, au Palais des sports de Marseille, le 14, au Pavillon de Paris ; Leo Kottke, le 17 novembre, au Nashville. Le Centre américain, 261, boulevard Raspail, présente le 2 novembre un hoot-nanny avec Gabriel Yacoub ; les 7, 8 et 10, Melusine.

Musique

Les Viennois vingt ans après

Il y a vingt ans, vingt-cinq ans peut-être, le seul nom de Mahler était connu : de Webern, à peine entrevu, on racontait l'histoire de la porte qui grâce et transforme en quintette un quatuor suspendu au bord du silence. Suspect d'intelligence avec l'ennemi romantique, Berg avait un charme étrange et tendu que Schoenberg, à peine disparu, restait décidément pour ses héritiers comme pour ses opposants de la première heure. Le musicien du tableau noir.

C'était l'époque des concerts à petit budget, où Hermann Scherchen faisait passer ce qu'on avait sifflé ailleurs, où les uns se battaient par la plume, les autres par la voie des ondes, à qui avait le dernier mot, et d'autres dans la salle. Vingt ans après, le Théâtre des Champs-Élysées fait le plein pour quatre concerts : sous la direction de Boulez, l'Orchestre de Paris joue Mahler, Webern, Berg et Schoenberg.

L'adagio de la 5^e Symphonie et les Rückert-Lieder de Mahler, applaudis à tout rompre, tout

comme les Sept Mélodies de jeunesse de Berg ou les Six pièces opus 6 de Webern, ce sont là des réalités que le snobisme ou la simple curiosité ne suffisent plus à expliquer. La censure doublement méritée d'ailleurs par la qualité de l'exécution (en soliste Yvonne Minton), à l'exception des cinq mouvements pour cordes opus 5 de Webern, d'une mise en place trop hasardeuse pour être acceptable et qui aurait dû susciter quelques remous. Mais non, pour le meilleur et pour le pire, tout cela maintenant paraît classique. L'éclectisme qui, d'une certaine façon, trône l'indifférence : « Ce n'était que cela ? », et tout semblerait dit.

Placées au cœur du programme, les Variations opus 30 de Webern, nettement plus récentes (1940) et parfaitement dominées malgré les pièges d'une matière sonore pulvérisée — les contrebasses y répondent au violon solo, la harpe et le tuba se croisent l'espace d'un do dièse — sont venues opportunément rappeler qu'il ne suffit pas d'attendre quelques années de plus avant de prêter l'oreille

pour que les choses difficiles deviennent plausibles. Faut-il se contenter d'embrasser ces Variations restées comme un défi lancé et, timidement accueilli.

Comble du paradoxe, l'opus 5 maltraité l'emportera sur l'ultime chef-d'œuvre ? N'est-ce pas trop volontiers se donner des vertus à l'œuvre, ce sera le triomphe tardif des sceptiques qui n'ont pas désarmé ? Plus simplement c'est affirmer qu'il y a encore beaucoup à faire, car si les préjugés sont enfin tombés, seules entraves à la compréhension des pages de jeunesse. Il est temps à présent d'ouvrir le public de l'effort beaucoup plus important qu'imposent les œuvres de la maturité viennoise et de leur donner dans les concerts classiques la place qui leur revient. La présence, dans le programme du mercredi 26, des Quatre Lièdes opus 22 de Schoenberg, si rarement exécutés à cause de l'effet « thing », le réclament, est un premier pas dans ce sens.

GÉRARD CONDÉ.

Notes

Cinéma

Nouvelle menace sur la Cinémathèque.

Lundi 24 octobre sera plaidé, devant le tribunal de grande instance de Paris, un réquisitoire de la Cinémathèque française pour obtenir la levée des saisies mises sur son compte bancaire et sur la subvention de fonctionnement versée mensuellement par le C.N.C. Ces saisies ont été obtenues par les sociétés Auréolite et J.F.C. sur présentation d'un contrat concernant la location par la Cinémathèque de bureaux dans un groupe de bâtiments construits à Orsay ; cependant, ce contrat n'avait été entériné ni par le conseil d'administration ni par l'assemblée générale de la Cinémathèque. Le dossier litigieux serait de 1 million de francs.

Cette affaire fait peser une nouvelle menace sur l'existence même de la Cinémathèque, dont l'assainissement financier était en bonne voie.

Jazz

La Compagnie Lubat à Mouffettard.

On connaît Bernard Lubat, qui ne fait pas, avec sa poêle à frire, de la musique alimentaire, de la musique de consommation, mais tout juste l'inverse. Lubat a retrouvé, par cheminement personnel et dans un climat d'époque où elles ont repris force, l'action dada et l'action surréaliste en musique, à l'origine, la musique n'avait pas tant grande.

CRÉATION D'UN INSTITUT NATIONAL DE RESTAURATION

Le ministère de la culture et de l'environnement vient de créer un Institut national de la restauration. Cette initiative, depuis longtemps attendue, s'inscrit dans la ligne définie par M. Michel d'Ornano concernant la conservation des biens culturels, et fait suite aux mesures prises par le président de la République en faveur des métiers d'art. L'institut sera chargé de soutenir et promouvoir la restauration, ainsi que de former des restaurateurs qui, jusque-là, pour apprendre le métier, devaient séjourner au Restaura de Rome — tant en ce qui concerne le secteur public que le secteur privé.

L'institut national de restauration est provisoirement installé dans les locaux de l'administration générale du Mobilier national, aux Gobelins, 30, rue de Valenciennes, administrateur général du Mobilier national, en a été nommé directeur, et M. Maurice Alcardi, secrétaire général au Plan, président du conseil d'administration.

Entre Rhône et Saône.

Deux associations, l'une chargée de la promotion — Jazz à Lyon, — l'autre de la production — Brainstorm Association, viennent d'être créées pour tenter de relancer une animation dans ce secteur particulier de la musique, où un vide pen commun s'était formé depuis plusieurs années. L'initiative ayant reçu les encouragements de la municipalité, c'est dans le cadre exceptionnel de l'Auditorium de la Part-Dieu que sont organisés les quatre premiers concerts de la saison 1977-1978.

Pour relancer la jazz entre Rhône et Saône, les promoteurs de l'opération ont mis sur des valeurs sûres : 25 octobre, l'orchestre de Daniel Ellington, sous la direction de son fils, Mercer Ellington ; le 25 novembre, les Jazz Messengers d'Art Blakey ; le 12 décembre, Archie Shepp, et enfin, le 10 février 1978, Elvin Jones.

Abonnement pour les quatre concerts : 144 F. Renseignements : auditorium Maurice-Ravel, 149, rue Garibaldi, 69003 Lyon.

Elvin Jones au Stadium

Situé à la périphérie de Paris, le Stadium est un complexe ultramoderne à destination sportive et culturelle.

La scène, plantée au beau milieu de la patinoire, accueillait jadis deux musiciens américains : le saxophoniste baryton Pepper Adams, musicien blanc de la Côte Ouest, et Elvin Jones, ancien batteur du légendaire John Coltrane Quartet. Malgré les efforts répétés du trio de Georges Arvanitas, Adams ennuyé un peu à force de simplicité, même dans « Dear Old Stockholm », qu'il a joué mille fois, il ne prend aucun risque.

Le public était venu nombreux voir le batteur peut-être le plus original de l'après-guerre. Le quintet, composé de Roland Prince (guitare), Michael Stuart (saxo ténor), Pat La Barbera (saxo alto), saxo soprano), Andy McCloud (basse), entre en smoking, puis nous dispense une musique faite de riffs puissants qui, sans être des plus originales, met en valeur l'extraordinaire jeu d'Elvin.

Ventes

Un tableau de Renoir, « La Jeune Fille au chapeau blanc », a été vendu le 18 octobre chez Christie à New-York pour 225 000 dollars (1 million 320 000 francs). Le tableau, qui avait appartenu à l'acteur Gary Cooper, a été acquis par Mme John L. Loeb, épouse d'un banquier new-yorkais. La vente, qui groupait notamment des œuvres de Degas, Monet, Sisley, Léger, Matisse et Picasso, a été dans l'ensemble malsolide, bonne qu'on ne le prévient.

« L'adoration des mages », tableau attribué à Brueghel le Jeune, a été acheté 35 000 livres sterling (500 000 francs), soit trois fois son prix estimé, par un collectionneur anonyme le 19 octobre aux enchères de Sotheby's, à Londres.

Renoir à New-York.

Un tableau de Renoir, « La Jeune Fille au chapeau blanc », a été vendu le 18 octobre chez Christie à New-York pour 225 000 dollars (1 million 320 000 francs). Le tableau, qui avait appartenu à l'acteur Gary Cooper, a été acquis par Mme John L. Loeb, épouse d'un banquier new-yorkais. La vente, qui groupait notamment des œuvres de Degas, Monet, Sisley, Léger, Matisse et Picasso, a été dans l'ensemble malsolide, bonne qu'on ne le prévient.

« L'adoration des mages », tableau attribué à Brueghel le Jeune, a été acheté 35 000 livres sterling (500 000 francs), soit trois fois son prix estimé, par un collectionneur anonyme le 19 octobre aux enchères de Sotheby's, à Londres.

BIENTOT

Un film de
WERNER HERZOG

**LA BALLADE
DE BRUNO.**

Grand prix spécial du jury pour la mise en scène
au Festival de Taormina 1977

Interdit aux moins de 13 ans.

Rock

Little Bob Story à l'Olympie.

Lorsque, en 1974, le groupe français Little Bob Story devient professionnel, sa déclaration ressemble à une gageure, à un acte d'héroïsme. Les structures du rock en France sont inexistantes ; pis encore, tout est fait pour briser la carrière d'une formation. Il existe un circuit de clubs et de M.J.C. qui peuvent accueillir les groupes de rock, mais leurs directeurs sont réservés à l'égard de cette forme de musique par crainte de pugilats éventuels. Les précédents ne sont pas plus encourageants : la majorité des groupes français sont morts du mépris dans lequel on les cloîtrait. De plus, Little Bob chante en anglais, ce qui les interdit toute entrée dans les radios nationales. À ces problèmes extérieurs viennent s'ajouter les divers annués de matériel, de transports et d'argent. Rien ne réussit pourtant à entamer l'énergie qui anime le groupe, les bons concerts compensent les mauvais jours et de toutes ces expériences la musique tire un bénéfice toujours plus fécond, à défaut du porte-monnaie.

Bob est petit, un peu rond, un peu myope aussi, et sa sensualité n'a rien d'envahissant, mais lorsqu'il occupe la scène, serre son micro et fait vibrer sa voix, il est impossible de rester insensible à son jeu. Bob chante depuis 1962, et les formations qui l'ont suivi sont légion, elles se sont succédées sous des noms différents au fil des ans pour aboutir au groupe actuel. Si le temps n'a pas eu d'emprise sur lui, il le doit à son authenticité. Bob est « vrai », il n'essaie pas d'imiter les idoles anglo-saxonnes, certes

elles l'ont influencé, Eric Burdon, en particulier, pour sa voix, mais scéniquement il reste lui-même.

Aujourd'hui les événements prennent tournure, le groupe, né au Havre, a gagné un public, à travers les provinces françaises, qui le suit fidèlement. Les concerts ne manquent pas et L.B.S. tourne à un rythme presque trop rapide. C'est le tribut de sa persévérance et de son talent aussi. Les cachets ont augmenté et, s'ils ne sont pas encore formidables, leur régularité permet au groupe de vivre (modestement) de la musique. C'est important et, en France, fort rare. Mais il y a également le côté Exemple, ouvert les portes à de nouveaux groupes. L.B.S. assume cette fonction paternelle jusqu'au bout en leur proposant les premières parties de ses concerts. Une bénédiction pour le rock français. Son audience n'est pas exclusivement française. L.B.S. a effectué plusieurs tournées en Angleterre. Un de ses 45 tours a été primé par l'une des revues de rock les plus influentes outre-Manche.

Bob est le pivot autour duquel évoluent les musiciens, mais chacun d'eux a sa part de même importance. Un concert de Little Bob Story est toujours un grand moment de rock'n'roll. Ils seront à l'Olympie le dimanche 23 octobre, à 18 heures.

ALAIN WAIS.

DISCOGRAPHIE :

High Time (Atrane 913076, distr. W.E.A.).
Little Bob Story (compilation des singles, Cryptic, ZAL 6415, distr. R.C.A.).
L'été des îles (Cryptic ZAL 6423, distr. R.C.A.).

Théâtre

POINT DE VUE

LA PIOCHE DU CANTONNIER

Les Centres dramatiques nationaux sont en butte à des attaques. Il a fallu la vive réaction du Syndicat (Syndicat des directeurs d'entreprises d'action culturelle) pour que M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, leur accorde pour 1978 une augmentation de crédits plus conforme aux engagements pris à leur égard (+ 20 % au lieu des 7,4 % initialement proposés). Aux centres dramatiques on reproche de monter trop souvent, avec les deniers de l'État, des spectacles de recherche, qui ne sont pas directement accessibles à tous. Georges Lavaudant, co-directeur avec Gabriel Monnet, du Centre dramatique de Grenoble, qui présente à Nanterre jusqu'au 6 novembre, à l'Initiation du Festival d'automne, Palazzo Mentale, collage de textes de Proest, Kajka, Borges, mis en place par Pierre Bourgoise, est de ceux qui reprennent le droit d'utiliser les subventions pour un « atelier d'art ». Il expose les raisons historiques de ce choix.

par GEORGES LAVAUDANT

La mission des centres dramatiques est d'amener l'art sur un autre chemin que celui de nos habitudes. Les premiers hommes de la décentralisation ont exhumé des œuvres cachées. Ils ont prouvé leur existence, ont montré pourquoi et comment elles nous appartiennent. Ils nous ont appris à les regarder. Aujourd'hui, elles existent, et si nous voulons poursuivre le travail de ces hommes, nous ne pouvons pas nous contenter d'apporter des images animées au corps enseignant. Nous devons nous démarquer, arracher les classiques à leur lecture scolaire, prouver qu'ils sont plus corrosifs ou plus fides qu'il n'y paraît. Nous les connaissons mieux que personne, nous les avons expérimentés mille fois sur le terrain de la scène. Nous savons où l'écriture prend corps, où elle s'effondre. Nous avons à faire part de notre expérience, à proposer immédiatement, sans chercher à placer des jalons pour une prétendue progression vers la culture, ce que nous estimons le plus juste.

Faire du théâtre n'est pas mettre une pièce en scène, c'est faire exister un objet théâtral compact. Le rock pour lui-même a fait son temps en littérature, la peinture en a terminé avec le « sens » et nous, nous ne sommes plus nées à l'égard des textes. Nous disposons d'instruments avec lesquels il est impossible de

tricher et qui s'appellent marxisme, psychanalyse, sémiologie, bande dessinée aussi. Nous ne les manions pas, nous les illustrons pas. Ils sont dans nos mains comme la pioche dans celles du cantonnier : pour importer la manière dont il s'en sert si la route est belle.

Toute la programmation du centre suit cette ligne. Nous ne pouvons pas inviter un grand nombre de spectacles, et nous préférons demander à des metteurs en scène comme Daniel Mesguich de venir travailler avec nous, avec l'équipe, de nous ouvrir sur leurs préoccupations, sur leur manière de voir et d'agir. Daniel Mesguich et moi ne sommes pas jumeaux, mais nous refusons le même théâtre : un théâtre dans lequel le public se reconnaît immédiatement et qui le confirme dans son idéologie, quelle qu'elle soit. Un théâtre confortable qui établit avec les spectateurs un simple flirt, une séduction provisoire, dont les interrogations peuvent être esquivées, dont les codes sont connus, coulent de source, s'ajustent aux courants des idées dominantes, d'où qu'elles viennent. Notre attitude serait la même dans une société progressiste et conservatrice. La seule fonction de l'art est de détruire les codes, de les mettre en question, en action, de reconstruire cet objet théâtral compact : le spectacle.

ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN HUCHETTE
IMPERIAL PATHÉ - OLYMPIC ENTREPOT
PALAIS DES ARTS - TRICYCLE Asnières

ISABELLE HUPPERT CHRISTINE PASCAL

**Les indiens
sont encore loin**

un film de PATRICIA MORAZ

**YVES
MONTAND
LA MENACE**

DANS 22 SALLES PARIS ET PÉRIPHÉRIE

مكتبة الشامل

SPECTACLES

Formes

Grands et jeunes de demain

L'invitation pléthorique de nos cimaises contemporaines, où émergent des grands noms, des vrais peintres, Pelayo par exemple, présente à la fois la Maison des Jeunes des Hauts-de-Seine et à la Biennale internationale (j'y suis allé, j'y reviendrai, dans tous les sens du mot), l'œuvre de nos expositions plus modestes. Qu'il s'agisse d'artistes qui, malgré leur âge, n'ont pas encore la place qu'ils méritent, comme le Tanc Aali Hakki ou le Soudanais Yves Maitre, ou que leur jeunesse leur soit imputée comme un crime. Aali Hakki (1) brasse l'épave goudron de la vie dans une œuvre enchanteresse. C'est sombre, c'est impur, ça bouge, ça vient de très loin. Le *Cérémonie* — tout est célébration dans ces toiles, — *Jaoui* et *Anges*, un ange audacieux faisant le tour de l'œuvre, même non, *La Toilette du matin*, etc., développent une puissance impressionnante d'élégance. Puisse des corps et des choses. Les paysages plus sains, les tableaux d'Anzalone, le *Recher* à Capri (un fusain cette fois) accumulent la même réserve d'énergie.

Maitre (2), lui, a tellement décaissé ses montagnes, le *Soudan*, la *Tourmente*, *Roseland*, couvert de graffiti, que seuls les collectionneurs de délinquants touristiques seront déçus. Les formes lisses qui envahissent les cimaises, les milles immatérielles de l'Hiver, et en ce qui concerne le règne végétal, les crânes de telle *Petite Écorce* feront peut-être crier à l'abstraction, mais comme les photos vues par le même œil. *L'Écorce* nous a trouvés une seconde vie.

A côté de ces compositions tellement élaborées, celles d'un nouveau venu, frais comme un pétalement, Rachel (3), ou revient de l'imagerie. Rachel n'est pas un naïf, même faux, mais un vrai autodidacte. Son humour, il en a, très particulier, à rien de littéraire, en dépit des titres : la *Bénédictine*, *Cher miracle*, le *Rêve*, *Petit Maitre*, la *Pleureuse*, la *Lune*. Il met sa riche capacité d'invention au service des formes et des couleurs. On le

devine tout éberlué lui-même d'avoir accouché d'un si joli monde. La maîtrise graphique d'Assadour (4), se manifeste avec un égal bonheur dans ses gravures et dans ses dessins et ses aquarelles. Un peu comme chez Mécène, dont je parlais la semaine dernière, de la haute précision naïf le mystère. Disques abstraits, larges arcs concentriques, tout le cosmos épuré est condensé dans *Décor pour une vie* avec ses mini-architectures visionnaires, dans l'*Onde* et le *pyroïde*, *Ashe*, la *Cake*, *Méloros* parsemant un quadrillage gris, et cette femme en *Equilibre*. La figure humaine apparaît davantage dans les dessins, comme balayés par un vent d'ouragan. Ce jeune Libanais tient déjà pas mal de ses promesses.

Revenant à la peinture, je voudrais pouvoir détailler à loisir l'exposition d'Annie de Caro (5), qui rassemble le meilleur de dix ans de travail, tri sévère qui coupe court aux velléités de critique. Dialogue constant entre le dehors et le dedans, la vie intérieure et le visible, que concrétise et symbolise *Fenêtre sur jardin*. Alternance entre les constructions rigoureuses, traitées dans les tons neutres, celles (*Porte et signe*) et la liberté surabondante d'une palette compréhensive. Fleurs sur fonds bleus, mauves, corail qui chantent et enchanteront. Une fois pris, provisoirement, le plaisir dispensé par les grandes compositions, on se penche sur la subtilité folle des petits formats. *Jamais au coup de dés*, le signe de l'infini branché sur le *Labyrinthe*, entre bien d'autres aquarelles et dépassent la perfection formelle. Qu'on les découvre.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Le Scriptorium, 54, rue de Bourgogne.
- (2) La Maison de Savoie, 16, boulevard Haussmann.
- (3) Jacques Cassanova, 25, galerie de Montpensier (Palais-Royal).
- (4) Sagot-Le Garrec, 24, rue du Four.
- (5) Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot.

Cinéma

Une semaine pour les enfants

C'était tout ce qu'il y a de plus électeur, de plus officiel. Le premier prix, le Prix du président de la République, fut remis à par Mme Giscard d'Estaing au Yougoslave Marjan Arhanic pour le *Volonté de firmament*. Un film sur la guerre dans un village de Yougoslavie où deux enfants découvrent la résistance à partir de l'« assassinat » par des Allemands de « leurs » oiseaux. Film générique, admirablement interprété par deux enfants, trop idéaliste peut-être, un beau film, pas un chef-d'œuvre, mais le meilleur à coup sûr des trente-deux films (dix-sept courts métrages, quinze longs métrages) venant de vingt et un pays.

Cette année, l'avis des enfants a été demandé pour ce deuxième Festival international de France du film pour l'enfance et la jeunesse, organisé par le Centre national français du film pour l'enfance et la jeunesse, en collaboration avec l'Institut national de l'audio-visuel et sous les auspices de l'UNESCO.

Les deux jurys avaient sélectionné le film yougoslave — les adultes, d'ont, poussés par les enfants. Le jury des adultes préférait en réalité *Storm boy*, de Matt Carroll (Australie), sur lequel le jury des enfants avait des réserves. Cette double amitié d'un enfant avec un pélican et un aborigène, dans une région déserte de l'Australie, aurait pu être remarquable si l'un regard trop récupérateur sur l'Inde sauvage — et la « civilisation bienfaisante » ne l'avait en partie gâchée.

Tentative de luge, de Vochtech Jemny (R.F.A.), et le *Petit Cheval* de Ivan Ivanov Vano et Anatoli Volk (Pologne), primés par les adultes furent jugés sévèrement par les enfants, qui récompensèrent l'*Aventure de la vie*, de Bert Haanstra (Pays-Bas) — « très bon film, dirent-ils, montrant les différents

moyens de survie dans un milieu dit sauvage et dans une société destructrice des conditions naturelles », — et *J'ai pas quoi faire*, de Maurice Bonin-Carpentier (France), « film à la fois réaliste et surréaliste montrant l'imagination créatrice de l'enfance gérée par la présence des adultes ».

« Il est intéressant de voir ce que des adultes jugent être pour les enfants, dit l'un des quatre enfants du jury, il y a des films qui ne sont pas des films pour enfants, mais des films pour adultes. Les adultes jugent les enfants comme des êtres intérieurs, incapables de réfléchir. À mon avis, il n'y a pas de films pour enfants, il n'y a que des films pour des individus. » Qu'est-ce que le cinéma pour enfants ? Question capitale. Comment, au nom de quoi, furent retenus, par la commission de sélection préparatoire, des films comme *The Magic Rolling Board* (Etats-Unis), véritable film publicitaire, *Rosin's Wolf Wolf* (Roumanie), film si médiocre qu'il étonna tout le monde, et tant de petits courts métrages insignifiants. Les pays avaient envoyés eux-mêmes les films qu'ils considéraient les meilleurs, mais pourquoi le Canada, les Etats-Unis, pour ne prendre qu'un exemple, avaient-ils choisi ce qui a été montré, alors qu'ils ont d'autres réalisations plus intéressantes ?

Le jury des enfants, en tout cas, n'était pas content. Ils n'étaient que quatre (« et il y avait pas de filles »), ils avaient le même âge (treize, quinze ans) et ils devaient juger de films d'adultes aussi ou moins de dix ans, il n'y avait pas de films faits par les enfants, ils étaient contre les choix et même contre la conception du Festival (« tout est à refaire », disaient-ils), ils avaient l'impression d'être un peu la caution d'une opération qui les dépassait.

Etrange manifestation, et parfois étranges prix... Seul élément réconfortant dans ce Festival, la promesse faite par le gouvernement de créer dès 1978 des centres de création audio-visuelle, dans vingt-trois régions, pour les enfants et d'étudier les possibilités d'aide financière aux distributeurs et exploitants pour diffuser en France un cinéma d'enfants.

CATHERINE HUMBLLOT.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.28 (lignes groupées) et 727.42.34
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 22 - Dimanche 23 octobre

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : la Cenerentola (sam. 20 h.); Concerts de musique de chambre, Trio Paderewski (Beethoven, Ravel, Debussy) (dim. 18 h. 30).
 Comédie-Française : l'Impromptu de la nuit (sam. 20 h. 30); Misanthrope (sam. 20 h. 30); la Paix chez soi, le Malade imaginaire (sam. 20 h. 30); l'École des femmes (dim. 14 h. 30 et 20 h. 30).
 Châtelet, grand théâtre : la Classe morte (sam. 20 h. 30, dim. 15 h.); (Festival d'automne); salle Gémier : Marchand de glands, marchandise d'ombres (sam. 20 h. 30, dim. 15 h.) (Festival d'automne).
 Petit Odéon : la Guerre des péchés (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. 30).
 Odéon : Arlequin serviteur de deux maîtres (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. 30).
 Centre Pompidou : Spectacle audiovisuel (sam. 15 h. et 20 h. 30; dim. 15 h. 30); Dorénavant 1 (sam. 14 h. 30 et 20 h. 30; dim. 15 h.) (Festival d'automne).

Petit C.F.P. : la Nuit juste avant les forêts (sam. 18 h.); Rituels amoureux (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).
 Les salles municipales
 Châtelet : Volga (sam. 14 h. 30 et 20 h. 30; dim. 15 h. 30).
 Colonne, dir. P. Dervaux (Turangala Symphonie, d'O. Messiaen) (sam. 20 h. 30).
 Nouveaux Caumont : Cirque Gruss à l'ancienne (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. 30).
 La Guerre civile (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. 30).
 Théâtre de la Ville : Juliette Gréco (sam. 18 h. 30).

Les autres salles

Antoine : les Parents terribles (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
 Aire libre Montparnasse : Étoiles rouges (sam. 21 h.; dim. 18 h.).
 Ambassade : le Grand jeu, l'Escon (sam. 20 h. 45; dim. 15 h. et 18 h. 30).
 Athénée : Falsheur (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
 Athénée : Equus (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
 Bistrot-Opéra : Solenn le constructeur (dim. 15 h.).
 Centre culturel médiéval : Mademoiselle Julie (sam. 20 h. 30).
 Cartoucherie : Piques à New-York (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
 Théâtre de l'Éclat : Madras (sam. 21 h.).
 Cité internationale universitaire : la Galerie (sam. 21 h.).
 Comédie des Champs-Élysées : le Bateau pour Lipala (sam. 20 h. 45; dim. 15 h. et 18 h. 30).
 Daunou : Pepsie (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
 Édouard-VII : Un ennemi du peuple (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
 Espace Pierre-Cardin : Almira (sam. 17 h. et 20 h. 45).
 Galerie 55 : Mme Lazare (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
 Gymnase Marie-Bell : Arrête ton cinéma (sam. 21 h.; dim. 15 h. et 21 h.).
 Héloïse : la Cantatrice chauve; le Léopon (sam. 20 h. 45).
 H. Tardieu : les Bagellements de l'Arétin (sam. 20 h. 30).
 La Bruyère : Quot-Quot (sam. 21 h.; dim. 18 h.).
 Le Libertaire-Forum : Théâtre noir : la Belle Vie (sam. 20 h. 45; dim. 15 h. 30); Faut-il que R. Wagner (sam. 20 h. 45; dim. 15 h. 30).
 Théâtre de la Madeleine : Peau de vache (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).
 Théâtre de la Madeleine : la Chance (sam. 21 h.; dim. 14 h. 45 et 18 h. 30).
 Mathurins : la Ville dont le prince est un enfant (sam. 20 h. 45; dim. 15 h. et 18 h. 30).
 Michel : les Vignes du Seigneur (sam. 21 h.; dim. 15 h. 30).
 Molière : l'École des femmes (sam. 21 h.; dim. 15 h. 30).
 Molière : l'École des femmes (sam. 21 h.; dim. 15 h. 30).
 Montparnasse : Trois lits pour huit (sam. 21 h.; dim. 18 h.).
 Montparnasse : Erostrate (sam. 21 h.).
 Nouveautés : Apprends-moi, Céline (sam. 21 h.; dim. 15 h. et 18 h. 30).
 Œuvre : la Magouille (sam. 21 h.; dim. 15 h. et 18 h. 15).
 Palais-Royal : la Cage aux folles (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. 30).
 Palais-Royal : la Cage aux folles (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. 30).
 Port-Saint-Martin : Pas d'orchestres pour Miss Mandish (sam. 21 h.; dim. 15 h. et 18 h.).
 Récitals : Jean Harlow contre Betty (sam. 21 h.).
 Saint-Georges : Topaze (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. et 18 h. 30).
 Studio des Champs-Élysées : les Deux Jumeaux (sam. 21 h.; dim. 15 h. et 18 h. 45).
 Théâtre d'Édgar : Sylvie Joly (sam. 20 h. 45).
 Théâtre-en-Rond : le Voyage vertical (sam. 21 h.; dim. 15 h. et 21 h.).
 Théâtre de la Madeleine : la Dame aux camélias (sam. 21 h.).
 Théâtre de la Madeleine : Victime du devoir (sam. 20 h. 30); Un oiseau dans le vitre (sam. 22 h.).
 Théâtre du Marais : le Communisme agricole (sam. 20 h. 45).

Théâtre d'Orsay, grande salle : Harold et Maude (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).
 Petite salle : Madame de Sade (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. et 18 h. 30).
 Théâtre de Paris : Pygmalion (sam. 15 h. et 21 h.; dim. 15 h.).
 Théâtre : Faut-il que R. Wagner (sam. 20 h. 45).
 Théâtre de la Péniche : le Retour (sam. 20 h. 30).
 Théâtre de la Péniche : l'Ombre du conte (sam. 20 h. 30; dim. 17 h.).
 Théâtre de la Péniche : les Derniers (sam. 20 h. 30; dim. 17 h.).
 Théâtre des Quatre-Croix-Courts : A louer (sam. 20 h. 30); À force d'attendre d'être l'autobus (sam. 21 h. 30); l'Amour en vagues (22 h. 45).
 Théâtre 13 : Renaud et Armide (sam. 20 h. 45; dim. 15 h.).
 Théâtre 347 : la Ménagerie du verre (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. et 18 h. 30).
 Variétés : Féré de Broadway (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. et 20 h. 30).

Les théâtres de banlieue

Aubervilliers, Théâtre de la Commune : Coriolan (sam. 20 h. 30; dim. 17 h. 30).
 Bercy, Théâtre : Macbeth (sam. 21 h.).
 Boulogne, T.B.B. : Six personnages en quête d'auteur (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. 30).
 Champigny, Centre des loisirs : Phédre (sam. et dim. 18 h.).
 Charante, Théâtre : le Grand Valet (sam. 20 h. 30).
 Choisy, Théâtre Paul-Éluard : Lux la consécration (sam. 21 h.).
 Créteil, Maison des arts et de la culture A.-Malraux : Lar Lubovitch Dance Company (sam. 20 h. 30); Trio Nordmann (Mozart, Bach, Mendelssohn, Telemann, Charpentier) (dim. 20 h. 30).
 Issy-les-Moulineaux, Théâtre municipal : Vienne chanté et dansé (sam. 20 h. 30; dim. 14 h. 30).
 Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philips : Feintes de cœur d'une chère anglaise (sam. 20 h. 30; dim. 17 h.).

Festival d'automne

Voir aussi Les salles subventionnées.
 Bouffes du Nord : Smalwood (sam. 20 h. 30; dim. 16 h.).
 Théâtre des Amandiers (Nanterre) : Palazzina Mentale (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. 30).

Les concerts

Église Saint-Louis des Invalides : Chœur royal des hommes de la République (Da Palestrina, Jannquin, Bach, Poulenc, Verdi, Monteverdi) (dim. 18 h.).
 Festival : Concerts Colonne, dir. D. Agrafiotis (Beethoven) (dim. 17 h. 45).
 Théâtre de la Madeleine : K. Kulka, J. Marchewski, violon et piano (Beethoven, Brahms, Frank, Szymanowski) (sam. 17 h.).
 Radio-France : Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy (Mozart, Ravel, Debussy, Tchaïkovski, Saint-Saëns, Liszt, Brahms) (dim. 17 h. 45).
 Notre-Dame de Paris : Viktor Shostakovich (Gouillon, Shostakovich) (dim. 17 h. 45).

ST. ANDRÉ DES ARTS Horaires film : 14 h 30 - 17 h 30 - 20 h 30
 après LE VOYAGE DES COMÉDIENS
LES CHASSEURS
 le nouveau film de THEO ANGELOPOULOS

VENDÔME - STUDIO DES URSULINES - OLYMPIC-ENTREPOT
PARADIS D'ÉTÉ
 Un film suédois de GUNNEL LINDBLOM
 Quelques extraits de la presse unanime :
 « PARADIS D'ÉTÉ est un film important... sensible et intelligent... un plaisir des yeux et du cœur. »
 Robert CHAZAL (FRANCE-SOIR)
 « Œuvre sensuelle, contradictoire, tourmentée. Une parole de campagne qui vise au canchennement existentiel. »
 Robert BENAYOUN (LE POINT)
 « Le coup d'essai d'une des interprètes préférées de BERGMAN. Un coup de maître. »
 Michel PEREZ (LE MATIN DE PARIS)
 « Une réussite d'une qualité rare, digne du maître Ingmar BERGMAN, initiateur et coproducteur. »
 Anne DE GASPERI (QUOTIDIEN DE PARIS)

STUDIO MÉDICIS - OLYMPIC ENTREPOT
 CONVENTION ST-CHARLES A partir du 26 : U.G.C. MARBEUF
Pour Clémence
 le nouveau film de Charles Belmont

Aubervilliers
CORIOLAN
 de W. Shakespeare
 Mise en scène de Gabriel Garran
 du 19 Octobre au 19 Novembre
 du mardi au samedi : à 20 h 30 - dimanche : à 17 heures
 théâtre de la commune
 33, Stalingrad (av. de la République) 33200 AUBERVILLIERS - 833.16.18

A PARTIR DU 24 OCTOBRE
THÉÂTRE FONTAINE
 10, Rue Fontaine (9*)
 métro Blanche - 374-74-40
1915 (création)
 d'après les mémoires de Sébastien TOPILANSKI à Berlin les 2 et 3 juin 1922
 Texte de Jean-Jacques VAROUEAN
 le génocide arménien
 mise en scène Jean-Marie LEHEC
 Tous les soirs 21 h
 sauf dimanche 15 h et 18 h 30
 matées dimanche 15 h et 18 h 30
 - 22 ans, carte d'identité et 150 F

VOTRE TABLE CE SOIR
 • Ambiance musicale - • Orchestre - F.M.R. prix moyen du repas - J... h. ouvert jusqu'à... heures
ASSIETTE AU BOEUF - POCCARDI T.I.J. •
 59, bd des Italiens, 2°
BISTRO DE LA GARE T.I.J. •
 59, bd des Montparnasse, 6°
ASSIETTE AU BOEUF T.I.J. •
 Face église St-Germain-des-Près, 6°
LAPEROUSE 328-88-04
 51, quai Grands-Augustins, 6°
ASSIETTE AU BOEUF T.I.J. •
 124, Champs-Élysées, 8°
MICHEL OLIVER propose une formule Boeuf pour 25 F a.n.c. (28,75 a.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 h du matin, avec ambiance musicale.
MICHEL OLIVER propose une formule Boeuf pour 25 F a.n.c. (28,75 a.c.) la nuit, et le soir jusqu'à 1 h du matin, avec ambiance musicale.
 On sert jusqu'à 23 h. Grande carte. Menu S.C. : 20 F. Dîner 100 F et menu dégust. avec 7 spéc. 140 F. Ses salons de 20 à 50 couverts.
MICHEL OLIVER propose une formule Boeuf pour 25 F a.n.c. (28,75 a.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 h du matin, salle climatisée.

SAINT-SEVERIN
 ACTION LAFAYETTE
 OLYMPIC ENTREPOT
HARLAN COUNTY U.S.A.
 film de Barbara Kopple
 OSCAR HOLLYWOOD 1977

Passage du XX^e siècle
 29 septembre - 29 octobre
spectacle audiovisuel Berio
 la voix des voies dans la musique électronique
 sam 22 oct. 15 h
 à 20 h 30 audiovisuel
 et œuvre de Y. Höller
 dim 23 oct. 15 h - 18 h 30
 à 20 h 30 audiovisuel
 et œuvre de J. Chowning
 lun 24 - mer 26 oct. 15 h
 à 20 h 30 audiovisuel
 et Kontakta de K. Stockhausen
 jeu 27 oct. 15 h - 18 h 30
 à 20 h 30 audiovisuel
 et œuvre de J. Chowning
 ven 28 oct. 15 h - 18 h 30
 à 20 h 30 audiovisuel
 et œuvre de Y. Höller
 sam 29 oct. 15 h - 18 h 30
 à 20 h 30 audiovisuel
 et œuvre de H. Pousseur
CENTRE G. POMPIDOU
 Grande Salle - 277.11.12

LIANA COLOMBI
 de...
 Une...
 AL-DELA
 DUBIEN ET DUMAL
 NOUVEAU CARRE
 NUOVA COLONIA
 PIRANDIELLO

Exp. 150

ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR L'ARCHITECTURE

Pour un « art de la cité »

Aujourd'hui les architectes sont les sacrifiés de l'industrialisation du bâtiment. Leur profession a perdu beaucoup de ses prérogatives et l'opinion leur en veut d'avoir saturé le paysage, à la ville comme à la campagne, de bâtiments médiocres, même si, en réalité, les trois quarts de ce qui se construit se fait sans architectes.

Les syndicats les ont fait descendre dans la rue pour manifester. Ils se sont battus pour l'adoption d'une loi qui les protège contre un système dominé par les ingénieurs, les entrepreneurs de promotion et, aujourd'hui, les constructeurs de maisons individuelles.

L'académie d'architecture a organisé un débat en cinq « tables rondes » pour dresser le bilan de l'expérience architecturale française depuis l'après-guerre. Se plaçant au-dessus des querelles professionnelles, elle entendait parler d'architecture plutôt que d'architectes : l'architecture et l'Etat, l'architecture et

l'argent, l'architecture et l'industrie... Pour sa part, l'Etat n'agit qu'à travers les textes. Mais que peuvent les lois pour améliorer la création architecturale ?

C'est en guise de conclusion, à cette « table ronde », que le président de la République a exposé ses vues sur ce problème (le Monde du 22 octobre). On prêtait à M. Giscard d'Estaing la goût des architectures royales ; il a, avec réalisme, marqué une préférence pour une architecture contemporaine, mais à la française, inscrite dans une continuité et dans la continuité de nos villes.

C'est déjà une doctrine. L'expansion industrielle a donné naissance à une architecture internationale semblable d'un pays à l'autre, anonyme, indifférenciée, symbole de la culture de l'Etat industriel contemporain. Elle fut rêvée au Bauhaus allemand des années 20, réalisée aux Etats-Unis qui, vingt ans plus tard, accablèrent à l'ère industrielle, puis exportée partout.

Défenseur des architectes

En France, on a parlé d'un « style Pompidou ». Aujourd'hui en période de molindra croissante, s'annonce une « ère qualitative » en architecture qui se développerait lentement à l'abri des ruptures. La « doctrine Giscard » voudrait en faire un « style », sinon dans les formes du moins dans l'esprit. Elle signifierait l'abandon de l'architecture héroïque d'édifices-objets au profit de la redécouverte de « l'art de la cité », qui requiert une architecture insérée avec harmonie dans le développement de la ville.

Ce changement qualitatif, M. Giscard d'Estaing entend le réaliser grâce aux architectes, dont il se fait le protecteur.

On a le droit de développer la spécialisation, une « spécialisation abusive », a dit le président de la République — qui fragmente les tâches, retire ses assises aux hommes de synthèse que sont les architectes. La nouvelle loi place ceux-ci en

JACQUES MICHEL

ENVIRONNEMENT

LES ASSISES NATIONALES DE LA RANDONNÉE PÉDESTRE

Écologie politique sur les chemins ruraux

Deux membres du gouvernement, MM. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, et Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, ont participé vendredi 21 octobre aux assises de la randonnée pédestre qui réunissent à Versailles, jusqu'à samedi 22 octobre, cinq cents responsables des sentiers de grande randonnée. C'est dire que si les forêts de la marche, qui bénéficient pendant des années d'un balnéaire de rouge et de blanc les plus beaux itinéraires pédestres de France, ne vivaient autrefois que des sources, ils suscitent aujourd'hui l'intérêt des hommes politiques. Car ils sont au moins cent mille les amoureux de la nature, qui, chaque année, parcourent sac au dos les 22 000 kilomètres de chemins balisés quadrillant le territoire, et qui fréquentent les sentiers de cent cinquante gîtes d'étape qui ont été aménagés.

Les randonneurs, ayant acquis droit de cité, reçoivent aujourd'hui l'appui des pouvoirs publics. Leurs associations ont reçu en 1976 près

de 20 millions de francs de subventions, dont 10 millions, 35 % des collectivités locales, tiennent congrès et, à cette occasion, attendent des responsables politiques certains engagements précis. Ainsi, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a annoncé à Versailles la création d'un service plein air au sein de son ministère. L'institution d'une commission interministérielle des sports de plein air et la réunion prochaine d'un colloque national sur le même sujet. Le ministre a aussi indiqué que l'aide accordée aux associations de plein air prendrait désormais la forme de contrats et qu'un brevet d'initiateur de plein air allait être institué.

Quant à M. d'Ornano, il a exprimé son « espoir » d'arriver rapidement à mettre d'accord différentes administrations sur le projet de loi qualifié de « décalé » qui interdirait aux communes de brader leurs chemins ruraux. Promesse plus solide : il a indiqué aux congressistes que dans les mois qui viennent il débiterait des crédits pour que soient établis dans douze départements du littoral et de la montagne un inventaire des chemins pédestres.

Dans la soirée, plusieurs dizaines de participants aux assises se retrouvaient à Jouy-en-Josas (Yvelines) pour inaugurer le premier gîte d'étape de la région parisienne. Celui-ci, composé d'un dortoir de quinze places, d'un coin cuisine et d'une salle à manger sommaire, est installé dans les locaux du centre d'initiation à l'artisanat de la cour Roland, en bordure du terrain d'aviation de Villacoublay, sur le sentier de grande randonnée n° 11, qui décrit un large cercle autour de Paris. Les randonneurs ont dîné d'une manière frugale et une dizaine d'entre eux ont défilé leurs sacs de couchage pour passer la nuit sur les lieux.

Samedi matin, plusieurs centaines de marcheurs se sont rassemblés dès 8 heures sur le parvis de Notre-Dame puis, remontant les Tuileries et les Champs-Élysées, ils ont rejoint le Palais des congrès de Versailles où, dans l'après-midi, ils devaient clôturer les assises de la randonnée.

MARC AMBROISE-RENDU.

URBANISME

Un clin d'œil aux écologistes parisiens

M. Chirac demande que le projet de rénovation du marché Saint-Germain soit réexaminé

Le projet de rénovation du marché Saint-Germain (8^e arrondissement), qui était contesté par plusieurs associations de défense de l'environnement, est abandonné. C'est ce que l'on a appris à l'issue d'une réunion, vendredi 21 octobre, de la commission extra-municipale de l'environnement que présidait M. Jacques Chirac, maire de Paris. M. Pierre Bas, député (R.P.R.) du sixième arrondissement et adjoint au maire chargé de la culture, en outre, demandé au maire de la capitale d'« intervenir auprès du gouvernement afin qu'une nouvelle étude architecturale soit entreprise ». Cette étude pourrait faire l'objet d'un concours d'idées qui devrait être achevé dans un délai de trois mois et prévoir le maintien intégral des équipements sociaux qui étaient envisagés.

Ainsi est mis un terme à une polémique de cinq ans qui a opposé l'Association de défense du marché (qui militait pour protéger l'œuvre de Jean-Baptiste Elondel) à M. Pierre Bas, parisan de la rénovation de ce dernier témoin de l'architecture des marchés convertis du dix-neuvième siècle. Un concours d'architecture avait été lancé par la Ville en 1972. En janvier 1973, le Conseil de Paris adopte le projet de rénovation. Malgré la contre-attaque de l'Association de défense, un permis de construire fut délivré en 1975. Mais, le 3 juillet de cette même année, un sursis à exécution était ordonné par le tribunal administratif. Le sursis, confirmé le 19 décembre par le Conseil d'Etat. Un nouveau permis de construire fut accordé le 15 mai 1976, qui fut à nouveau contesté

par l'Association de défense. En juillet 1976, le tribunal administratif rejette la demande de sursis à exécution. Le recours devant le Conseil d'Etat est également rejeté par la Haute Assemblée en janvier 1977. Un mois après, Mme Françoise Giroud, alors secrétaire d'Etat à la culture, demande au préfet de Paris d'arrêter les travaux de démolition du marché.

Comment expliquer la décision d'abandon du projet qui vient de prendre le maire de Paris, décision qui fut applaudie par les membres de la commission extra-municipale ? Le marché Saint-Germain était devenu un symbole pour les associations de défense. En refusant de remettre en cause une opération « lourde » de rénovation, M. Chirac ne risquait-il pas d'entretenir chez les écologistes un « abès de fixation » ? Après avoir préservé le caractère du Temple, sauvé le marché Secrétaire, supprimé le projet de la radiale Vergingetorix, les efforts du maire de Paris pour tenter de se concilier les associations de défense auraient alors été vains.

M. Chirac vient donc de marquer un point, et ses partisans ne manquent pas de souligner, à cette occasion, que les nombreuses occupations politiques de M. Chirac ne lui font pas oublier les devoirs de sa charge parisienne.

J. P.

TRANSPORTS

A Kennedy Airport

« CONCORDE » ENCORE SOUS LA BARRE DES 112 DÉCIBELS

Le Concorde d'Air France a procédé vendredi 21 octobre, à des vols d'approche et à des évolutions au sol à titre d'essai à l'aéroport Kennedy de New-York. Le pilote a simulé un vol à destination de Paris semblable à celui à destination de Londres, auquel la British Airways avait procédé jeudi. L'intensité perçue par les appareils déployés sous le passage de l'avion est restée en dessous de la limite des 112 décibels en vigueur à l'aéroport : le super-sonique a été enregistré à 105 décibels.

On apprend, d'autre part, que la compagnie aérienne Singapore Airways envisage d'ouvrir une ligne Londres-Singapore desservie par Concorde, et exploitée en association avec British Airways. La mise en exploitation de cette liaison supersonique devrait commencer dès la fin de cette année. Le vol, d'une durée actuelle de dix-sept heures, se verrait ainsi ramené à huit heures et demie.

● RECTIFICATIF — C'est le vendredi 28 octobre (et non le 21 octobre comme il était indiqué par erreur dans l'article intitulé « La loi sur le bruit », le Monde du 22 octobre), qui seront mis en vente à Paris plusieurs manuscrits de Colette.

La grève du personnel navigant d'UTA

LES SYNDICATS DEMANDENT L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Les pilotes et les membres des équipages de la compagnie aérienne UTA, affiliés au Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) ou au Syndicat national du personnel navigant (S.N.P.N.), s'étaient, dans un communiqué, « contre les déclarations mensongères de la direction » au sujet de la grève qu'ils ont déclenchée du 19 au 22 octobre.

En effet, la direction d'UTA avait déposé, le 19 septembre, le « cahier des revendications » d'un ordre de grève fondé sur une revendication en contradiction avec les dispositions du plan Barre qui bloque ou freine la progression des hauts salaires (le Monde du 21 octobre).

Selon les syndicats, « le but de l'action engagée est d'obtenir la négociation des dispositions salariales conformes à la convention collective dans le cadre des lois en vigueur ».

Les arrêts de travail ont provoqué le 21 octobre, le report d'un vol UTA à destination de Douala et l'annulation de trois vols en provenance de Douala (Cameroon), de Libreville (Gabon) et de Nouadhibou (Mauritanie).



Institut Dr Schmidt SUISSE

LAC LÉMAN (près Lausanne)

COLLÈGE INTERNATIONAL DE GARÇONS

(10-20 ans)

- Etudes secondaires : Collège, Maturité Fédérale, Bac français
- Sections spéciales d'enseignement intensif des langues (Alliance Française, Cambridge, Goethe Institut, etc.)
- Economie : Diplômes de commerce de la Fédération Suisse (préparation aux écoles hôtelières, apprentissage bancaire, etc.)
- Sports d'hiver à Zermatt (Valais)
- Cours d'été : juillet et août

Monsieur Marc De Smet, directeur, se tiendra à votre disposition pour tout renseignement et entrevue du 27 au 29 octobre inclus à l'hôtel La Trémolle, 14, rue de la Trémolle, 75008 PARIS. Tél. pour rendez-vous : jusqu'au 26 octobre en Suisse 1941/21/395112 ; dès le 27 octobre à Paris 359-97-27.

Adresse en Suisse : INSTITUT DR SCHMIDT, Château de la Rive CH - 1095 LUTRY

ÉCONOMIE - SOCIAL

COLLOQUES

Le petit cinéma de Düsseldorf

De notre envoyé spécial

Düsseldorf. — « La politique économique de la France après les élections de mars 1978. » Il fallait au moins passer une frontière pour oser traiter un sujet pareil. Il était imposé à cinq de nos concitoyens réunis par la chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie pour un colloque à Düsseldorf : M. Jacques Ferry (C.N.F.P.), Gérard Lissac (C.N.F.P.), Maurice Yde (F.O.) et Gérard Fuchs (F.S.) Palette variée, mais où l'opposition avait tout de même la portion congrue.

Avec une grande confiance, devant un parterre d'industriels allemands, chacun préféra faire dérouler le petit cinéma intérieur de ses conceptions plutôt que de se hasarder à des pronostics. M. Jacques Ferry brossa un tableau des constantes qui, en tout état de cause, devraient conduire l'économie française : la crise qui ne disparaîtra pas comme par enchantement, le mal inflationniste, la structure de nos échanges. M. Lissac précha la rigueur (réduction des importations, limitation de la croissance monétaire), ce qui ne fut sans doute pas pour déplaire aux Allemands.

Les fantasmes de M. Yde tournèrent manifestement autour du parti communiste, qui, selon lui, prendra les rênes si le succès de l'opposition est fort et que, s'il est faible, agira par l'intermédiaire de la courtoisie capitaliste. Si la majorité l'emporte, elle ne pourra réussir que si elle remet sur les rails les con-

tations avec les travailleurs sur des problèmes concrets.

Le polytechnicien socialiste Gérard Fuchs, en un quart d'heure, fit ensuite un « état » brillant sur les priorités de la gauche : davantage de justice sociale, plus de démocratie économique, lutte plus efficace contre la crise. Le clin d'œil aux industriels allemands fut peut-être un peu appuyé : une vraie planification, leur dit-il en substance, nous fournirait de meilleurs rapports, parce que la France sera moins bureaucratique.

M. Mesmin n'en parut pas persuadé, qui voit dans la gauche non pas le changement mais la continuité, des vices français de l'économie administrative. Le seul industriel d'outre-Rhin qui intervint — étant donné l'heure avancée — fut encore plus net : « En Allemagne, nous avons eu la meilleure planification du monde avant guerre avec des résultats épouvantables. Finalement, tous les modèles planifiés ont échoué, puisque c'est là que l'injustice est la plus forte ».

Un assis fut parfaitement conforme au rôle qu'on attendait de lui, fidèle aux images de son groupe sociologique. Le « petit cinéma de Düsseldorf » se déroula sans un accroc. Mais sans une surprise. Il est vrai qu'on n'était pas venu là pour voir un film surréaliste.

PIERRE DROUIN.

L'immigration familiale

Le Conseil d'Etat statuera jeudi sur l'avis de sa section sociale

Le projet de décret suspendant pour trois ans l'immigration familiale a été examiné au cours de ces derniers jours par la section sociale du Conseil d'Etat (le Monde du 22 octobre). Celle-ci a émis un avis défavorable, conforme à ses principes généraux du droit, tel qu'il résulte de la Constitution, ni à un certain nombre de conventions passées par la France avec des pays d'émigration. Elle a donc émis un avis défavorable.

Dans la grande majorité des cas, la procédure s'arrête là et l'avis de la section, considéré comme celui du Conseil, est transmis à l'administration intéressée. Dans les autres cas-projets de loi et certains projets de décret, c'est l'assemblée générale du Conseil qui se prononce en dernier ressort. Telle est la procédure qui va être suivie pour le texte sur l'immigration familiale ; il sera soumis, apprend-on, à une assemblée générale le jeudi 27 octobre. A cette occasion, le Conseil pourra connaître de l'avis défavorable de sa section spécialisée et tranchera.

En présentant, dans nos éditions précédentes, l'avis de la section sociale, nous avons donc malencontreusement préjugé l'avis final de cette haute juridiction, qui reste évidemment libre de sa décision.

D'ores et déjà plusieurs réactions sont enregistrées à propos de l'avis de la section sociale du Conseil d'Etat jugeant anticonstitutionnel le projet de décret sus-

pendant l'immigration familiale. Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.C.R.A.P.) déclare dans un communiqué qu'il s'agit là d'une victoire de la raison et du cœur, une victoire des antiracistes de toutes opinions qui ont manifesté avec force leur opposition à cette mesure. Le M.C.R.A.P. ajoute que « le racisme entretenu de façon de plus en plus explicite constitue un moyen de pression qui réduit vite, si l'on n'y prend garde, la portée de toute tentative juridique pour maintenir les règles de la démocratie et le droit des gens ».

Selon M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., « ce premier succès (...) constitue un encouragement à amplifier l'action unitaire des travailleurs français et immigrés pour obtenir l'annulation pure et simple des mesures décidées par le pouvoir ».

Le quotidien Libération, qui titre son éditorial « Vive le Conseil d'Etat ! », écrit : « La nouvelle politique de l'immigration vient d'en prendre un coup. Il sera moins facile que prévu, malgré le malin oeil des sondages anti-immigrés, d'accélérer la rotation de la main-d'œuvre à bon marché ».

Le journal Rouge, quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), estime toutefois qu'« un triomphisme prématuré ne ferait que nuire aux premiers signes de mobilisation qui se manifestent contre les dispositions gouvernementales anti-immigrés ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU TOURISME

OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME

CENTRALES TECHNIQUES UNITÉ D'AMEUBLEMENT

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL N° 90/77

Dans le cadre de la réalisation d'une Centrale Technique composée d'un certain nombre d'unités de production, l'OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME (ONAT) lance un avis de concours international pour la conception, l'étude et la réalisation, clés en main, d'une unité extensible d'ameublement.

Les sociétés intéressées peuvent retirer le dossier programme à l'OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME, sous-direction des Marchés, 25-27, rue Khelifa-Boukhalfa, ALGER.

Les propositions complètes devront parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le 30 novembre 1977, le cachet de la poste faisant foi.

ÉCONOMIE - SOCIAL

AFFAIRES

L'APPROPRIATION SOCIALE TOTALE DE LA SIDERURGIE EST ENVISAGEE PAR LE P.S. déclare M. Rocard

M. Rocard, secrétaire national du parti socialiste, a déclaré jeudi à Metz que « l'appropriation sociale totale de la sidérurgie pour être envisagée en termes par les socialistes, il faut que l'enjeu de l'union de la gauche est d'importance supérieure ».

Lors d'une conférence de presse tenue à l'issue d'une réunion avec les syndicats C.F.D.T. et C.F.T.C. de la sidérurgie (la C.G.T. invitée, n'avait délégué aucun représentant), M. Rocard a rappelé les propositions socialistes.

M. Rocard a rappelé que le parti socialiste propose que « l'Etat prenne le pouvoir dans la sidérurgie, pour commencer, en confiant les 8 milliards de dettes envers l'Etat à l'Etat 70 à 75 % du capital boursier des grands groupes sidérurgiques ».

VICTIME DE SES ECARTS DE LANGAGE

Le président de British Leyland doit démissionner

De notre correspondant

Londres. — Sous la pression des syndicats et de la gauche travailliste, Sir Richard Boddson a démissionné de son poste de président de British Leyland, la grande entreprise nationale de construction automobile. A l'issue d'un dîner privé d'hommes d'affaires, Sir Richard s'est imprudemment livré à des commentaires déplorables sur les syndicats. D'autre part, et surtout, il avait tenu un langage de caractère raciste, employant notamment les termes offensants de « nègres » et de « wogs » (nouvelles), alors qu'il tenait à justifier l'attribution de salaires et de poles-de-vin comme une pratique commerciale courante et essentielle à la prospérité de l'entreprise.

Ses remarques, enregistrées clandestinement, furent remises à M. Tariq Ali, leader d'un petit groupe trotskiste, qui les publia dans son journal, *Workers Challenge*. M. Varley, secrétaire à l'industrie, assés par les syndicats et de nombreux députés de la gauche travailliste, estima que Sir Richard pouvait d'autant moins rester à son poste que la reconstruction de l'entreprise et l'ensemble de la survie Leyland, exigent la coopération des syndicats. Sir Richard démissionna, s'excusant à peine de ses propos en estimant que sa liberté d'expression n'est pas une conversation d'après-dîner, ils ne reflétaient pas sa pensée.

A dire vrai, Sir Richard quitte, à soixante-trois ans, sans regrets, un poste ingrat qui lui avait été confié il y a dix-huit mois par M. Eric Robson, Sa liberté d'expression était limitée par le contrôle des autorités administratives, qui l'exposait à des critiques, qu'il ne pouvait pas se permettre. M. Ali, lui-même, a travaillé, note que pour la première fois un journal de gauche a pu publier un tel article.

La succession de Sir Richard est délicate étant données les grandes réformes de structures envisagées sur lesquelles les travailleurs de l'entreprise se prononceraient prochainement par un vote secret. Le gouvernement, qui joue un rôle indirect mais déterminant dans le choix du nouveau président, doit trouver un homme ayant la confiance des directeurs de l'entreprise, et qui soit accepté par les syndicats. Dans les milieux d'affaires, on estime qu'il sera difficile d'y parvenir, un volontaire de qualité tant que la reconstruction de Leyland n'a pas été accomplie. — H. P.

SYNDICATS

L'union C.G.T. de Paris approuve à la quasi-unanimité les analyses de la confédération sur la crise de la gauche

L'union départementale de Paris de la C.G.T. vient de publier une déclaration approuvant les positions de la Confédération sur la crise de la gauche. Le comité général de l'U.D., qui rassemble environ deux cents délégués des syndicats et des unions locales C.G.T. de Paris, a adopté à l'unanimité (moins une abstention d'un syndicat) une résolution qui reprend notamment les positions développées par MM. Krasucki et Mayoux non du bureau national sur le sens des nationalisations prévues par le programme commun. Rappelons qu'un des secrétaires de l'U.D. de Paris, membre de la commission exécutive de la C.G.T., avait publiquement désapprouvé l'intervention de sa confédération dans la querelle de la gauche sur l'interprétation des nationalisations des filiales (interview publiée dans *Le Monde* du 12 octobre).

Il a été le seul, au cours d'un second vote du comité général de l'U.D. de Paris ouvert à l'ensemble des délégués, à se prononcer contre le texte proposé.

De l'avis de ce comité, les thèmes de l'adresse aux travailleurs adoptée par la confédération et qui doit être diffusée à six millions d'adhésés dans toute la France, va au-delà, puis il a abondamment prouvé plusieurs points qui ont suscité des divergences entre les partis de gauche.

« L'expression de la C.G.T. est essentielle et irremplaçable pour les travailleurs qui ont besoin des engagements qu'elle peut apporter. Elle a pour ambition de leur éviter toute méprise, toute illusion, pour que le programme commun de la gauche soit intégralement appliqué, pour qu'il tienne compte des exigences actuelles de la crise, pour qu'il ouvre la voie à un changement réel, conforme aux aspirations et aux espérances des travailleurs. (...) »

« Ce changement ne peut s'opérer que grâce à un programme de nationalisations véritablement, suffisamment étendu et concernant des groupes dans leur intégralité, filiales comprises, pour être à ce capital privé toute marge de manœuvre. Telle était la nature du seul minimum de nationalisation fixé par le programme commun de la gauche, qui doit, selon la C.G.T., être actualisé. »

« Toute remise en cause de ce qui était clairement établi et convenu depuis 1972 correspondrait aux vœux des travailleurs se posent aux femmes d'artistes et de commerçants pour parvenir à faire reconnaître leur profession, notamment en matière de régime social, de formation professionnelle, etc. »

Professions libérales

La Fédération nationale des femmes d'artistes et de commerçants organise, le novembre, un colloque sur les « choix » qui

Aux Etats-Unis

LE PRÉSIDENT D'AMERICAN MOTORS QUITTE SES FONCTIONS

M. Roy Chaplin, président d'American Motors, a annoncé, le 21 octobre, sa démission du poste qu'il occupait depuis 1967. Il sera remplacé par M. Gerald Meyers, qui avait déjà été promu au poste de directeur général de la firme au mois de juin dernier.

Agé de soixante-deux ans, M. Chaplin était le fils du fondateur de la société Hudson Motor Car Corp., qui devait donner naissance à American Motors. M. Chaplin restera au sein d'American Motors en tant que président du conseil d'administration. Quant à son poste de président de la firme, M. A.M.C. est spécialisé dans les petites voitures. Depuis le début de 1977, la firme a enregistré une baisse de ses ventes de 37 %. En 1976, elle avait déjà subi de lourdes pertes financières. — (A.F.P.)

Livrée au début de 1978

LA NOUVELLE SIMCA « HORIZON »

Chrysler France va livrer sur le marché, au début de l'année prochaine, la Simca Horizon (le *Monde* du 20 octobre). Cette berline cinq portes à traction avant et tous indépendants est équipée sur la Dodge Omni dont la commercialisation commencera en janvier prochain aux Etats-Unis. Trois moteurs (6 et 7 CV) pourront équiper l'Horizon, qui aura trois degrés de finition. Sa forme est très proche de celle de la Chrysler Sunbeam fabriquée en Bosnie (le *Monde* du 15 octobre).

ARAB COMPANY FOR WOOD INDUSTRY

Boite Postale 130 — Adresse télégraphique : « SCISMA »
LATTAKIE - SYRIE — Avis N° 2953 — Date 8-10-1977

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

pour la vente de tronçons de bois de noyer de Syrie
Coupe de l'année 1977-1978

(Ci-après dénommée : « La Compagnie ») L'ARAB COMPANY FOR WOOD INDUSTRY, LATTAKIE, SYRIE, souhaite vendre une quantité d'environ 1.000/1.200 tonnes, sauf à parfaire ou diminuer, conformément aux spécifications suivantes :

Conditions techniques

Qualité A :

- Tronçons de bois de noyer de Syrie : fraîchement coupés, exempts de nœuds jusqu'à 200 cm de longueur ; tolérance d'un nœud pour des longueurs de 200 cm et au-delà.
 - Longueurs de 200-210 cm à concurrence de 20 % ; le solde en longueurs de 220 cm et au-delà.
 - Diamètres de 40 à 50 cm, à concurrence de 50 % ; le solde, soit 50 %, en diamètres de 51 cm et au-delà.
- Une tolérance sera accordée quant à la couleur de la sève de couleur noire dans le diamètre des tronçons ; les taux suivants seront pris en considération sur la surface du diamètre, à titre de dimension moyenne depuis le milieu du tronçon jusqu'à son extrémité :
- environ 15 % : tronçons de 40-50 cm de diamètre ;
 - environ 27 % : tronçons de 51-60 cm de diamètre ;
 - environ 33 % : tronçons de 61 cm de diamètre et au-delà ;
- Une tolérance de 5 cm sera tolérée pour les tronçons dont la longueur est de 200 cm, et de 10 cm sur chaque longueur de 220 cm pour les tronçons dont la longueur excède 220 cm.

Qualité B :

- Mêmes longueurs que pour la qualité A et couleur : moitié blanc. S'agissant des inclinaisons tolérées : 10 cm pour les tronçons dont la longueur est de 200 cm.
 - Diamètres : mêmes diamètres que ceux précisés pour la qualité A : 30 % avec diamètres de 40 à 50 cm ; 70 % avec diamètres de 51 cm et au-delà.
 - Tolérance quant à la couleur de la sève : les taux suivants seront pris en considération sur la surface du diamètre, à titre de dimension moyenne depuis le milieu du tronçon jusqu'à son extrémité :
- pour les diamètres de 40-50 cm au taux de 30 % ;
 - pour les diamètres de 51 cm et au-delà : au taux de 40 %.

Qualité C :

- Tronçons de bois de noyer de Syrie teinté ayant un diamètre moyen de 180 à 210 cm à concurrence de 20 % ; le solde, à concurrence de 80 %, de 220 cm et au-delà.
- Inclinaison tolérée est de 10 cm pour les tronçons dont la longueur est de 200 cm.

Qualité D :

- Tronçons de bois de noyer de Syrie blanc, pouvant être travaillés au tour, ayant un diamètre de 30 cm et au-delà, dont la longueur est de 180 à 210 cm à concurrence de 20 %, et de 220 cm et plus à concurrence de 80 %.
- Tronçons droits avec inclinaison tolérée de 10 cm sur chaque longueur de tronçon de 220 cm.
- Tolérance quant à la couleur de la sève : 10 % du diamètre du tronçon.

TRONÇONS DE QUALITÉ SKARTA :

- Longueur : à partir de 180 cm et au-delà.
- Diamètres : à partir de 22 cm et au-delà. Appropriés à la fabrication de solives.

Conditions commerciales

- Les prix seront fixés sur la base : franco port de LATTAKIE, et libellés en dollars américains.
- L'acquéreur devra supporter la différence de prix en devises, qui résulterait d'une dévaluation intervenant après la signature du marché ; il ne sera pas habilité à solliciter l'annulation du marché en raison d'une différence des prix en devises résultant d'une fluctuation des cours survenant après la date de signature du marché ; l'acquéreur ne pourra prétendre à aucune réclamation envers la Compagnie à raison de la différence de prix et ne pourra pas davantage solliciter l'annulation du marché pour ce motif.
- Des garanties seront présentées sous forme de caution, confirmée par la « COMMERCIAL BANK OF SYRIA » à LATTAKIE ; cette dernière banque soumettra la caution, qui portera sur 5 % de la valeur du marché, afin de participer à l'adjudication, et, dans le cas où l'adjudication ne serait pas adjugée, sur 10 % de la valeur du marché ; la caution constituera une garantie de la bonne exécution du marché ; la Compagnie ayant la faculté de solliciter le paiement du solde manquant pour le cas où les cautions des courtiers et des agents (commerciaux) seront rejetées, et, conformément aux directives et réglementations en vigueur, leur intervention ou leurs consultations ne sauraient être acceptées, par quelque moyen que ce soit.

- Il conviendrait que le soumissionnaire ne soit pas compris dans le champ des dispositions de boycottage d'Iraq.

- La Compagnie aura la faculté de ne livrer à l'acquéreur les qualités et quantités disponibles que pendant la période de livraison, qui débutera le 15 décembre 1977, pour se terminer le 30 juin 1978. Dans l'attente de l'acquéreur, l'acquéreur devra réceptionner les marchandises, la Compagnie sera habilitée à retourner aux cautions, et à se retourner contre l'acquéreur pour obtenir le paiement du solde manquant pour le cas où les cautions ne couvriraient pas la valeur des marchandises concernées.

- Le paiement devra intervenir au moyen d'une lettre de crédit irrévocable, non susceptible de résiliation, et confirmée par l'intermédiaire de la « COMMERCIAL BANK OF SYRIA » à LATTAKIE.

- La Compagnie aura la faculté de scinder la vente en plusieurs lots ; l'acquéreur est habilité à soumettre une offre portant sur un seul lot de la même qualité. Il pourra soit soumettre une offre pour l'intégralité de la coupe, dans toutes les qualités, soit soumettre une offre portant sur l'intégralité de la coupe pour une seule qualité. Toute offre en désaccord avec cette condition sera rejetée.

- Les offres devront être adressées, sous pli cacheté à la cire rouge, à l'ARAB COMPANY FOR WOOD INDUSTRY, LATTAKIE, portant la mention : « TENDERS OF PRICES OF WALNUT LOGS » (OFFRES DE PRIX POUR DES TRONÇONS DE BOIS DE NOYER DE SYRIE) ; l'offre devra être adressée sous double enveloppe, la première renfermant un acte exprimant l'accord du soumissionnaire sur toutes les conditions de l'avis d'appel d'offres, et l'engagement pris par le soumissionnaire de s'y conformer, ainsi que les garanties stipulées par une caution bancaire, établie en bons et due forme, seront rejetées ; la deuxième enveloppe devra contenir l'indication des prix.

- La date limite de remise des offres est fixée à l'expiration de la dernière heure ouvrable officielle du mardi 6 décembre 1977 ; les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de soixante jours à compter du 6 décembre 1977 ; la réunion au cours de laquelle les plus seront décahétées se déroulera le mercredi 7 décembre 1977 à 10 heures.

- Les frais de l'avis d'appel d'offres seront supportés par l'acquéreur.

- Les tribunaux syriens seront compétents pour arbitrer toute contestation s'élevant à propos du présent avis ; il sera fait application des dispositions des « CONTRACTS REGULATIONS » (Réglementation des Adjudications) N° 185 de l'année 1974.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL : ALI DAYOUB

LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT : ALI DAYOUB

(*) Ci-après dénommée : « La Compagnie ».

LE DIRECTEUR COMMERCIAL : ALI DAYOUB

LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT : ALI DAYOUB

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe

ou indexés

L'emprunt à 1 1/2 % 1973 a poursuivi son redressement, mais l'intérêt des opérateurs s'est surtout porté sur le 7 %, 1973, à nouveau très recherché.

Les offres d'obligations — toujours abondantes — n'ont été, en définitive, relativement bien absorbées qu'en raison de la présence d'ordres de soutien transmis par certains organismes.

	21 oct.	Diff.
4 1/2 % 1973	58,20	+ 1,40
7 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50
10 % 1973	57,50	+ 1,50

Régimes collectifs, du Crédit

Le régime collectif, du Crédit, a poursuivi son redressement, mais l'intérêt des opérateurs s'est surtout porté sur le 7 %, 1973, à nouveau très recherché.

Les offres d'obligations — toujours abondantes — n'ont été, en définitive, relativement bien absorbées qu'en raison de la présence d'ordres de soutien transmis par certains organismes.

	21 oct.	Diff.
Comp. bancaire	332,30	+ 29,40
Crédit foncier	288,50	+ 7,50
Crédit national	254,50	+ 12,50
Crédit local	178,50	+ 5,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50

Remboursements, assurances, sociétés

Les dirigeants de Sûr ont fait connaître les résultats de l'exercice de la société à la date du 30 juin. Les recettes locatives ont progressé de 38,96 millions de francs (contre 19,96 millions de francs l'exercice précédent) à 44,18 millions de francs, mais, en raison de l'augmentation des frais financiers provoqués par l'accroissement de l'endettement, le bénéfice a fléchi de 19,72 millions à 15,90 millions de francs.

Alimentation

La situation comptable provisoire de Radar, à la date du 30 juin, est la suivante :

21 oct. Diff.

Beghin-Say 33,30 | + 3,30 |

B.S.N.-Gerv.-Dan. 42,30 | + 2,30 |

Casino 143,30 | + 2,30 |

Moët-Hennessy 349,30 | + 23,30 |

Mutuel 141,30 | + 4,30 |

Oliva et Cailly 141,30 | + 4,30 |

Pernod-Richard 226,30 | + 2,30 |

Radisson 62,30 | + 2,30 |

S.A.S. 43,30 | + 4,30 |

Union 43,30 | + 4,30 |

Vinoprix 43,30 | + 4,30 |

Marcel 128,30 | + 2,30 |

Ury et Gascogne 128,30 | + 2,30 |

Nestlé 128,30 | + 2,30 |

Un forum sur la Bourse et son avenir

Le moment paraît venu à M. Yves Flornoy, syndic de la Compagnie des agents de change, de faire sortir cette institution de sa réserve traditionnelle et d'ouvrir les portes politiques de l'opposition, et ceux de la majorité, à la suite de la réponse à une série de questions sur l'avenir de la Bourse et le sort des placements.

Un forum pourrait se tenir début décembre afin d'obtenir des éléments de réponse à ces questions.

Nationalisme demain ? Peut-être, mais pourquoi et comment ? Paris place internationale, ouverte à l'étranger, sans le risque de l'ennemi, à nous, en vase clos ? Quelles conditions faites à l'investissement, et avec quelle fiscalité ? Le champ est vaste, on le voit.

Il est d'autant plus vaste que M. Flornoy ne manque pas de le relever, la Bourse n'a malheureusement pas attendu l'existence d'un programme continu pour entrer dans une dépression qui s'est dessinée dès 1964, entraînant de périodes de récession. La crise boursière résulte d'une

Bourse de Paris

SEMAINE DU 17 AU 20 OCTOBRE

Le marché prend un nouveau départ

C'est fait ! Après un semestre entier de baisse ininterrompue, et près de quatre mois de redressement plus ou moins chaotique, la Bourse de Paris vient de retrouver son niveau du début de l'année. L'événement — c'en est un ! — s'est produit au cours d'une semaine particulièrement brillante à l'issue de laquelle les différents indices se sont adjugés plus de 5 % de progression. Le record établi lors du premier échec du « sommet » de la gauche est battu. Il faut remonter à la période du 20 au 24 juin pour observer une hausse comparable.

Résultats nets du premier semestre (en millions de francs)

	21 oct.	Diff.
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98
Chimie Industrielle	20,98	+ 2,98

Régime et Fils : 9,92 contre

0,52 Lafarge (consolidé après éléments extraordinaires) : 77,4 contre 76,3.

Le groupe Lafarge et Fils a enregistré une perte nette de 12,7 millions de francs contre un bénéfice net de 4,5 millions.

Le groupe SCORP compte procéder, dès après l'assemblée générale extraordinaire du 9 décembre, à l'émission d'un emprunt de 60 millions de francs en obligations convertibles, à raison d'une action pour une obligation.

Pilotes, textiles, matériaux

Les comptes consolidés de Sommer-Albert, réalisés après l'exercice du 30 juin, ont enregistré un bénéfice net de 37,3 millions de francs. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé a représenté 141,3 millions de francs (+15,8 %).

21 oct. Diff.

Dollfus-Mieg	39,20	+ 1,40
Sommer-Albert	349,30	+ 29,40
Asphal-Wilmet	128,30	+ 2,30
Vitis	128,30	+ 2,30
Ball-Investissement	328,30	+ 23,30
S.F.O.	57,30	+ 5,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30
Galeries Lafayette	88,30	+ 8,30

21 oct. Diff.

Comp. bancaire	332,30	+ 29,40
Crédit foncier	288,50	+ 7,50
Crédit national	254,50	+ 12,50
Crédit local	178,50	+ 5,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50

21 oct. Diff.

Comp. bancaire	332,30	+ 29,40
Crédit foncier	288,50	+ 7,50
Crédit national	254,50	+ 12,50
Crédit local	178,50	+ 5,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50

21 oct. Diff.

Comp. bancaire	332,30	+ 29,40
Crédit foncier	288,50	+ 7,50
Crédit national	254,50	+ 12,50
Crédit local	178,50	+ 5,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50

21 oct. Diff.

Comp. bancaire	332,30	+ 29,40
Crédit foncier	288,50	+ 7,50
Crédit national	254,50	+ 12,50
Crédit local	178,50	+ 5,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50

21 oct. Diff.

Comp. bancaire	332,30	+ 29,40
Crédit foncier	288,50	+ 7,50
Crédit national	254,50	+ 12,50
Crédit local	178,50	+ 5,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50

21 oct. Diff.

Comp. bancaire	332,30	+ 29,40
Crédit foncier	288,50	+ 7,50
Crédit national	254,50	+ 12,50
Crédit local	178,50	+ 5,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50
Crédit agricole	144,50	+ 9,50

Bourse de Paris

SEMAINE DU 17 AU 20 OCTOBRE

Le marché prend un nouveau départ

C'est fait ! Après un semestre entier de baisse ininterrompue, et près de quatre mois de redressement plus ou moins chaotique, la Bourse de Paris vient de retrouver son niveau du début de l'année. L'événement — c'en est un ! — s'est produit au cours d'une semaine particulièrement brillante à l'issue de laquelle les différents indices se sont adjugés plus de 5 % de progression. Le record établi lors du premier échec du « sommet » de la gauche est battu. Il faut remonter à la période du 20 au 24 juin pour observer une hausse comparable.

Qui l'a fait ? Depuis trois semaines déjà, le marché

abandonné par l'étranger, et oublié — croyait-il — par les institutionnels français, faisait preuve d'une désespérante mollesse. Chaque tentative de reprise était immédiatement étouffée le jour suivant. A priori, et bien que certains sous les colonnes du palais Brongniart eussent gardé espoir, il ne semblait pas que les cours pussent « décoller » à nouveau.

De fait, la séance de lundi ne se singularisa guère :

le marché, troublé par les remous monétaires persistants, resta très hésitant. En réalité, et chacun le comprit par la suite, la plupart des opérateurs attendaient le premier signe d'une détente, même passagère, sur le front des monnaies pour se ruer sur les valeurs mobilières.

La légèreté — et sans doute temporaire — remontée du dollar leur en donna l'occasion. La hausse se poursuivit sans discontinuer jusqu'à la veille du week-end, premier jour du nouveau mois boursier. La veille, les commis avaient procédé à la liquidation générale des opérations engagées sur septembre. Pour la troisième fois consécutive, le bilan était largement positif. D'un mois à l'autre, les cours ont progressé de près de 7 %. Encore s'agit-il d'une moyenne générale. De très nombreux titres ont monté de 10 à 25 %, la vedette revenant incontestablement à Matra, avec un gain de 70 %, talonné par Téléphone Ericsson, en hausse de 50 % ! De quoi faire rêver à nouveau tous les boursiers.

Pourtant, Paris reste calme. Le ton des conversations

entendues autour de la corbeille à la veille du week-end était mesuré. Le mot d'ordre semblait être : « Pas d'enthousiasme excessif, la partie n'est pas gagnée ». Sans doute un retournement de tendance s'est effectivement produit cette semaine au palais Brongniart, où les affaires semblent si bien réparties que les agents de change respirent à nouveau, après avoir frôlé l'apoplexie. De plus, la Bourse, qui était devenue une véritable chambre de résonance de la politique, paraît avoir retrouvé l'une de ses fonctions les plus utiles : servir de baromètre économique aux observateurs français et aussi étrangers.

Mais, d'une part, l'on peut déjà se demander pour

combien de temps, tant il est vrai que la campagne électorale risque d'être fertile en rebondissements. Ensuite, au cas où le marché garderait ostensiblement les yeux braqués sur la chose économique, qui peut jurer qu'il en tirera toutes satisfactions ? En août, l'inflation s'est ralentie. Un mois plus tard, l'on pouvait constater une petite dérive du chômage. Au cours de la même période, et pour la première fois depuis deux ans, les échanges commerciaux ont été légèrement excédentaires. Tout cela est acquis. Comment le proche avenir se présente-t-il ? Sous un jour passablement incertain, si l'on en croit les conjoncturistes des grands établissements financiers.

L'économie française aborde 1978 sous le signe de

l'incertitude, peut-on lire dans le dernier bulletin conjoncturel des banques populaires où l'on s'étonne — que le premier ministre envisage une croissance aussi forte ». L'assaisonnement de l'économie est en cours, assurément, de leur côté, les experts de la Banque Jordan selon qui « la déflation assurera la reprise ».

Dans les deux cas, les boursiers auront à retrouver le

sens de leur vocation véritable : sélectionner les meilleurs placements qu'elles que soient les circonstances.

PATRICE CLAUDE.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Nouvelle chute

La chute des cours a repris à la Bourse de New-York, où l'indice Dow Jones a perdu plus de 13 points, retombant à 804,50, son niveau le plus bas depuis le début de 1976.

Ralentissement de l'activité économique au troisième trimestre, nouvelle hausse des taux d'intérêt avec un relèvement du « prime rate » de banques, inquiétude causée par l'opposition croissante de la Maison Blanche à la politique restrictive menée par les autorités monétaires en matière de crédit, ces éléments découragent bien connus ont continué de peser sur une cote que les spécialistes voient encore faiblir dans les prochaines semaines, sans l'éventuel imprévu.

Le ralentissement du rythme de

l'inflation en septembre n'a eu aucun effet.

A signaler le viré repenti d'Eastman Kodak, et celui de Xerox, dont l'exercice 1977 sera le meilleur jamais connu, mais dont les résultats du troisième trimestre ont été jugés moins favorables que prévu.

21 oct. Diff.

Alcoa	42 1/2	42 5/8
A.T.T.	80 7/8	80 1/2
Boeing	59 1/4	59 1/4
Chase Manhattan	23 1/8	23 1/8
Du Pont de Nemours	108 1/2	108 1/2
General Electric	58 1/2	58 1/2
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4

21 oct. Diff.

Alcoa	42 1/2	42 5/8
A.T.T.	80 7/8	80 1/2
Boeing	59 1/4	59 1/4
Chase Manhattan	23 1/8	23 1/8
Du Pont de Nemours	108 1/2	108 1/2
General Electric	58 1/2	58 1/2
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4

21 oct. Diff.

Alcoa	42 1/2	42 5/8
A.T.T.	80 7/8	80 1/2
Boeing	59 1/4	59 1/4
Chase Manhattan	23 1/8	23 1/8
Du Pont de Nemours	108 1/2	108 1/2
General Electric	58 1/2	58 1/2
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	30 3/4	30 3/4
General Foods	30 3/4	30 3/4

LE MONDE

23-24 octobre 1977

LA REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 17 AU 20 OCTOBRE

Le marché prend un nouveau départ

C'est fait ! Après un semestre entier de baisse ininterrompue, et près de quatre mois de redressement plus ou moins chaotique, la Bourse de Paris vient de retrouver son niveau du début de l'année. L'événement — c'en est un ! — s'est produit au cours d'une semaine particulièrement brillante à l'issue de laquelle les différents indices se sont adjugés plus de 5 % de progression. Le record établi lors du premier échec du « sommet » de la gauche est battu. Il faut remonter à la période du 20 au 24 juin pour observer une hausse comparable.

Qui l'a fait ? Depuis trois semaines déjà, le marché

abandonné par l'étranger, et oublié — croyait-il — par les institutionnels français, faisait preuve d'une désespérante mollesse. Chaque tentative de reprise était immédiatement étouffée le jour suivant. A priori, et bien que certains sous les colonnes du palais Brongniart eussent gardé espoir, il ne semblait pas que les cours pussent « décoller » à nouveau.

De fait, la séance de lundi ne se singularisa guère :

le marché, troublé par les remous monétaires persistants, resta très hésitant. En réalité, et chacun le comprit par la suite, la plupart des opérateurs attendaient le premier signe d'une détente, même passagère, sur le front des monnaies pour se ruer sur les valeurs mobilières.

La légèreté — et sans doute temporaire — remontée du dollar leur en donna l'occasion. La hausse se poursuivit sans discontinuer jusqu'à la veille du week-end, premier jour du nouveau mois boursier. La veille, les commis avaient procédé à la liquidation générale des opérations engagées sur septembre. Pour la troisième fois consécutive, le bilan était largement positif. D'un mois à l'autre, les cours ont progressé de près de 7 %. Encore s'agit-il d'une moyenne générale. De très nombreux titres ont monté de 10 à 25 %, la vedette revenant incontestablement à Matra, avec un gain de 70 %, talonné par Téléphone Ericsson, en hausse de 50 % ! De quoi faire rêver à nouveau tous les boursiers.

Pourtant, Paris reste calme. Le ton des conversations

entendues autour de la corbeille à la veille du week-end était mesuré. Le mot d'ordre semblait être : « Pas d'enthousiasme excessif, la partie n'est pas gagnée ». Sans doute un retournement de tendance s'est effectivement produit cette semaine au palais Brongniart, où les affaires semblent si bien réparties que les agents de change respirent à nouveau, après avoir frôlé l'apoplexie. De plus, la Bourse, qui était devenue une véritable chambre de résonance de la politique, paraît avoir retrouvé l'une de ses fonctions les plus utiles : servir de baromètre économique aux observateurs français et aussi étrangers.

Mais, d'une part, l'on peut déjà se demander pour

combien de temps, tant il est vrai que la campagne électorale risque d'être fertile en rebondissements. Ensuite, au cas où le marché garderait ostensiblement les yeux braqués sur la chose économique, qui peut jurer qu'il en tirera toutes satisfactions ? En août, l'inflation s'est ralentie. Un mois plus tard, l'on pouvait constater une petite dérive du chômage. Au cours de la même période, et pour la première fois depuis deux ans, les échanges commerciaux ont été légèrement excédentaires. Tout cela est acquis. Comment le proche avenir se présente-t-il ? Sous un jour passablement incertain, si l'on en croit les conjoncturistes des grands établissements financiers.

L'économie française aborde 1978 sous le signe de

l'incertitude, peut-on lire dans le dernier bulletin conjoncturel des banques populaires où l'on s'éton

